Aid to the Church in Need
ACN INTERNATIONAL

Aide à l'Église en Détresse
ACN CANADA

Persécutés et oubliés ?

UN RAPPORT SUR LES CHRÉTIENS OPPRIMÉS POUR LEUR FOI

2024–2026



Persécutés et oubliés ?

UN RAPPORT SUR LES CHRÉTIENS OPPRIMÉS POUR LEUR FOI
2024—2026

TABLE DES MATIÈRES

Préface 03
La voix de mon frère survit par Peter Bhatti
Aperçu d'ensemble (carte) 04
Principales constatations 06
Profils de pays 12
Profil de pays 1: Birmanie (Myanmar) 12
Profil de pays 2: Burkina Faso 13
Profil de pays 3: Chine 14
Étude de cas 1 (Chine): Son crime : vendre des recueils de cantiques 15
Profil de pays 4: Corée du Nord 16
Profil de pays 5: Égypte 18
Étude de cas 2 (Égypte): Enlevée, convertie de force et tenue à l'écart de sa famille 19
Profil de pays 6: Érythrée 21
Profil de pays 7: Inde 22
Étude de cas 3 (Inde): Privé d'une sépulture digne 23
Profil de pays 8: Iran 24
Profil de pays 9: Irak 25
Profil de pays 10: Mali 26
Profil de pays 11: Mozambique 27
Profil de pays 12: Nicaragua 28
Étude de cas 4 (Nicaragua): Un haut dignitaire catholique expulsé 29
Profil de pays 13: Nigeria 30
Étude de cas 5 (Nigeria): Du refuge à l'abattoir 31
Profil de pays 14: Pakistan 32
Étude de cas 6 (Pakistan): Torturé avec des clous…pour un téléphone portable 33
Profil de pays 15: Soudan 35
Profil de pays 16: Syrie 36
Profil de pays 17: Turquie 37
Profil de pays 18: Vietnam 38
Notes finales 39

Persécutés et oubliés ? Un rapport sur les chrétiens opprimés pour leur foi 2024-26

Publié au Canada par Aide à l'Église en Détresse (AED) Canada, C.P. 670, Succ. H, Montréal, QC, H3G 2M6. 1 800 585 6333 Courriel : info@acn-canada.org

Toutes les photos © Aid to the Church in Need, sauf pp. 7, 15, 17, 21, 22, 27, 31, 37, 38 via Pexels; p. 10 via Radio Veritas Mandalay; p. 26 via Unsplash; pp. 6-7, 20, 35, quatrième de couverture © Ismael Martínez Sánchez / ACN; p. 11 © Cristian Gennari; p. 13 sous licence de Creative Commons CC0 1.0 (https://creativecommons.org/publicdomain/zero/1.0/deed.en); p. 30 sous licence de Creative Commons Attribution 3.0 (https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.en).

Textes de John Newton, John Pontifex, Elliott Banks et Nathalie Raffray. Remerciements spéciaux à Tony Smith et Steve Riedlinger.

Merci également à tous ceux qui ont aidé ce projet de quelque manière que ce soit, y compris Peter Bhatti, le regretté Ernie Chan, Errol Palmer et Marta Petrosillo.

Conçu par Helen Anderson | Graphisme au Canada : François Sybille Impression au Canada par Graphiscan, Longueuil, J4N 1L7.

LA VOIX DE MON FRÈRE SURVIT



Par Peter Bhatti

La nouvelle de l'assassinat de mon frère Shahbaz Bhatti a bouleversé ma vie à jamais. Ce fut un moment de profonde tristesse et une perte inimaginable. Tandis que notre famille pleurait la disparition d'un frère bien-aimé, le Pakistan perdait un dirigeant courageux, dont l'engagement inébranlable en faveur de la justice, des droits de l'homme et de la liberté religieuse a inspiré d'innombrables personnes à travers le monde.

Shahbaz occupait le poste de ministre fédéral des Minorités du Pakistan et était le seul membre chrétien du gouvernement fédéral. Défenseur infatigable des opprimés, il a courageusement pris la défense d'Asia Bibi — la première chrétienne condamnée à mort en application des lois pakistanaises sur le blasphème — et a appelé à réformer une législation trop souvent détournée pour s'en prendre à des innocents. Sa position, fondée sur ses convictions, lui a valu des menaces de mort répétées de la part d'extrémistes.

Le 2 mars 2011, alors que Shahbaz quittait le domicile de notre mère à Islamabad, des hommes en armes ont tendu une embuscade à son véhicule. Ils ont tiré 26 balles, le tuant sur le coup, et ont laissé derrière eux des tracts revendiquant la responsabilité de l'attaque.

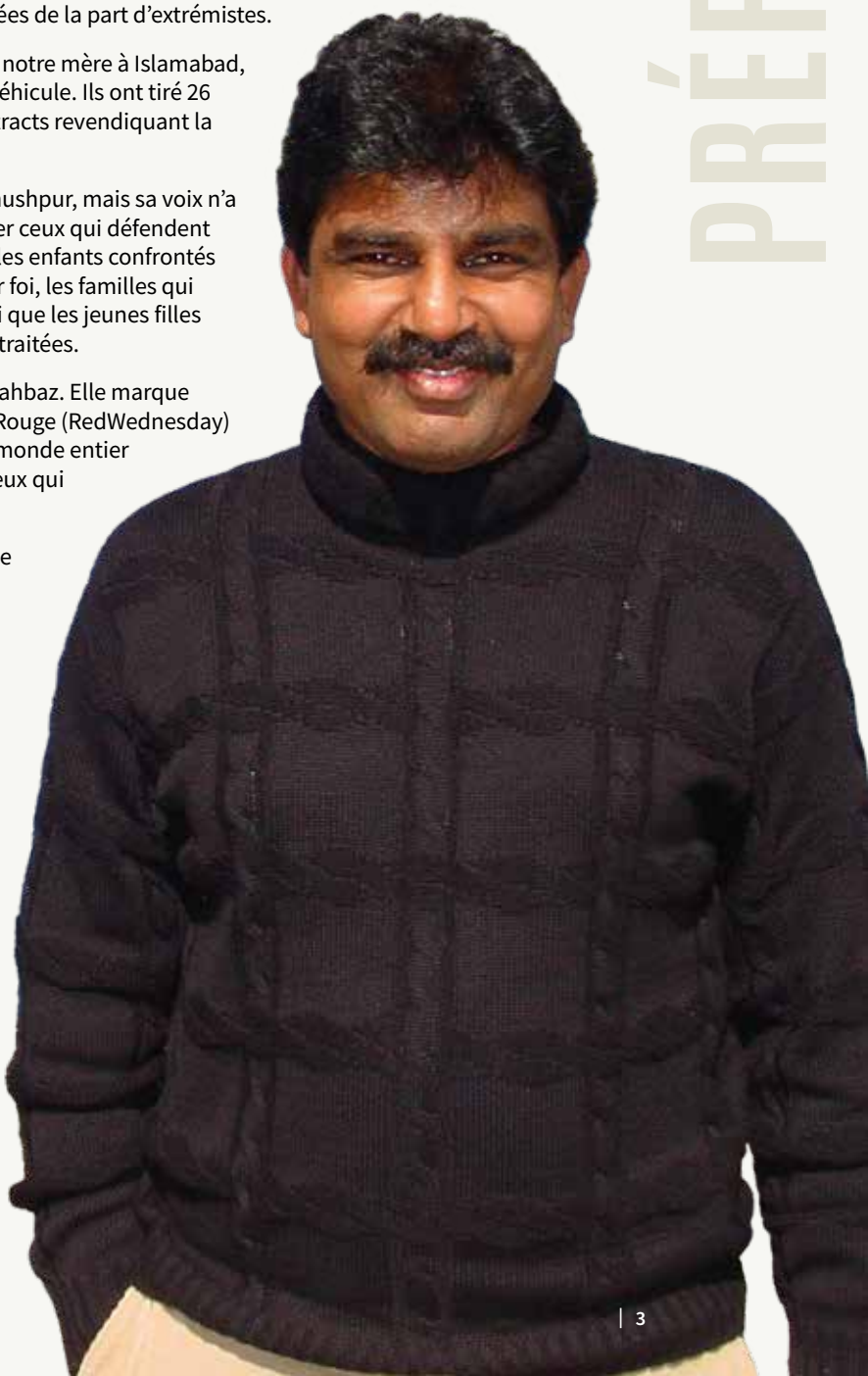
Sa dépouille a été inhumée dans notre village natal de Khushpur, mais sa voix n'a pas été ensevelie avec lui. Son héritage continue d'inspirer ceux qui défendent les chrétiens persécutés à travers le monde, notamment les enfants confrontés à la discrimination, les Églises attaquées en raison de leur foi, les familles qui sont privées de leurs droits humains fondamentaux, ainsi que les jeunes filles chrétiennes enlevées, converties de force à l'islam et maltraitées.

Cette année marque le 15e anniversaire du martyre de Shahbaz. Elle marque également le 10e anniversaire de la campagne #MercrediRouge (RedWednesday) de l'Aide à l'Église en Détresse, qui a uni les chrétiens du monde entier dans la prière, la solidarité et pour plaider en faveur de ceux qui souffrent à cause de leur foi.

Tout comme Shahbaz, le rapport *Persécutés et oubliés ?* de l'œuvre pontificale Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) donne la parole à l'Église souffrante. En relayant ces témoignages, il nous rappelle que la persécution religieuse demeure, aujourd'hui encore, une douloureuse réalité pour des millions de chrétiens.

Peu avant son assassinat, Shahbaz a déclaré : « Je crois en Jésus-Christ, qui a donné sa vie pour nous, et je suis prêt à mourir pour une cause. » Il est resté fidèle à ces paroles jusqu'à son dernier souffle.

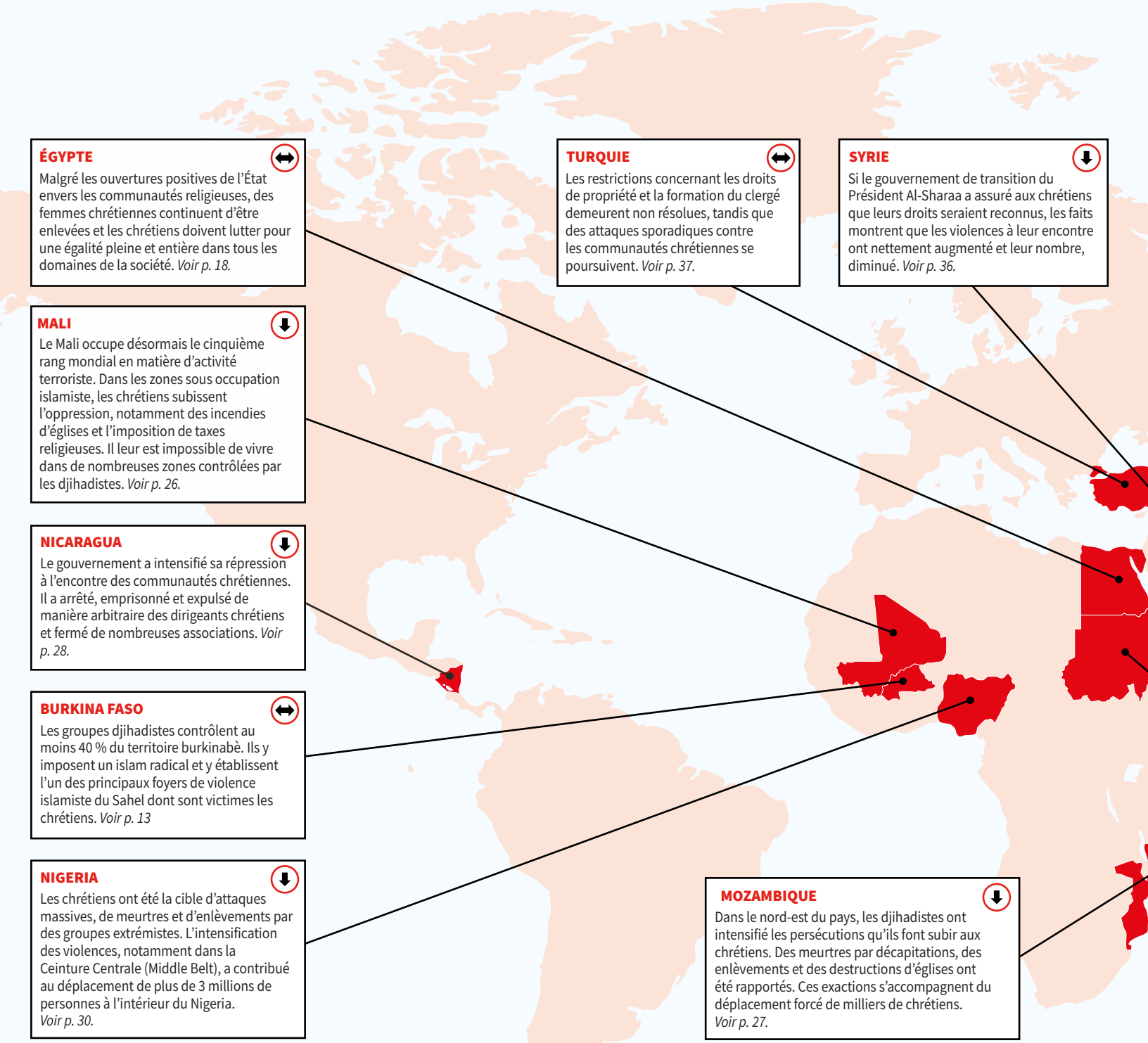
En réfléchissant à son témoignage, demandons-nous : que sommes-nous prêts à faire pour nos frères et sœurs persécutés ?



APERÇU D'ENSEMBLE DES PAYS

Persécutés et oubliés ? examine les défis auxquels sont confrontés les chrétiens dans 18 pays. Il ne s'agit pas nécessairement des 18 endroits les plus dangereux pour un chrétien, mais plutôt des pays où la situation des fidèles a suscité une inquiétude particulière au cours de la période faisant l'objet du présent rapport.

Le bureau de l'Aide à l'Église en Détresse (AED) au Royaume-Uni s'est appuyé sur diverses sources, notamment des données accessibles au public et des informations provenant de l'Église locale. Bien qu'elle s'appuie sur des analyses quantitatives (comme l'indice des hostilités sociales du Pew Forum), l'étude *Persécutés et oubliés ?* constitue, en définitive, une analyse qualitative des données disponibles.



ÉGYPTE ⇔

Malgré les ouvertures positives de l'État envers les communautés religieuses, des femmes chrétiennes continuent d'être enlevées et les chrétiens doivent lutter pour une égalité pleine et entière dans tous les domaines de la société. *Voir p. 18.*

TURQUIE ⇔

Les restrictions concernant les droits de propriété et la formation du clergé demeurent non résolues, tandis que des attaques sporadiques contre les communautés chrétiennes se poursuivent. *Voir p. 37.*

SYRIE ⇓

Si le gouvernement de transition du Président Al-Sharaa a assuré aux chrétiens que leurs droits seraient reconnus, les faits montrent que les violences à leur encontre ont nettement augmenté et leur nombre, diminué. *Voir p. 36.*

MALI ⇓

Le Mali occupe désormais le cinquième rang mondial en matière d'activité terroriste. Dans les zones sous occupation islamiste, les chrétiens subissent l'oppression, notamment des incendies d'églises et l'imposition de taxes religieuses. Il leur est impossible de vivre dans de nombreuses zones contrôlées par les djihadistes. *Voir p. 26.*

NICARAGUA ⇓

Le gouvernement a intensifié sa répression à l'encontre des communautés chrétiennes. Il a arrêté, emprisonné et expulsé de manière arbitraire des dirigeants chrétiens et fermé de nombreuses associations. *Voir p. 28.*

BURKINA FASO ⇔

Les groupes djihadistes contrôlent au moins 40 % du territoire burkinabè. Ils y imposent un islam radical et y établissent l'un des principaux foyers de violence islamiste du Sahel dont sont victimes les chrétiens. *Voir p. 13*

NIGERIA ⇓

Les chrétiens ont été la cible d'attaques massives, de meurtres et d'enlèvements par des groupes extrémistes. L'intensification des violences, notamment dans la Ceinture Centrale (Middle Belt), a contribué au déplacement de plus de 3 millions de personnes à l'intérieur du Nigeria. *Voir p. 30.*

MOZAMBIQUE ⇓

Dans le nord-est du pays, les djihadistes ont intensifié les persécutions qu'ils font subir aux chrétiens. Des meurtres par décapitations, des enlèvements et des destructions d'églises ont été rapportés. Ces exactions s'accompagnent du déplacement forcé de milliers de chrétiens. *Voir p. 27.*

PERSÉCUTION DES CHRÉTIENS :
COMPARAISON AVEC LA PÉRIODE 2022-2024

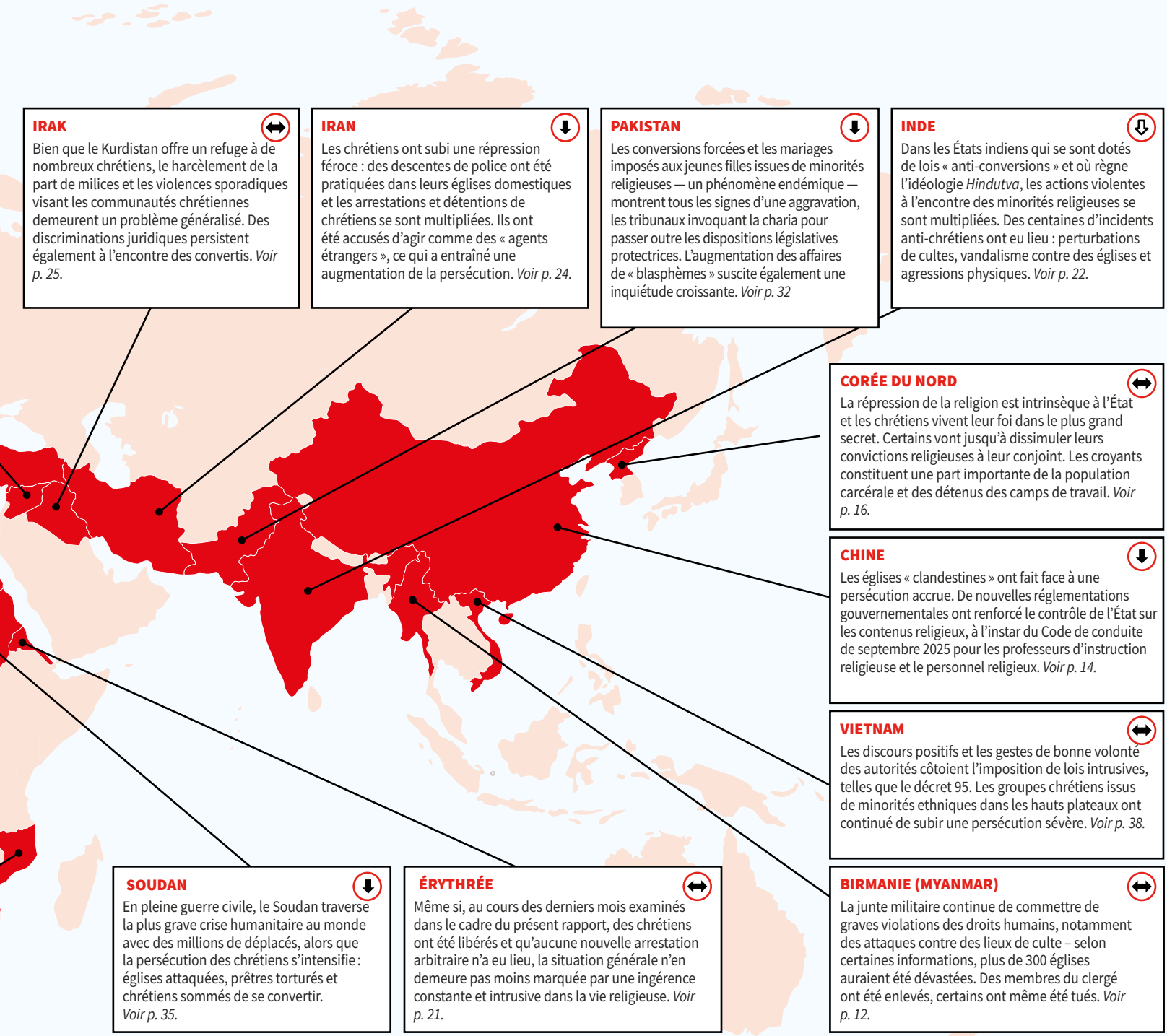
⬆ = Amélioration

⇩ = Légère détérioration

⇧ = Légère amélioration

⬇ = Détérioration

⬌ = Sans changement



IRAK ⬌
Bien que le Kurdistan offre un refuge à de nombreux chrétiens, le harcèlement de la part de milices et les violences sporadiques visant les communautés chrétiennes demeurent un problème généralisé. Des discriminations juridiques persistent également à l'encontre des convertis. *Voir p. 25.*

IRAN ⬇
Les chrétiens ont subi une répression féroce : des descentes de police ont été pratiquées dans leurs églises domestiques et les arrestations et détentions de chrétiens se sont multipliées. Ils ont été accusés d'agir comme des « agents étrangers », ce qui a entraîné une augmentation de la persécution. *Voir p. 24.*

PAKISTAN ⬇
Les conversions forcées et les mariages imposés aux jeunes filles issues de minorités religieuses — un phénomène endémique — montrent tous les signes d'une aggravation, les tribunaux invoquant la charia pour passer outre les dispositions législatives protectrices. L'augmentation des affaires de « blasphèmes » suscite également une inquiétude croissante. *Voir p. 32*

INDE ⇩
Dans les États indiens qui se sont dotés de lois « anti-conversions » et où règne l'idéologie *Hindutva*, les actions violentes à l'encontre des minorités religieuses se sont multipliées. Des centaines d'incidents anti-chrétiens ont eu lieu : perturbations de cultes, vandalisme contre des églises et agressions physiques. *Voir p. 22.*

CORÉE DU NORD ⬌
La répression de la religion est intrinsèque à l'État et les chrétiens vivent leur foi dans le plus grand secret. Certains vont jusqu'à dissimuler leurs convictions religieuses à leur conjoint. Les croyants constituent une part importante de la population carcérale et des détenus des camps de travail. *Voir p. 16.*

CHINE ⬇
Les églises « clandestines » ont fait face à une persécution accrue. De nouvelles réglementations gouvernementales ont renforcé le contrôle de l'État sur les contenus religieux, à l'instar du Code de conduite de septembre 2025 pour les professeurs d'instruction religieuse et le personnel religieux. *Voir p. 14.*

VIETNAM ⬌
Les discours positifs et les gestes de bonne volonté des autorités côtoient l'imposition de lois intrusives, telles que le décret 95. Les groupes chrétiens issus de minorités ethniques dans les hauts plateaux ont continué de subir une persécution sévère. *Voir p. 38.*

SOUDAN ⬇
En pleine guerre civile, le Soudan traverse la plus grave crise humanitaire au monde avec des millions de déplacés, alors que la persécution des chrétiens s'intensifie : églises attaquées, prêtres torturés et chrétiens sommés de se convertir. *Voir p. 35.*

ÉRYTHRÉE ⬌
Même si, au cours des derniers mois examinés dans le cadre du présent rapport, des chrétiens ont été libérés et qu'aucune nouvelle arrestation arbitraire n'a eu lieu, la situation générale n'en demeure pas moins marquée par une ingérence constante et intrusive dans la vie religieuse. *Voir p. 21.*

BIRMANIE (MYANMAR) ⬌
La junte militaire continue de commettre de graves violations des droits humains, notamment des attaques contre des lieux de culte – selon certaines informations, plus de 300 églises auraient été dévastées. Des membres du clergé ont été enlevés, certains ont même été tués. *Voir p. 12.*

PERSÉCUTÉS ET OUBLIÉS ?

Principales constatations



Des funérailles dans l'État du Bihar, en Inde.

« Ils ont immédiatement exigé que nous nous convertissions et, comme nous refusions, ils ont commencé à nous frapper. Ils nous ont fouettés. Ils nous ont enchaîné les jambes. Des entraves ont été placées autour de nos chevilles. »

Debout près de l'endroit où son calvaire a commencé, non loin de la ville de Zaria, dans le nord du Nigeria, Solomon Ako, un chrétien de 33 ans, a raconté à l'Aide à l'Église en Détresse ce qui s'est passé lorsque des membres de milices ont fait irruption dans son village du nord du Nigeria et l'ont enlevé.

La voix tremblante d'émotion, Solomon a expliqué comment lui et d'autres otages avaient été séquestrés pendant des heures, immergés jusqu'au cou dans de l'eau froide.

L'histoire de Solomon est l'une des innombrables histoires recueillies par l'AED alors que l'œuvre de bienfaisance évaluait l'ampleur des violations des droits humains à l'encontre des chrétiens.

Le rapport *Persécutés et oubliés ? Rapport sur les chrétiens opprimés pour leur foi 2024-2026* présente des témoignages de première main, des études de cas ainsi que des analyses aux échelles nationale, régionale et mondiale pour examiner l'ampleur du ciblage des chrétiens à travers le monde. Même avant la période de deux ans couverte par le présent rapport, des signes indiquaient une intensification de l'oppression à l'encontre des chrétiens. Les données les plus récentes du Pew Research Center révèlent que des actes de harcèlement antichrétien — allant des agressions verbales aux meurtres — ont été recensés dans 165 pays en 2023, contre 160 en 2021.[1] Il en ressort que les chrétiens ont subi des actes de harcèlement dans un plus grand nombre de pays que tout autre groupe confessionnel, l'écart entre les chrétiens et les autres confessions se creusant, alors même que le harcèlement à l'encontre des groupes religieux atteignait déjà un niveau record. S'exprimant aux Nations unies à Genève en mars 2026, Mgr Ettore Balestrero, observateur permanent du Saint-Siège, a déclaré : « Les chrétiens sont victimes de violences physiques, d'oppression, de détentions arbitraires, d'expropriations, d'esclavage, d'exil forcé et même de meurtres en raison de leurs convictions religieuses. » D'après les recherches de l'AED, environ 220 millions de chrétiens sont directement exposés à la persécution, laquelle englobe les types de violations décrits ci-dessus par l'archevêque.

La présente édition de *Persécutés et oubliés ?* dresse un état des lieux dans 18 pays où les violations de la liberté religieuse à l'encontre des chrétiens suscitent une inquiétude particulière. La période faisant l'objet du présent rapport s'étend du 1er août 2024 au 30 juin 2026, et le rapport vise à déterminer si la situation des chrétiens en matière de liberté religieuse s'est dégradée depuis la période 2022-2024.

Le rapport *Persécutés et oubliés ?* de 2024-2026 révèle que, dans un peu plus de la moitié (55 %) des pays étudiés, l'oppression à l'encontre des chrétiens s'est aggravée depuis le précédent rapport. Dans de nombreux cas, voire la plupart, cette détérioration a affecté des régions spécifiques plutôt que des pays entiers. Le rapport a mis en lumière les facteurs expliquant en quoi la persécution et l'oppression s'étaient intensifiées, non seulement au sein de pays pris individuellement, mais aussi à l'échelle des continents.

Constatations globales

Les constatations globales du rapport sont les suivantes :

L'oppression des chrétiens par des régimes autoritaires a atteint des niveaux sans précédent dans des pays exerçant une influence mondiale ou régionale, où le sentiment anti-occidental a connu une forte poussée.

- En Chine, la répression s'est intensifiée à mesure que l'alignement de la doctrine religieuse sur les principes communistes par les autorités augmentait, entraînant des détentions massives, l'emprisonnement de membres du clergé pour des motifs juridiques de pure forme, la fermeture d'églises et le contrôle des



Image © Ismael Martínez Sánchez / ACN

contenus religieux en ligne.

- En Iran, les arrestations de chrétiens ont doublé en l'espace de 12 mois alors que la répression s'intensifiait.
- Au Nicaragua, le régime a augmenté sa répression à l'encontre des chrétiens, arrêtant et exilant des membres du clergé, empêchant les ordinations, fermant des institutions ecclésiales et empêchant des personnes d'entrer dans le pays avec des Bibles.

Les chrétiens sont de plus en plus étiquetés comme des « étrangers indésirables » dans les pays où le nationalisme religieux s'impose.

- En Inde, le nombre de plus en plus important d'États qui adoptent des lois « anti-conversion » s'est accompagné d'une recrudescence d'attaques contre les chrétiens. Il a été fait état d'extrémistes incendiant des décorations de Noël et de chrétiens empêchés d'enterrer leurs morts, voire contraints d'exhumer les corps de leurs proches.
- Au Pakistan, des groupes islamistes de plus en plus influents ont présenté les minorités comme une menace démographique, ce qui a entraîné des abus endémiques à l'encontre des chrétiens, en particulier des filles et des jeunes femmes contraintes de se convertir à l'islam et de se marier avec des musulmans.

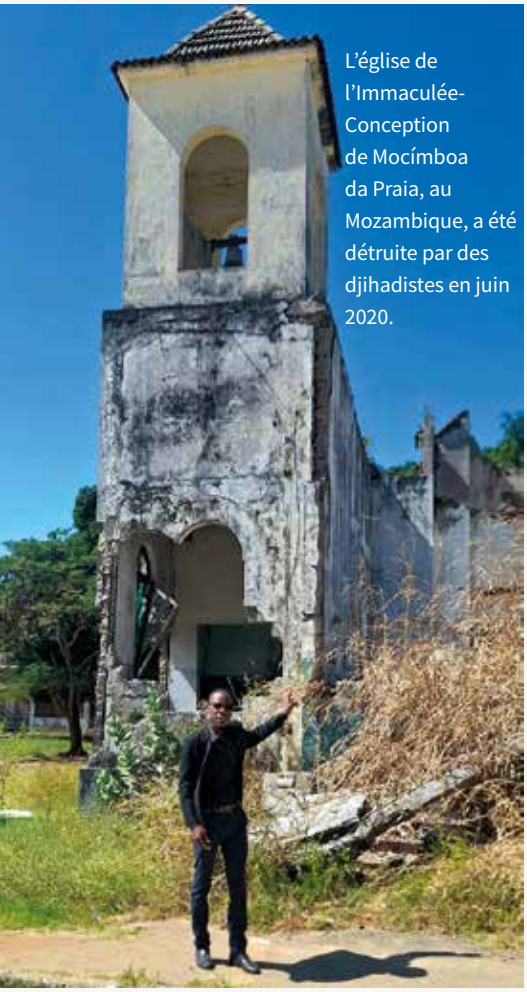
Des chrétiens de l'Afrique subsaharienne sont menacés de subir les attaques d'extrémistes radicaux depuis l'apogée des violences de Daech (État islamique / ISIS) au Proche-Orient.

- Six des dix pays figurant en tête de l'Indice mondial du terrorisme de 2026 se trouvent en Afrique (voir ci-dessous), la menace s'étant propagée de la côte est du continent jusqu'à ses côtes occidentales.[2]
- Au Mozambique, des militants islamistes ont ouvertement déclaré leur intention d'instaurer un califat, alors que l'on signale la mort de 1 000 chrétiens dans la province de Cabo Delgado depuis 2017 dont un certain nombre décapités.
- Au Burkina Faso, alors que l'on rapporte qu'au moins 40 % du territoire est contrôlé par des islamistes, certains chrétiens ont été contraints de se plier aux coutumes islamistes, notamment en matière vestimentaire, tandis que d'autres ont été sommairement exécutés.



Un jardin est entretenu dans l'enceinte de cette église en ruine au Vietnam.

Image: Quang Nguyen Vinh, via Pexels



L'église de l'Immaculée-Conception de Mocímboa da Praia, au Mozambique, a été détruite par des djihadistes en juin 2020.



Dans les zones de conflit, des millions de chrétiens sont concernés par l'exode massif des personnes déplacées, un phénomène parfois motivé par des considérations religieuses. Cette situation s'est propagée, transformant de vastes régions de pays africains et asiatiques en zones dangereuses.

- Au Nigeria, au moins un million de chrétiens figuraient parmi les plus de 3,5 millions de déplacés internes, alors que des communautés entières fuyaient villes et villages face à une violence exponentielle, en particulier dans le nord et la Ceinture Centrale (Middle Belt), la région du centre du pays. Des bandits, des groupes ethniques et des djihadistes ont pris pour cible des chrétiens ainsi que des groupes d'autres confessions, suscitant des critiques à l'encontre du gouvernement pour son incapacité à faire respecter l'État de droit.
- Au Soudan, des accusations de crimes de guerre et d'oppression islamiste brutale ont été rapportées alors que le pays est confronté à la plus grave crise de déplacement forcé au monde. Après plus de trois ans, la guerre civile a jusqu'à présent entraîné la détérioration ou la destruction de plus de 100 églises.

Un contexte mondial marqué par des conflits et des bouleversements politiques au Proche-Orient a accru les craintes quant à la survie du christianisme dans des zones clés de son berceau historique.

- En Syrie, alors que le pays traversait une période de bouleversements persistants après la chute du régime d'Assad, des dignitaires religieux ont publiquement mis en garde contre une possible menace existentielle pour l'Église, soulignant la baisse de plus de 80 % de la population chrétienne depuis 2011.
- Dans le sud du Liban, des attaques ont provoqué un exode massif de la population et la destruction de biens appartenant à l'Église, transformant les communautés chrétiennes en villes fantômes.

Afrique

La persécution des chrétiens en Afrique s'est intensifiée, six des dix pays les plus touchés par le terrorisme selon l'Indice mondial du terrorisme de 2026 se trouvant sur ce continent. Le Burkina Faso (2e), le Niger (3e), le Nigeria (4e), le Mali (5e), la Somalie (7e) et la République démocratique du Congo (8e) placent la région du Sahel à l'épicentre du phénomène, témoignant d'un basculement géographique et d'une tendance préoccupante du terrorisme mondial. Le Cameroun et le Mozambique figurent également parmi les vingt premiers pays.[3] Les communautés chrétiennes de ces pays



Msepera Ujam avec son enfant dans un camp de personnes déplacées à Guma, au Nigeria. Des éleveurs peuls extrémistes ont tué son mari et l'ont entièrement enduite du sang de ce dernier « en guise d'avertissement ».



Des djihadistes ont détruit l'icône de Jésus et de la Vierge Marie qui se trouvait dans l'église melkite Saint-Georges lorsqu'ils se sont emparés de Maaloula, ville-sanctuaire syrienne.

sont touchées de manière disproportionnée, car elles sont pour la plupart prises pour cible par des groupes djihadistes ou prises au piège de violences sectaires et communautaires plus larges. Les pays les plus touchés — en particulier le Nigeria, le Burkina Faso, le Mali et le Niger — comptent d'importantes populations chrétiennes, qui vivent souvent aux côtés de majorités musulmanes. Des groupes liés à l'État islamique et des filiales d'Al-Qaïda (telles que le JNIM) se sont rapidement étendus à travers le Sahel et les régions avoisinantes. Ces groupes opèrent de manière transfrontalière, ce qui rend leur endiguement difficile et accroît la propagation régionale de la violence.

Dans les États fragiles où la gouvernance est déficiente, des groupes extrémistes exploitent les divisions religieuses pour servir leurs objectifs.[4] Dans des régions telles que le nord du Nigeria et le centre du Sahel, des groupes terroristes ont pris pour cible des églises, des membres du clergé et des villages chrétiens. Les enlèvements, les meurtres et les décapitations y sont fréquents. Cette situation a contribué à l'idée — souvent confirmée par la réalité — que les chrétiens sont particulièrement vulnérables dans un contexte de conflit plus large.

La violence terroriste a contraint des millions de personnes à quitter leur foyer, et les communautés chrétiennes, en particulier celles des zones rurales ou frontalières, ont subi des déplacements de population, des pertes de leurs moyens de subsistance et des destructions d'infrastructures religieuses, notamment des églises et des écoles. Les attaques incessantes compromettent la possibilité pour les chrétiens de pratiquer leur culte en toute sécurité et suscitent la crainte que la violence et les déplacements n'entraînent des modifications durables de la composition religieuse des régions touchées.[5]

De nombreuses attaques terroristes sont liées à des griefs locaux, notamment des conflits ethniques ou communautaires, que les extrémistes exploitent pour recruter des combattants et étendre leur influence.[6]

Proche-Orient

Le conflit a dominé la région alors que les répercussions de l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, continuaient de se faire sentir. Les opérations israéliennes à Gaza ont causé des milliers de morts et de déplacés, les églises de la Sainte-Famille et de Saint-Porphyre servant de refuges aux chrétiens fuyant les violences.[7] Le conflit s'est également étendu au Liban à la suite de frappes israéliennes visant le Hezbollah, groupe armé soutenu par l'Iran. Les tensions régionales ont été exacerbées par la guerre entre les États-Unis et l'Iran en février 2026.[8]

En Syrie, la longue guerre civile a pris fin avec la défaite de Bachar el-Assad et l'accession à la présidence d'Ahmed Hussein Al-Sharaa, ancien commandant djihadiste islamiste du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS). Au lendemain de la chute d'Assad, les attaques contre les communautés minoritaires se sont multipliées, visant tout particulièrement les alaouites et les druzes. Les chrétiens ont également été pris pour cible, notamment lors d'un attentat-suicide dévastateur contre l'église Mar Elias à Damas, qui a fait 23 morts et 65 blessés.[9] Cette attaque a été la plus meurtrière jamais perpétrée contre les chrétiens depuis les massacres de Damas en 1860.[10] À ce jour, il est difficile d'évaluer l'impact de ces violences sur l'ensemble de la communauté chrétienne de Syrie.[11]

Les milices islamistes et les acteurs non étatiques continuent d'exercer une influence néfaste dans la région, harcelant et attaquant les communautés chrétiennes minoritaires. Des progrès ont été réalisés en matière de désarmement des milices, notamment en Irak, où deux des groupes chiites les plus puissants des Forces de mobilisation populaire (FMP) ont annoncé qu'ils remettraient leurs armes à l'État.[12] Toutefois, du Liban à l'Irak en passant par la Syrie, les milices continuent de jouer un rôle déstabilisateur au Proche-Orient.

Le conflit a également ravivé les craintes des communautés chrétiennes quant à la viabilité de leur avenir dans la région. Les opérations israéliennes contre le Hezbollah ont vidé les localités chrétiennes situées le long de la frontière israélo-libanaise. Au moins un million de personnes ont été déplacées à travers le pays.[13] La récente attaque de l'Iran contre des bases américaines en Irak, près du quartier chrétien d'Erbil, a aussi fait craindre un nouvel exode, les responsables religieux s'interrogeant sur la volonté des familles chrétiennes de rester, dans ce contexte de violence.[14]

Les restrictions juridiques et administratives visant les chrétiens perdurent dans une grande partie de la région. En Égypte, pays qui abrite la plus importante communauté chrétienne du Proche-Orient, des cas d'enlèvements de femmes et de jeunes filles chrétiennes à des fins de conversion et de mariage forcés ont continué d'être signalés. Parallèlement à cela, les autorités ont pris certaines mesures positives pour permettre aux chrétiens de rénover et de construire des églises, bien que ces dispositions n'aient pas été appliquées de manière cohérente.[15] À l'inverse, en Turquie, les chrétiens continuent de subir une pression constante en raison de restrictions juridiques et administratives. Les autorités turques entravent la construction de nouvelles églises, ce qui illustre une tendance plus large de répression étatique exercée par des moyens juridiques plutôt que par une violence ouverte.

Dans l'ensemble, les conflits et l'instabilité continuent de représenter une menace importante pour la présence chrétienne au Proche-Orient, ce qui pourrait entraîner de nouveaux déplacements de communautés chrétiennes.

Asie

L'autoritarisme étatique continue de menacer la liberté religieuse dans certaines régions d'Asie, engendrant répression, discrimination et persécution. En Corée du Nord et en Chine, le christianisme est souvent perçu comme une influence occidentale néfaste menaçant la cohésion nationale. En Corée du Nord, des activités chrétiennes élémentaires, telles que la possession d'une Bible ou la participation à un culte, peuvent entraîner une arrestation. Selon certaines estimations, les chrétiens représenteraient une part importante des quelque 190 000 personnes que l'on suppose être emprisonnées ou détenues dans des camps de travail. En Chine, la répression s'est intensifiée alors que les autorités cherchaient à aligner la doctrine religieuse sur les principes du Parti communiste. Des détentions de masse, l'emprisonnement de religieux pour des motifs juridiques de pure forme ainsi que des fermetures de lieux de culte ont été signalés, tandis que de nouvelles lois permettent un contrôle accru des contenus religieux en ligne. La situation au Vietnam est plus contrastée : si les anciennes pratiques communistes de contrôle restrictif perdurent, elles coexistent avec l'idée que la liberté religieuse revêt une valeur constructive au sein d'une société socialiste. Néanmoins, les communautés chrétiennes issues de minorités ethniques dans les hauts plateaux continuent de subir une persécution sévère. La Chine et le Vietnam réglementent tous deux la nomination des responsables au sein des groupes religieux officiellement reconnus.

En Inde, c'est le nationalisme, plutôt que le communisme, qui a conduit à une intrusion de l'autoritarisme dans la sphère religieuse. Malgré une législation de plus en plus restrictive (avec par exemple les « lois anti-conversion »), le problème majeur demeure l'hostilité sociale. L'Inde a connu plus de 700 cas de violence antichrétienne en 2025, alimentés en partie par la rhétorique de groupes nationalistes partisans de l'Hindutva affirmant que la croissance des minorités réduisait la population hindoue. Au Pakistan, des groupes tels que le Tehreek-e-Labbaik présentent également les minorités comme une menace démographique, contribuant ainsi à des exactions telles que des enlèvements, conversions forcées et mariages forcés de filles et de jeunes femmes. Dans les deux pays, les chrétiens et les autres minorités religieuses sont confrontés à des attaques allant d'agressions physiques à des perturbations des lieux de culte.

Des incidents récents semblent révéler une tendance à cibler spécifiquement des édifices religieux chrétiens. Au Pakistan, dans la province du Pendjab, la croix de l'église du village de Ghanekey a été profanée en janvier 2026, tandis que des Bibles et des recueils de cantiques ont été déchirés.[16] En Inde, les autorités publiques ont été impliquées dans des tentatives de destruction d'églises. En juin 2025, le gouvernement de l'État du Maharashtra a annoncé son intention de démolir des églises[17] jugées « non autorisées ». L'église Shiloh Church of Christ de Pune a ainsi été visée par un projet



Image: Radio Veritas Mandalay



À gauche : l'église de l'Assomption, construite en 1894, a été détruite par la junte birmane en janvier 2023. Cet édifice historique de Chan Thar revêtait une grande importance pour la communauté catholique : c'est là que Mgr Joseph U Win, le tout premier évêque autochtone, avait été baptisé durant son enfance, au tournant du XXe siècle, et que de nombreux prêtres et religieuses avaient vu leur foi s'épanouir au fil de leur jeunesse.

Ci-dessus : le Pape Léon XIV priant le Regina Cæli sur la place Saint-Pierre le 11 mai 2025, quelques jours seulement après son élection.

de démolition en avril 2026.[18] De même, des églises ont été prises pour cible lors d'attaques contre des fidèles au Laos[19], tandis qu'en Birmanie (Myanmar), la junte a bombardé des lieux de culte dans le cadre de sa campagne contre les opposants à son régime.

Conclusion

En recevant une délégation de l'AED en octobre 2025, le Pape Léon XIV a déclaré que la liberté religieuse était la « pierre angulaire de toute société juste, car elle préserve l'espace moral où la conscience peut s'éclairer et s'exercer ».[20] Le Souverain pontife est allé plus loin, affirmant : « La liberté religieuse n'est donc pas simplement un droit juridique ou un privilège qui nous serait accordé par les gouvernements ; c'est une condition fondamentale qui rend la réconciliation possible. »

Les principes fondamentaux de la liberté religieuse sont énoncés à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un document que le Pape a salué, dans son encyclique *Magnifica Humanitas*, comme continuant « à être aujourd'hui l'une des plus hautes expressions de la conscience humaine ».[21] L'article 18 garantit le droit à la liberté religieuse — ainsi que celui de manifester ses convictions, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.[22]

Les éléments présentés dans le rapport *Persécutés et oubliés ?* de 2024-26 démontrent non seulement que l'article 18 est ignoré dans de nombreuses régions du monde, mais aussi que bon nombre des violations les plus graves visent les chrétiens. En effet, l'ampleur et la gravité de la persécution des chrétiens constituent aujourd'hui une catastrophe en matière de droits de l'homme, une situation qui s'aggrave dans de nombreux endroits. Le fait que cette réalité surprenne autant de personnes reflète une perception dominante en Occident, selon laquelle la majorité des chrétiens se trouvent dans l'hémisphère nord, où leur foi est acceptée — voire intégrée à la culture — et où aucune entrave majeure ne s'oppose à sa pratique. En réalité, la plupart des chrétiens vivent dans les pays moins riches du sud et sont dispersés au sein de cultures qui leur sont de plus en plus hostiles. Dans un contexte marqué par la montée du nationalisme, de l'extrémisme et du sentiment anti-occidental, ils sont souvent perçus comme des étrangers indésirables dans leur propre pays. Cependant, l'hostilité religieuse est rarement le seul moteur des actes de haine à l'encontre des chrétiens. Elle s'inscrit le plus souvent dans un ensemble de facteurs incluant l'appartenance ethnique, l'accès aux ressources, la pauvreté et la politique. En Occident, la méconnaissance des questions religieuses conduit fréquemment à minimiser l'hostilité antichrétienne au profit d'autres facteurs. Ainsi, une compréhension biaisée du contexte des droits humains aggrave souvent une situation déjà critique pour les chrétiens persécutés.

L'AED demeure déterminée à défendre la liberté religieuse et à soutenir les chrétiens persécutés. Solomon Ako, originaire du nord du Nigeria — enlevé et brutalisé à maintes reprises après avoir refusé de renoncer à sa foi chrétienne — a confié à l'AED que, au plus fort de ses souffrances, ce qui lui a permis de tenir bon, était de savoir que des personnes à travers le monde priaient pour lui, prenaient la parole et défendaient sa cause. Il a déclaré : « Chaque nuit, lorsque nos ravisseurs dormaient, nous étions en prière. Nous priions en sachant que nous n'étions pas seuls, qu'il y avait des gens comme vous qui ne nous abandonneraient jamais. C'est ce qui nous a donné de la force à l'époque, et c'est ce qui nous en donne encore aujourd'hui. »

Image: Cristian Gennari

PROFIL DE PAYS

BIRMANIE (MYANMAR)



Image: Scotted400

En février 2026, la Birmanie est entrée dans la sixième année de la guerre civile qui a fait suite au coup d'État de la junte militaire. L'armée continue de perpétrer de graves violations des droits humains, notamment des attaques contre des lieux de culte, tels que l'église du Sacré-Cœur, destinée à devenir la cathédrale du nouveau diocèse de Mindat, laquelle a été bombardée en février 2025.[23] Si ces attaques semblaient initialement rappeler celles qui avaient visé les églises de communautés ethniquement chrétiennes sous le régime militaire antérieur à 2011[24], elles ont rapidement fini par toucher tous les groupes religieux. Malgré les liens entre l'armée et le nationalisme bouddhiste[25], un nombre important de lieux de culte bouddhistes ont été pris pour cible[26], notamment lors d'une frappe aérienne contre le monastère de Sein Yadanar en mars 2025.[27] Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres précis, la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) a indiqué que 379 sites religieux avaient été détruits — entraînant la mort de 259 religieux et civils qui s'y trouvaient — au cours de l'année 2025.[28] Le *Burma Research Institute* a estimé que 343 églises ou bâtiments chrétiens avaient été attaqués par des soldats de la junte entre le début du conflit et la fin de l'année 2025.[29]

Des discriminations ont existé à l'encontre des minorités religieuses dans ce pays à majorité bouddhiste, même si la situation a fluctué au fil des ans. La guerre civile a eu des répercussions contrastées : si l'extrémisme bouddhiste s'est accru dans certaines zones, on observe l'inverse ailleurs, le traitement cruel infligé à la population par la junte ayant favorisé la solidarité entre les différents groupes, au-delà des clivages ethniques ou religieux. Il y a eu des cas isolés d'enlèvement et même de meurtres de dignitaires religieux. C'est ainsi que le révérend Pau Muan Lian a été appréhendé avant d'être enrôlé de force en novembre 2025.[30]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

FÉVRIER 2025 Moins de quinze jours après avoir été choisie comme cathédrale du diocèse de Mindat, nouvellement créé, l'église du Sacré-Cœur de Mindat, dans l'État de Chin, a été réduite en ruines par des frappes aériennes. Le site faisait l'objet d'attaques depuis le début du mois de décembre 2024.

MARS 2025 Des soldats de la junte ont incendié la cathédrale Saint-Patrick de Banmaw, dans l'État de Kachin, dans la soirée du 16 mars — la veille du jour où la cathédrale devait célébrer la fête de son saint patron. Au cours des semaines précédentes, des soldats avaient détruit d'autres bâtiments du complexe de la cathédrale, notamment le presbytère, les bureaux du diocèse et une école.[31]

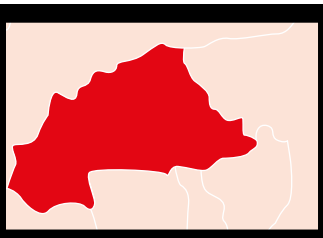
DÉCEMBRE 2025 Les autorités de la junte ont ordonné aux églises de l'État de Kachin de célébrer Noël avant le 20 décembre, afin d'éviter tout chevauchement avec les élections prévues le 28 du mois.[32]

FÉVRIER 2026 Le Conseil œcuménique des Églises a condamné une frappe aérienne menée par la junte le mardi 10 février sur le village de Tlangkhua, dans l'État de Chin, une localité à majorité chrétienne. Un missile est tombé à proximité de la nouvelle église, alors en construction. La plupart des victimes étaient membres de l'Église mennonite. Parmi les personnes décédées figuraient le diacre, le trésorier et deux responsables de la jeunesse de l'Église. Par ailleurs, onze autres fidèles ont dû recevoir des soins médicaux d'urgence.[33]

MARS 2026 Le Dr Sasa, homme politique et militant des droits de l'homme, a déclaré publiquement que les chrétiens de l'État de Chin étaient des citoyens de seconde zone et rencontraient des difficultés pour accéder à l'éducation et aux soins de santé. Il a également souligné les atrocités commises par les soldats de la junte, notamment le viol de femmes chrétiennes de l'ethnie Chin.[34]

PROFIL DE PAYS

BURKINA FASO



En 2026, le Burkina Faso occupait la deuxième place de l'Indice mondial du terrorisme, après avoir figuré au premier et au deuxième rangs depuis 2023.[35] Autrefois considéré comme un modèle d'harmonie interreligieuse en Afrique de l'Ouest, le pays a vu sa situation se dégrader considérablement depuis le début des attaques islamistes en 2015. Après s'être initialement infiltrés dans le nord à partir du Mali voisin, des groupes extrémistes liés à des réseaux djihadistes transnationaux — notamment la branche locale de l'État islamique et le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affilié à Al-Qaïda — ont étendu leur présence à toutes les régions, à l'exception du sud. Ces groupes islamistes sont également impliqués dans la criminalité organisée, notamment le trafic de drogue, la contrebande et l'exploitation minière illégale.[36]

Le pays est désormais l'un des principaux foyers de violence djihadiste au Sahel ; des groupes militants y contrôlent au moins 40 % du territoire,[37] principalement dans les zones rurales. Ils contraignent souvent les villageois à se conformer aux coutumes islamiques, imposant aux femmes de se voiler le visage en public et aux hommes de porter la barbe. Ceux qui refusent sont expulsés, voire exécutés en public. Lorsque les insurgés autorisent les chrétiens à pratiquer leur foi, cette autorisation est limitée à l'enceinte des églises et l'instruction religieuse des enfants en est exclue.[38] Une source locale a déclaré à l'AED : « Il arrive que les chrétiens soient autorisés à prier, mais ils peuvent tout aussi rapidement subir des sévices destinés à les faire fuir. »[39]

La violence islamiste a visé aussi bien les militaires que les populations civiles, y compris les communautés religieuses.[40] Dans le cadre de la tentative des djihadistes d'imposer leur idéologie extrémiste, les chrétiens ont été systématiquement pris pour cible : des églises ont été attaquées et des fidèles ont fait l'objet d'exécutions sommaires. S'il est très difficile d'avancer des chiffres fiables, le meurtre d'une centaine de chrétiens entre mai et août 2024 a été signalée dans la zone pastorale de Zekuy-Doumbala.[41] Bien que les chrétiens ne soient pas le seul groupe à souffrir de cette situation, les terroristes islamistes manifestent toutefois une hostilité particulière à l'égard de leur foi.

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2024 Le dimanche 25 août, des extrémistes du JNIM ont tué 26 hommes du village de Sanaba, dans le diocèse de Nouna. Les insurgés ont sélectionné tous les hommes de plus de 12 ans qui étaient chrétiens (catholiques ou protestants), adeptes de religions traditionnelles ou considérés comme hostiles à l'idéologie djihadiste. Ces hommes ont été conduits dans l'église protestante voisine et égorgés. Dans les jours qui ont suivi, les djihadistes ont pris pour cible trois paroisses catholiques situées près de la frontière avec le Mali, provoquant la fuite d'environ 5 000 femmes et enfants vers Nouna.

JANVIER 2025 Quatre catéchistes de la paroisse de Ouakara sont tombés dans une embuscade près de Bondokuy alors qu'ils revenaient d'une session de formation, le samedi 25 janvier. Le groupe circulait sur deux motos : les occupants de la première ont fui dans la forêt, mais les deux autres ont été assassinés.

AOÛT 2025 Des femmes d'une paroisse de Pibaoré ont formé un bouclier humain pour protéger leur prêtre alors qu'il venait d'être agressé pendant la messe. Mgr Théophile Naré, évêque de Kaya, a déclaré : « Cet acte héroïque n'a pas été relayé par les médias, mais il demeure un symbole important de foi et de solidarité. »[42]

OCTOBRE 2025 Un catéchiste de la commune de Kouala, dans le diocèse de Fada N'Gourma, a été enlevé pendant la messe le dimanche 5 octobre. Une source locale a déclaré à l'AED : « Il a été spécifiquement visé. L'objectif est de semer la peur parmi les chrétiens. » Il a ensuite été libéré.[43]

PROFIL DE PAYS

CHINE



Une vague d'arrestations de chrétiens a débuté fin 2025 et s'est poursuivie au début de l'année 2026, ciblant des organisations non enregistrées telles que l'Église *Early Rain Covenant* à Chengdu, dans le centre de la Chine.[44] Sur le plan juridique, le bouddhisme, le catholicisme, l'islam, le protestantisme et le taoïsme sont des religions reconnues. Leurs fidèles sont autorisés à pratiquer leur foi sous l'égide de l'une des « associations patriotiques » approuvées par l'État, lesquelles visent à contrôler la religion pour qu'elle soit conforme aux principes du Parti communiste chinois (PCC). Toutefois, de nombreux chrétiens refusent de s'y soumettre. Selon l'USCIRF : « Les chefs religieux et les membres de communautés qui refusent de se plier au système de contrôle intrusif du PCC s'exposent à du harcèlement, des amendes, des arrestations, de la rééducation politique, du travail forcé, à l'emprisonnement, à des disparitions forcées, à des actes de torture ainsi qu'à d'autres formes de mauvais traitements. »[45]

Même pour les églises reconnues, il existe des restrictions légales. Ainsi, le règlement de 2018 sur les affaires religieuses limite les activités cultuelles. Un nombre croissant de provinces, dont le Henan et le Xinjiang, interdisent aux personnes de moins de 18 ans de participer au culte. Le Code de conduite en ligne pour le personnel religieux, entré en vigueur en septembre 2025, a rendu illégale la publication de contenus religieux sur Internet sans « licence spéciale ». Il a interdit la diffusion en direct de liturgies, de réunions de prière et d'enseignements religieux destinés aux enfants, ainsi que la prédication en ligne sur des sites web non agréés. Seules les confessions religieuses enregistrées auprès de l'État sont autorisées à disposer d'un site web. Toute activité en ligne doit témoigner d'un « soutien à la direction du Parti communiste chinois ».[46]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

DÉCEMBRE 2024 Mgr Peter Shao Zhumin, évêque de l'Église clandestine de Wenzhou, s'est vu infliger une amende de 200 000 yuans — soit l'équivalent de 27 000 dollars américains — pour avoir célébré la messe. La célébration du vendredi 27 décembre, marquant le début de l'Année jubilaire de l'espérance, n'était pas « légalement autorisée » et a rassemblé 200 fidèles. En mars 2025, il a été placé en détention pendant plusieurs jours pour ne pas avoir réglé cette amende.[47]

MARS 2025 La Chine a condamné à 15 jours de détention deux membres de l'Église réformée *Wheatseed*, dans la province orientale de l'Anhui, pour avoir « fait usage d'activités cultuelles afin de mettre la société en danger ». Ils avaient refusé de rejoindre le Mouvement patriotique des Trois-Autonomies, soutenu par le gouvernement.[48]

JUIN 2025 Le Pasteur Li Jie, l'Ancien Han Xiaodong et l'Ancien Wang Qiang, membres de l'Église clandestine de l'Alliance de Linfen (province du Shanxi), ont été condamnés à des peines de prison le 20 juin pour « fraude », à l'issue d'un procès à huis-clos.[49]

OCTOBRE 2025 Au moins 30 membres éminents de l'Église clandestine Zion ont été appréhendés, dont son fondateur, le Pasteur Jin Mingri. Ce dernier a été arrêté à son domicile de Beihai, dans la région du Guangxi, pour « suspicion d'utilisation illégale de réseaux d'information ». D'autres membres ont également été arrêtés à Shanghai, Pékin, ainsi que dans les provinces du Zhejiang, du Guangxi, du Shandong, du Sichuan et du Henan. La communauté comptait environ 5 000 membres répartis dans près de 50 villes. Ils suivaient des sermons via Zoom et se rassemblaient en petits groupes. Ces arrestations ont fait suite à l'introduction du nouveau Code de conduite en ligne pour le personnel religieux.[50] Douze membres étaient toujours en détention fin janvier 2026.

JANVIER 2026 Les autorités ont démoli une partie des lieux de prière de l'Église non enregistrée Yayang, à Wenzhou. Cette mesure a fait suite à l'arrestation d'une centaine de ses membres entre le 13 et le 18 décembre 2025.[51]

MAI 2026 Les autorités ont arrêté six chrétiens à Kaili, dans la province du Guizhou, pour avoir organisé une école du dimanche et d'autres activités ecclésiales destinées aux enfants.[52]

ÉTUDE DE CAS

SON CRIME : VENDRE DES RECUEILS DE CANTIQUES



Le Père Ma Xianshi, un prêtre éminent de l'Association patriotique catholique chinoise (approuvée par l'État), a été jugé en novembre 2025 pour avoir vendu des recueils de cantiques.

Le recueil de cantiques en question s'intitule *Tianlu Miaoyin* (Mélodies célestes). Il s'agit d'une publication légalement approuvée, autorisée par le Département des affaires religieuses du Parti communiste chinois pour la province du Zhejiang. *Tianlu Miaoyin* est utilisé dans les provinces du Jiangsu, du Fujian et du Zhejiang, ainsi qu'à Shanghai.

Le livre était vendu dans une librairie catholique tenue par un laïc, Zhuang Qiantuan, à Yiwu, dans la province du Zhejiang. Le ministère public a soutenu que l'ouvrage était vendu illégalement, les publications religieuses ne pouvant être diffusées qu'au sein des communautés de fidèles. M. Qiantuan a également été inculpé et a plaidé coupable.

En tant qu'administrateur de l'Église officielle du diocèse de Wenzhou, le Père Ma était chargé des ventes.* Il avait été nommé à la tête du diocèse en septembre 2016, après le décès de son évêque, Mgr Vincent Zhu Wei-Fang. Mgr Peter Shao Zumin, évêque coadjuteur, aurait dû lui succéder automatiquement, mais les autorités étatiques doutaient de sa loyauté envers le Parti communiste. Avant son arrestation en novembre 2024, le Père Ma occupait également le poste de vice-président du Comité des affaires catholiques de la province du Zhejiang.

Selon des sources locales, le père Ma serait tombé en disgrâce pour s'être opposé à l'imposition d'un évêque nommé par le gouvernement dans le diocèse de Wenzhou — une mesure canoniquement irrégulière — et pour avoir rencontré des responsables du Vatican sans l'autorisation préalable du Parti communiste lors d'un pèlerinage à Rome.

Son procès était initialement prévu pour le 1er juillet 2025 au tribunal de la ville de Yiwu, mais trois jours plus tôt, après que plus de 300 catholiques de Wenzhou eurent demandé à assister à l'audience, le tribunal a reporté le procès à une date ultérieure.

Le procès a finalement eu lieu le 13 novembre 2025. Les catholiques inscrits pour y assister auraient subi des pressions ou des menaces visant à les dissuader de s'y rendre. Seules deux personnes inscrites se sont présentées : des prêtres du diocèse, accompagnés de représentants du gouvernement tout au long du procès. Toutefois, un certain nombre de catholiques qui ne s'étaient pas inscrits au préalable étaient également présents, ce qui a conduit les autorités à ouvrir une salle d'audience adjacente dotée d'outils de retransmission vidéo en direct pour leur permettre de suivre l'audience. Le Père Ma a béni les paroissiens venus le soutenir avant de quitter le tribunal.

Le Père Ma a affirmé n'avoir commis aucun acte répréhensible, soutenant que la vente du livre relevait de sa mission pastorale. Lorsque l'accusation a fait état de la vente de 50 000 exemplaires ayant généré 1,5 million de yuans, il a souligné qu'il n'en avait retiré aucun profit personnel.

Aucun verdict n'a été annoncé avant juin 2026, date à laquelle il a été révélé qu'il avait été reconnu coupable et condamné à 18 mois de prison. Toutefois, à la surprise générale, il a été libéré par anticipation le 22 juillet.

Sources

Andrew Law, "Father Ma, a former 'patriotic' administrator in the Diocese of Wenzhou, also arrested", *AsiaNews*, 11 juillet 2025 https://www.asianews.it/news-en/Father-Ma,-a-former-patriotic-administrator-in-the-Diocese-of-Wenzhou,-also-arrested-63489.html

Andrew Law, "Wenzhou: Father Ma on trial for the illegal sale of church hymn books", *AsiaNews*, 14 novembre 2025 https://www.asianews.it/news-en/Wenzhou:-Father-Ma-on-trial-for-the-illegal-sale-of-church-hymn-books-64282.html

"A Catholic Priest in Wenzhou is on Trial for Alleged 'Illegal Sales': Supporters Claim There Are Other Political Motives Behind the Case", *China Aid*, 20 novembre 2025 https://chinaaid.org/news/a-catholic-priest-in-wenzhou-is-on-trial-for-alleged-illegal-sales-supporters-claim-there-are-other-political-motives-behind-the-case/ [pages consultées le 08/06/26].

* Le diocèse de Wenzhou fait partie de la province ecclésiastique de Hangzhou, dont les limites correspondent en grande partie à celles de la province du Zhejiang.



Image: 小雨 聂摄 / via Pexels



Image: Gilad.rom

PROFIL DE PAYS

CORÉE DU NORD

Selon les observateurs des droits de l'homme, la Corée du Nord affiche le pire bilan au monde en matière de liberté religieuse.[53] Des rapports clandestins provenant de ce pays coupé du monde laissent penser que le régime a renforcé sa résistance face aux influences religieuses indésirables.

L'article 68 de la Constitution garantit, en théorie, la liberté religieuse.[54] Toutefois, la répression religieuse fait partie intégrante du fonctionnement de l'État, dans un contexte d'intensification du culte de la personnalité voué aux anciens dirigeants Kim Il-sung et Kim Jong-il, que le régime présente comme des « êtres extraordinaires ».[55]

Le régime associe le christianisme à l'Occident et s'y oppose vigoureusement. Le gouvernement considère les chrétiens protestants comme des « collaborateurs des forces impérialistes et des ennemis de la nation et de la révolution ».[56]

Les chrétiens constituent une part importante[57] des prisonniers politiques du pays, dont le nombre total pourrait s'élever à 190 000.[58] Ce chiffre marque une augmentation par rapport à la période 2022-2024, alors que le régime a mis en œuvre la « loi sur le rejet de la pensée et de la culture réactionnaires », visant à faire barrage aux influences idéologiques étrangères.[59] Les chrétiens pratiquent leur foi dans le plus grand secret, certains allant jusqu'à dissimuler leurs convictions à leur propre conjoint. Depuis l'adoption de la Loi sur la garantie de l'éducation de la jeunesse en 2021, les activités de contre-espionnage et de surveillance se sont intensifiées, parallèlement à une répression accrue des pratiques religieuses.[60] La possession d'une Bible, les contacts avec des missionnaires chrétiens ou la participation à des offices religieux peuvent entraîner des actes de torture ou le recours au travail forcé. Dans leur désespoir, les fidèles envelopperaient leurs Bibles d'images représentant la dynastie Kim, afin de les cacher.[61]

Le christianisme est presque totalement invisible dans un pays qui, avant la guerre de Corée (1950-1953), comptait jusqu'à 3 000 églises.[62] Fin 2025, le régime aurait « pratiquement exterminé les églises clandestines », et les autorités se sont félicitées « d'avoir réussi à contrôler la religion ».[63]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

JANVIER 2025 Le témoignage d'un chrétien clandestin de Corée du Nord a été publié après sa défection vers la Corée du Sud. « Frère Chun » est né et a grandi en Corée du Nord. Il a raconté que sa mère ne lui avait parlé de la Bible que lorsqu'il fut « assez âgé pour saisir la portée de cette information ». Il a tenté de fuir vers la Corée du Sud, pays natal de son père, mais a été arrêté dans un pays voisin. Remis en liberté conditionnelle, il a été transféré dans un camp de l'ONU avant de rejoindre la Corée du Sud.[64]

JUIN 2025 Le rapport intitulé *Remembering the Disappeared: A Testimony Report on North Korea's Political Prisoners* (En mémoire des disparus : un rapport fondé sur des témoignages concernant les prisonniers politiques en Corée du Nord) a été publié. Ce rapport, qui traite du cas d'environ 70 chrétiens disparus, inclut celui de Kim Sung-Sik, arrêté pour son implication dans une communauté chrétienne clandestine dans la ville de Hoeryong. La famille de Kim n'a plus eu aucun contact avec lui depuis 2008, date à laquelle il a apparemment disparu de sa prison.[65]

NOVEMBRE 2025 Le diacre Jang Moon Seok (également connu sous le nom de Zhang Wen Shi) souffrirait, selon les informations rapportées, d'un épuisement physique et mental extrême après sa libération, intervenue au terme de onze années d'emprisonnement en Corée du Nord. Il avait été reconnu coupable d'avoir « diffamé le régime, tenté d'inciter à la subversion du pouvoir d'État et apporté de l'aide ainsi que l'Évangile aux Nord-Coréens ». Pendant de nombreuses années, il avait aidé des réfugiés à la frontière entre la Corée du Nord et la Chine. Un jour, il avait été attiré en Corée du Nord sous un faux prétexte avant d'être arrêté par les autorités.[66]



Les statues de la tour du Juche à Pyongyang, en Corée du Nord.

Image: Lukas Kindl / via Pexels

PROFIL DE PAYS

ÉGYPTE



Des familles continuent de signaler des cas de jeunes filles enlevées, contraintes de se convertir à l'islam et forcées au mariage, en particulier en Haute-Égypte. Des institutions islamiques, dont Al-Azhar[67], ainsi que la police, ont été accusées de complicité. Il est difficile d'obtenir des chiffres exhaustifs, mais plus de 30 cas d'enlèvement ont été documentés en 2024.[68]

En Haute-Égypte, des communautés ont également subi des attaques violentes, et les autorités manquent souvent à leur obligation de traduire en justice les auteurs de ces crimes.[69] Le recours à la réconciliation coutumière — un système juridique parallèle de règlement des différends — est fréquent dans ces situations, mais ce mécanisme défavorise les chrétiens, qui subissent des pressions pour se plier à la volonté de la communauté majoritaire (voir octobre 2025).

Malgré de graves problèmes persistants, des signes positifs continuent d'apparaître au sein de la plus grande communauté chrétienne du monde arabe. C'est ainsi qu'en décembre 2024, le ministère de la Justice et les cinq confessions chrétiennes officiellement reconnues en Égypte ont signé le projet de loi sur le statut personnel des chrétiens, qui était attendu de longue date. Parmi ces dispositions figure l'égalité entre hommes et femmes en matière de succession.

Face aux critiques concernant les retards considérables dans l'approbation de nouveaux édifices chrétiens, - une prérogative qui relevait auparavant du Président égyptien-, la loi de 2016 sur la construction des églises a transféré cette compétence. En avril 2026, 3 804 demandes sur un total d'environ 5 500 avaient obtenu une acceptation officielle.[70] Toutefois, la loi n'est pas appliquée de manière uniforme et des attaques continuent de viser des églises ou des sites destinés à en accueillir de nouvelles.

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

OCTOBRE 2024 Julia Atef, une étudiante chrétienne de 21 ans, a disparu le 26 octobre alors qu'elle se rendait à l'église Saint-Marc de Choubra El-Kheima, dans le gouvernorat de Qalyubia.[71]

NOVEMBRE 2024 Trois chrétiens ont été hospitalisés après avoir été attaqués par quatre hommes armés d'épées et de machettes dans le village d'Ashrouba, situé dans le district de Beni Mazar (gouvernorat de Minya).

FÉVRIER 2025 Trois femmes chrétiennes — Marina Khalaf Greiss (19 ans), Erini Emil (17 ans) et Marina Rizk (20 ans) — ont disparu en l'espace d'une semaine. Marina Khalaf Greiss et Marina Rizk ont par la suite été rendues à leurs familles, après avoir été converties de force et mariées à leurs ravisseurs.[72]

JUILLET 2025 Les autorités ont arrêté Saeid Mansour Abdulraziq, un converti à l'orthodoxie russe, pour plusieurs chefs d'accusation — notamment de terrorisme — après qu'il eut demandé à faire modifier ses papiers d'identité pour y faire figurer le christianisme, sa religion, plutôt que l'islam.[73] Son procès, prévu pour juin 2026, a été reporté.

OCTOBRE 2025 À Nazlet Jalf (district de Beni Mazar, gouvernorat de Minya), des villageois musulmans ont jeté des pierres sur des biens immobiliers appartenant à des chrétiens et ont allumé des incendies dans les exploitations agricoles de ces derniers. Ces attaques ont eu lieu le 23 octobre, après la diffusion en ligne de rumeurs faisant état d'une relation entre un adolescent chrétien et une jeune fille musulmane. Lors d'une séance de réconciliation organisée le lendemain, le grand-père de l'adolescent a été condamné à une amende d'un million de livres égyptiennes (environ 18 240 dollars américains) et la famille a reçu l'ordre de vendre sa maison et de quitter le village. L'adolescent a été placé en détention dans l'attente de l'enquête du ministère public à propos de cette relation.[74]

FÉVRIER 2026 Sans préavis, les forces de sécurité centrales ont démoli au bulldozer, le 3 février, un complexe chrétien comprenant une chapelle en bois dans la ville du 15 Mai (15th of May City). Une autorisation officielle pour la construction d'une nouvelle église sur ce site avait été sollicitée, et la communauté collectait des fonds alors que des responsables politiques avaient encouragé le projet de vive voix. Du gaz lacrymogène a été utilisé pour disperser les chrétiens qui s'opposaient aux agents qui supervisaient la démolition. Il a été avancé par la suite que cette démolition avait été motivée par le fait que les murs du complexe empiétaient sur un terrain voisin, en raison d'une erreur de construction.[75]

ÉTUDE DE CAS

ENLEVÉE, CONVERTIE DE FORCE ET TENUE À L'ÉCART DE SA FAMILLE



Lorsque Samah Ageeb a disparu en décembre 2025, la communauté chrétienne du district de Girga a exprimé son indignation, affirmant qu'elle était la cinquième femme chrétienne à disparaître dans la région cette année-là. Samah —mariée, 27 ans, et mère d'un garçon de sept ans — a été enlevée après être montée dans un tuk-tuk dans le village de Bandar Al-Gharbiya, le 9 décembre 2025.

Après avoir signalé sa disparition, sa famille a reçu un appel l'informant que Samah s'était convertie à l'islam et se trouvait alors à la Direction de la sécurité de Suez, à environ 612 kilomètres de Girga. La Direction de la sécurité de Suez est le centre de commandement régional des forces de police, chargé de superviser l'application de la loi, la sécurité et l'ordre public dans le gouvernorat de Suez.

Un groupe composé de membres de la famille et de voisins a entrepris le trajet de dix heures jusqu'à Suez. La famille pensait que Samah serait autorisée à repartir avec eux et à leur arrivée, son frère, ainsi que son père et sa mère âgés, ont été autorisés à entrer pour la voir.

Selon les dires de la famille, Samah semblait fortement sous l'emprise de médicaments et ses propos étaient souvent incohérents. Elle portait un niqab, et lorsqu'ils ont soulevé le voile, ils ont découvert que son visage portait des contusions, ce qui leur a laissé penser qu'elle avait été battue. À la fin de la rencontre, Samah s'est accrochée à sa mère en la suppliant de la laisser rentrer chez elle, mais les autorités l'ont emmenée de force.

Les agents ont ensuite demandé à son frère de signer un engagement de « non-ingérence », par lequel il promettait de ne pas tenter de ramener Samah auprès de sa famille. Il a refusé, soutenant que sa sœur subissait des pressions. À la suite d'un échange houleux avec les agents, il a été placé en détention pendant plusieurs heures. Des voisins affirment qu'il a été torturé pendant sa détention.

On a également demandé à son père de se soumettre à un test ADN pour prouver sa paternité, ce qu'il a fait. Le service de sécurité a finalement déposé un rapport au nom de Samah contre sa famille, mettant fin à l'espoir de la voir libérée.

Alors que Samah était toujours retenue, une série de manifestations a éclaté à Girga. Situé sur la rive occidentale du Nil, dans le gouvernorat de Sohag, le district de Girga compte une importante population chrétienne. Selon la tradition locale, Girga tire son nom d'un monastère aujourd'hui disparu, dédié à saint Georges — ou « Mar Girgis », comme on l'appelle en Égypte. Les manifestants ont souligné que Samah était la cinquième femme chrétienne à disparaître de Girga en 2025.

Les parents de Samah ont appelé le Président Abdel Fattah al-Sissi à permettre le retour de leur fille, et des soutiens ont lancé une campagne mondiale pour faire connaître son cas.

Ils ont réussi et, fin décembre, Samah avait retrouvé sa famille. Toutefois, son histoire soulève une multitude de questions quant à la situation de vulnérabilité des femmes chrétiennes et au rôle joué par les autorités dans ces cas d'enlèvements.

Sources

"Fifth Case in Gerga: The Disappearance of Samah Ageeb Raises Alarming Questions", *Coptic Solidarity*, 17 décembre 2025 https://www.copticsolidarity.org/2025/12/17/fifth-case-in-gerga-the-disappearance-of-samah-ageeb-raises-alarming-questions/ [page consultée le 15/06/26].

"National Security detains the family of Samah Nashed Ajeeb", الحل الجواز (YouTube Channel), 14 décembre 2025 https://www.youtube.com/watch?v=i64IPjJH21Q [page consultée le 16/06/26].



Image: Earl Andre Roca / via Pexels



« En tant que réfugiées [au Soudan], nous avons le sentiment de ne rien valoir. Nous, les femmes, avons pour la plupart été violées et subi des violences sexuelles. Nous avons quitté notre pays [l'Érythrée] en quête d'une vie meilleure. Mais nous nous retrouvons avec un enfant dont nous ignorons qui est le père. Et nous allons être contraintes de vivre dans ces camps pendant une longue période. »

PROFIL DE PAYS

ÉRYTHRÉE



Image: Magdalena Wolnik

« La répression religieuse s'est poursuivie sans relâche » en 2025, selon Mohamed Abdelsalam Babiker, Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Érythrée. Il a exprimé son inquiétude sur « la détention arbitraire prolongée et la disparition forcée de chefs religieux et de croyants, dont certains sont détenus depuis plus de 20 ans ».[76]

Le gouvernement reconnaît officiellement les Églises catholique, évangélique luthérienne et orthodoxe érythréenne (Tewahedo), ainsi que l'islam sunnite. C'est également lui qui nomme les chefs musulmans et orthodoxes, dont il contrôle les activités et les finances, alors que les communautés catholique et luthérienne, plus restreintes, jouissent d'une bien plus grande liberté à cet égard. Le décret 73 interdit aux chefs spirituels et aux médias religieux de commenter la vie politique. Il oblige également les Églises qui mènent des initiatives sociales à soutenir les programmes de l'État.[77] Depuis 2019, l'État a pris possession des initiatives sociales catholiques, notamment les écoles et les hôpitaux. Les membres du personnel ecclésiastique qui se sont opposés à ces mesures ont été victimes d'intimidations, d'arrestations et de disparitions forcées.[78] Les Églises enregistrées peuvent également être confrontées à d'autres problèmes, tels que la conscription militaire forcée du clergé.

Tous les autres groupes sont tenus de s'enregistrer auprès du Bureau des affaires religieuses sous peine de devoir cesser toute activité, mais aucun groupe n'est encore parvenu à mener à bien la procédure d'enregistrement, en raison de sa complexité.[79] Les membres de ces groupes, tels que les chrétiens pentecôtistes, sont régulièrement emprisonnés et subissent des pressions pour renoncer à leurs convictions. Mi-2025, on estimait que jusqu'à 500 chrétiens issus de communautés protestantes évangéliques non enregistrées étaient détenus sans inculpation ni procès.[80] Toutefois, depuis les libérations controversées de prisonniers à la fin de l'année 2025 (voir novembre-décembre 2025), aucune nouvelle arrestation massive de chrétiens n'a eu lieu. Les personnes arrêtées pour des motifs religieux sont décrites comme vivant dans des conditions inhumaines au sein de prisons de haute sécurité, telles que celle de Mai Serwa près d'Asmara. Elles sont contraintes de vivre dans la misère et sont exposées à la violence et aux intimidations.[81] Des membres du clergé appartenant à des Églises reconnues par l'État ont également été emprisonnés, notamment le prêtre orthodoxe Gebremedhin Gebregergis, arrêté en novembre 2004.[82]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

JUILLET 2024 Un rapport a révélé qu'au moins 218 chrétiens avaient été arrêtés au cours de l'année écoulée, dont beaucoup de femmes et d'enfants, portant le nombre de chrétiens emprisonnés à environ 400.[83]

JANVIER 2025 Les autorités ont arrêté 44 chrétiens, dont 27 adolescents, qui assistaient à une réunion de prière dans une maison privée à Asmara.[84]

AOÛT 2025 La campagne #Voices4Justice a réclamé la libération de sept responsables chrétiens arrêtés en 2004 et 2005, sans avoir fait l'objet d'inculpation formelle. Une douzaine d'organisations et plus de 70 personnes ont signé une lettre — remise à l'ambassade d'Érythrée à Washington, D.C. — appelant à la libération de ces pasteurs et religieux évangéliques et orthodoxes. L'ambassade a refusé d'accepter la lettre.[85]

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2025 177 chrétiens ont été libérés. Toutefois, leur libération était conditionnée à la signature d'un document attestant qu'ils avaient rejoint illégalement une confession interdite, et par lequel ils s'engageaient à ne plus participer à des activités religieuses non enregistrées, tout en assumant l'entière responsabilité de toute éventuelle sanction ultérieure en cas de manquement à cet engagement.[86]

PROFIL DE PAYS

INDE



Image © Ismael Martínez Sánchez / ACN

En 2025, plus de 700 actes de violence antichrétienne ont été répertoriés, notamment des perturbations de cultes, des agressions physiques et des actes de vandalisme contre des églises — un chiffre en baisse par rapport aux 814 cas recensés en 2024[87] — dont près de 50 ont eu lieu durant la période de l'Avent et de Noël. Dans le district de Nalbari, dans l'État de l'Assam, des extrémistes de l'Hindutva ont brûlé des décorations de Noël à l'école Sainte-Marie la veille de Noël et ont brisé des objets festifs dans des commerces locaux.[88] Dans le district de Palakkad, au Kerala, des enfants qui chantaient des chants de Noël ont été agressés et leurs instruments détruits.[89]

Les allégations d'usage de la force ou de la tromperie pour obtenir des conversions au christianisme alimentent les attaques. Le Rajasthan a connu une augmentation des cas signalés — plus de 75 cas recensés en août 2025 — après être devenu, en février 2025, le douzième État à adopter une loi sur la liberté religieuse (ou « loi anti-conversion », selon ses détracteurs). Début 2026, de nouvelles lois ont été adoptées dans les États du Chhattisgarh et du Maharashtra. Avec l'adoption de la loi dans ce dernier État, le nombre total d'États ayant adopté une législation de ce type est passé à quatorze, que ces lois soient actuellement en vigueur et appliquées ou non.[90] Dans les deux États, le BJP (Bharatiya Janata Party) détient la majorité au sein de l'assemblée législative.

Depuis l'arrivée au pouvoir du BJP au niveau national en 2014, le groupe nationaliste *Hindutva Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS)* et les organisations qui lui sont affiliées — notamment le *Vishwa Hindu Parishad (VHP)* et le *Bajrang Dal* — ont accru leur influence. La *People's Union for Civil Liberties* a documenté des cas de collusion entre la police et des groupes Hindutva lors d'attaques contre des chrétiens.[91]

Dans les régions tribales, les chrétiens se sont vu refuser le droit à l'inhumation et ont même été contraints d'exhumer leurs morts. Au cours de la période 2024-2025, 49 cas ont été recensés au Chhattisgarh, 8 dans le Jharkhand et 6 dans chacun des États suivants : Bihar, Karnataka, Odisha et Bengale-Occidental.[92]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

DÉCEMBRE 2024 Une foule liée au VHP a perturbé un office de Noël à Mahuva, dans l'État du Gujarat, affirmant que l'église avait besoin d'une autorisation pour le célébrer.

AVRIL 2025 Dans le district de Nabarangpur (État d'Odisha), des extrémistes ont empêché l'inhumation de Saravan Gond, âgé de 21 ans, le 16 avril, exigeant que sa famille se convertisse à l'hindouisme. Alors que la famille avait refusé et procédé à l'enterrement sur son propre terrain, la mère et la sœur (âgée de 16 ans) du défunt ont été agressées. La famille a pris la fuite.[93]

JUILLET 2025 Une foule a perturbé un office religieux à Solapur, dans l'État du Maharashtra, accusant le pasteur de « distribuer du sang ». Bien que ce dernier ait expliqué qu'il s'agissait de jus de raisin et non de sang, des membres de la foule se sont emparés du liquide et l'ont roué de coups.[94]

AOÛT 2025 Une soixantaine de membres du *Bajrang Dal* ont agressé deux prêtres catholiques, deux religieuses et un catéchiste alors qu'ils quittaient le village de Gangadhar, dans l'État d'Odisha, après y avoir célébré la messe. Ils les accusaient de convertir des hindous. Le Père Jojo, l'un des prêtres, a déclaré : « Je n'étais venu que pour célébrer la messe. Je n'aurais jamais imaginé susciter une telle hostilité pour un geste aussi pacifique et sacré. »[95]

JANVIER 2026 Le pasteur protestant Bipin Bihari Naik a été contraint publiquement de s'incliner devant un temple hindou et de chanter les louanges de la divinité hindoue Ram, avant d'être promené à travers le village en portant des symboles religieux. Une vingtaine de membres du *Bajrang Dal* ont perturbé une réunion de prière dans une résidence privée à Parjang, dans l'État d'Odisha, avant de frapper le pasteur. Il lui était reproché d'avoir converti des hindous.[96]

JUIN 2026 Vingt-six familles chrétiennes ont été expulsées du village de Bharanda, dans l'État du Chhattisgarh, pour avoir refusé de renoncer à leur foi.[97]

ÉTUDE DE CAS
PRIVÉ D'UNE SÉPULTURE DIGNE

Une famille chrétienne s'est vu interdire d'enterrer son fils dans le cimetière public, à moins de renoncer à sa foi. Le garçon, Ayush Santa — qui devait avoir autour de 13 ans ou 14 ans — était décédé d'une insuffisance rénale. Ce litige a eu lieu à Kapena, dans l'État d'Odisha, le 14 février 2026. Le père du garçon, Krutibas Santa, a déclaré : « Nous voulions enterrer mon fils dans le cimetière du village, comme nous l'avons toujours fait. Mais certains villageois hindous s'y sont opposés et nous en ont empêchés. »

La famille a ensuite tenté d'enterrer Ayush sur son propre terrain, situé à un peu plus d'un mile (moins de 2 km) du village. « Là aussi, nous en avons été empêchés. Les villageois ont affirmé que les chrétiens ne pouvaient pas être enterrés dans le village de Kapena, ni même dans les limites du panchayat [district] du village », a déclaré M. Santa.

Les autorités ont dépêché plus de 40 policiers sur place, mais le face-à-face a tout de même duré plusieurs heures. La police a servi de médiateur pour parvenir à un accord entre les deux parties Celle-ci a dû accepter que l'inhumation ait lieu sur son propre terrain, mais sans cérémonie chrétienne ni symbole chrétien — telle qu'une croix — sur la tombe. L'enterrement a eu lieu après minuit, en présence de la police, afin d'éviter toute escalade. « Finalement, Ayush Santa a été inhumé sans le respect dû à la dépouille d'un chrétien, ni prières pour son âme », a déclaré Mgr Pallab Lima, évêque de l'Église de l'Inde du Nord et responsable du réseau œcuménique *United Believers Council Network of India*.

Kapena est un village à forte composante tribale qui compte environ 200 habitants, dont plus de 30 familles appartiennent à l'Église pentecôtiste locale. Selon M. Santa, les tensions ont commencé à s'aggraver en janvier 2026. Le 25 du mois, l'église a été prise pour cible par une foule. Deux chrétiens ont été emmenés de force dans un temple et agressés, et les villageois ont menacé d'expulser une trentaine de familles chrétiennes du village si elles ne renonçaient pas à leur foi.

Il a expliqué que c'était là le début des problèmes et que, par la suite, des villageois hindous avaient exigé la démolition de l'église existante. « Ils nous ont dit de trouver un autre terrain pour notre église. Conformément aux instructions de la police, l'un de nos membres a fait don d'un terrain enregistré situé en dehors du village pour y construire un lieu de prière. Mais les villageois s'y opposent également. »

Krutibas Santa a déclaré que les tensions n'avaient commencé qu'après l'arrivée d'étrangers au village, venus dresser les villageois hindous contre eux. « Nous sommes chrétiens depuis plus de trente ans, depuis l'époque de mon grand-père. Nous vivions en paix, participions aux activités du village et pratiquions notre foi sans le moindre conflit. Pourquoi nous refuse-t-on aujourd'hui le droit de professer et de pratiquer notre religion ? »

Sources

Sr Sujata Jena, "Burial Denied to 14-Year-Old Christian Boy; Hindu Tribals Threaten to Demolish Church in Kapena Village", *Catholic Connect*, 16 février 2026 https://catholicconnect.in/news/burial-denied-to-14-year-old-christian-boy-hindu-tribals-threaten-to-demolish-church-in-kapena-village

Michael Gonsalves, "Tribal boy denied Christian burial in India over refusal to renounce faith", *UCAN*, 16 février 2026 https://www.ucanews.com/news/tribal-boy-denied-christian-burial-in-india-over-refusal-to-renounce-faith/111921 [pages consultées le 03/06/26].



Image: Brazil Topno / via Pexels

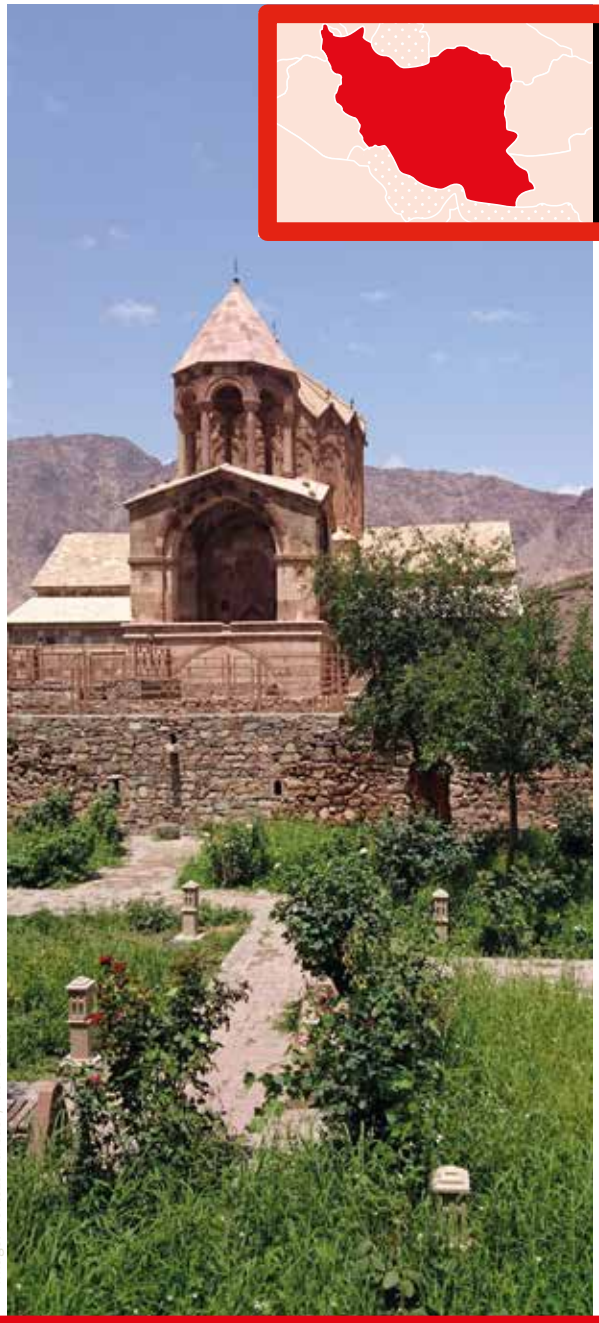


Image: Morteza Karbasi / via Pexels

PROFIL DE PAYS

IRAN

La situation en Iran est demeurée extrêmement instable. Elle a été marquée par des manifestations antigouvernementales de grande ampleur début 2026, qui a touché plus de 200 villes.[98] Les autorités ont réagi par une répression massive qui a entraîné plus de 30 000 morts.[99] Ces événements, conjugués au déclenchement de la guerre entre les États-Unis et l'Iran en février 2026, ont coïncidé avec une détérioration de la situation des droits humains et l'adoption de nouvelles mesures restrictives par les autorités étatiques.

L'Iran continue d'imposer des restrictions importantes à la liberté religieuse des chrétiens, en particulier à l'égard des convertis et des membres des Églises évangéliques. Bien que certaines communautés — notamment les catholiques romains ainsi que certaines confessions orthodoxes et protestantes — soient officiellement reconnues et autorisées à célébrer leur culte, elles font l'objet de harcèlement et d'intimidations, dont l'interdiction de lire ou de distribuer la Bible en persan.[100] Selon les estimations, l'Iran compterait 300 000 chrétiens arméniens et syriaques, tandis que 500 000 à 800 000 fidèles fréquentent des Églises domestiques protestantes.[101] Les chiffres de l'AED indiquent que la proportion de chrétiens en Iran a augmenté, malgré la répression étatique.[102]

L'abandon de l'islam demeure illégal. Les personnes accusées d'apostasie ou d'activités connexes s'exposent à des arrestations, à de la détention et à des peines de prison, souvent sur la base d'accusations d'atteinte à la « sécurité nationale », interprétées de manière extensive. Les chrétiens évangéliques sont fréquemment associés aux « services de renseignement étrangers », un discours qui présente toute une communauté religieuse comme une menace pour la sécurité, accroissant ainsi considérablement leur vulnérabilité.[103]

Les arrestations de chrétiens ont considérablement augmenté en 2025, avec 254 cas signalés, soit environ le double du nombre enregistré en 2024.[104] Cette tendance s'est accompagnée de sanctions judiciaires de plus en plus sévères ainsi que l'imposition de peines, notamment l'exclusion de l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé.[105] Malgré la libération d'un nombre restreint de personnes parmi les détenus pour motifs religieux, la situation globale témoigne d'un durcissement progressif des restrictions en matière de religion, marqué par une surveillance accrue, des poursuites judiciaires et des mesures punitives visant les comportements jugés incompatibles avec les lois de la République islamique.

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

NOVEMBRE 2024 Toumaj Ariankia, un converti au christianisme, a été reconnu coupable de « propagande contre le régime par l'évangélisation chrétienne », de « collaboration avec des puissances hostiles (Israël, le Royaume-Uni et les États-Unis) » et d'« appartenance à des groupes hostiles au régime ». Sa peine comprend dix ans d'emprisonnement et une interdiction de deux ans d'exercer des « activités sociales ».[106]

MARS 2025 Nasser Navard Gol-Tapeh, un converti au christianisme évangélique âgé de 63 ans, a été victime d'un accident vasculaire cérébral à la prison d'Evin au 35e jour d'une grève de la faim menée pour protester contre la persécution des chrétiens en Iran.[107]

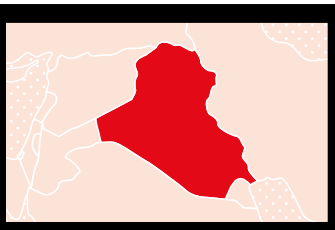
OCTOBRE 2025 Mina Khajavi, arrêtée pour avoir dirigé une église domestique, a été libérée de la prison d'Evin après avoir purgé sa peine. Pendant sa détention, elle se serait vu refuser des soins médicaux pour son arthrite.[108]

MAI 2026 Ghazal Marzban, une convertie au catholicisme, a été de nouveau arrêtée — après avoir été libérée en janvier 2025 au terme d'un tiers de sa peine de prison — et condamnée à neuf ans et huit mois d'emprisonnement pour « collusion contre la sécurité nationale », entre autres chefs d'accusation. Elle avait été arrêtée une première fois en novembre 2024, après avoir protesté contre le harcèlement dont elle faisait l'objet à la suite de sa conversion. Lors de sa nouvelle arrestation, sa Bible lui a été confisquée.[109]

JUIN 2026 Six agents de sécurité ont pénétré dans l'église évangélique Saint-Pierre de Téhéran pendant le culte, affirmant vouloir « identifier » les fidèles. Ils ont averti que le bâtiment serait réquisitionné. Après l'émission d'un nouveau titre de propriété désignant le Corps des gardiens de la révolution islamique comme propriétaire de l'église, les familles résidant sur place ont reçu l'ordre de partir sous peine d'emprisonnement.[110]

PROFIL DE PAYS

IRAK



En 2026, la situation des chrétiens d'Irak dépend de leur lieu de résidence dans le pays. Les chrétiens de la région autonome du Kurdistan irakien ont fait état d'un moins grand nombre de cas de discrimination et de violence. On estime que 90 % des chrétiens d'Irak vivent désormais dans la région autonome du Kurdistan irakien, à la suite de l'invasion de la plaine de Ninive par Daech (État islamique) en 2014.

En février 2026, l'AED a pu elle-même constater les mesures prises par le Gouvernement régional du Kurdistan pour favoriser la coexistence et protéger les droits des chrétiens, notamment en luttant contre les discours de haine et l'extrémisme islamiste. Toutefois, dans l'ensemble de l'Irak, les chrétiens continuent de subir discriminations, harcèlement et intimidations, ainsi que des comportements inappropriés de la part de groupes de miliciens, notamment les Forces de mobilisation populaire, un groupement légalisé de milices liées à l'Iran.[111] L'activité des milices demeure une source majeure de préoccupation, les chrétiens signalant des cas de harcèlement et d'intimidation à des points de contrôle.[112]

La population chrétienne d'Irak a continué de diminuer au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, l'émigration due au manque de perspectives dans le domaine économique et à l'insécurité étant citée comme la cause principale.[113] Le regretté évêque chaldéen d'Alqosh, Mgr Paul Thabit Mekko, a indiqué que, dix ans après l'occupation par l'État islamique, moins de 50 familles chrétiennes étaient retournées à Mossoul, ville qui abritait autrefois au moins 1 200 familles chrétiennes.[114]

À l'échelle nationale, la population chrétienne est estimée entre 150 000 et 250 000 personnes, soit 0,3 % de la population totale, contre 0,46 % lors de la précédente période de référence.[115] Les responsables chrétiens craignent que ces chiffres ne diminuent encore davantage en raison des répercussions du conflit entre les États-Unis et l'Iran.[116] En effet, le quartier d'Ankawa, à Erbil, a subi des dommages — touchant notamment certains édifices religieux — à la suite de tirs de missiles iraniens visant des installations militaires occidentales situées près de l'aéroport d'Erbil.[117]

La législation irakienne ne prévoit pas la possibilité de se convertir de l'islam à une autre religion. Par conséquent, les convertis sont tenus d'enregistrer leurs enfants comme musulmans pour obtenir les documents nécessaires, lesquels sont indispensables pour accéder aux services publics, notamment à l'école.[118] De plus, les convertis ne peuvent pas faire figurer leur nouvelle religion sur leurs documents d'identité lors de leur demande ou de leur renouvellement.

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2024 Le rapport de l'UNITAD sur les crimes commis par Daech (État islamique), remis au Conseil supérieur de la magistrature le 26 août, a conclu qu'il existait des raisons légitimes de croire que des crimes internationaux avaient été perpétrés à l'encontre de membres de la communauté chrétienne à Mossoul et dans la plaine de Ninive — ou à proximité de ces lieux — entre 2014 et 2017.[119]

AVRIL 2025 Un agresseur a crié des slogans islamiques tout en attaquant à la hache trois chrétiens qui participaient à un défilé du Nouvel An assyrien à Dohouk.

FÉVRIER 2026 Mgr Felix Daoud, évêque de Zakho, administrateur apostolique d'Alqosh, a déclaré qu'au moins 100 familles chrétiennes avaient quitté Alqosh en 2025 en raison de pressions économiques, et qu'une centaine d'autres prévoyaient de partir en 2026.[120]

MAI 2026 Un tribunal irakien a tranché en faveur d'une jeune chrétienne, Maryam*, l'autorisant à faire rectifier son statut religieux officiel dans la base de données gouvernementale, alors qu'elle avait été automatiquement enregistrée comme musulmane en vertu de la loi irakienne.[121]

** Nom d'emprunt.*

PROFIL DE PAYS

MALI



La persécution des chrétiens s'intensifie au Mali, pays qui occupe désormais le cinquième rang mondial en matière d'activité terroriste, derrière le Pakistan, le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria.[122] Les zones frontalières avec le Niger et le Burkina Faso demeurent les plus touchées, concentrant près de 75 % de l'ensemble des attaques et des décès recensés dans ce pays enclavé. Les chrétiens, au nombre d'environ 348 000 — dont les deux tiers sont catholiques — représentent 2,2 % de la population.[123] Si les relations entre chrétiens et musulmans étaient autrefois pacifiques, certains chrétiens sont aujourd'hui confrontés à une persécution d'une telle gravité qu'ils ne peuvent plus vivre dans de vastes régions du pays.

Selon le *Center for Preventive Action*, l'effondrement continu du soutien international à la lutte antiterroriste, conjugué à un leadership défaillant dans les initiatives régionales, a créé un vide propice à l'expansion de l'extrémisme violent.[124] Les extrémistes islamistes prennent pour cible les chrétiens, se livrant à des violences, des enlèvements et des incendies d'églises. Les pasteurs évangéliques et les fidèles sont particulièrement vulnérables, étant souvent accusés d'espionnage au profit de l'Occident.[125]

Le départ de la mission de maintien de la paix de l'ONU, ordonné par la junte malienne en juin 2023, a entraîné l'effondrement de l'accord de paix de 2015 conclu avec les rebelles séparatistes touaregs. En juin 2025, le gouvernement militaire a suspendu les partis politiques, alimentant les craintes d'une montée de l'autoritarisme et d'une instabilité politique.[126]

Le gouvernement a révoqué tous les accords de partenariat conclus avec les diocèses dans le domaine éducatif, laissant de nombreuses religieuses — pour qui il s'agissait de la principale activité pastorale — sans aucun moyen de subsistance. Il est également fréquent que les chrétiens fassent l'objet d'extorsion financière ainsi que d'agressions physiques.

Le Mali, qui est soumis depuis des mois à un embargo sur les carburants, est désormais dans une situation extrêmement fragile du point de vue politique. Il y a lieu de craindre un changement de régime au profit d'un « islamisme centré sur l'humain », calqué sur ce qu'a connu la Syrie après la chute d'Assad, mais avec, cette fois, de lourdes conséquences pour l'Église catholique. Si le Mali venait à passer sous l'influence de l'idéologie des Frères musulmans, cela pourrait entraîner l'effondrement de tous les gouvernements de l'AES (Alliance des États du Sahel) et avoir des répercussions sur les pays voisins dans le domaine de la sécurité.[127]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2024 Après la prise de pouvoir par les islamistes, les responsables chrétiens de Mopti ont été convoqués à une réunion et ont reçu un ultimatum d'une semaine pour accepter les règles islamistes ou quitter les lieux. Ces règles imposaient que tous les chrétiens, y compris les pasteurs, se convertissent à l'islam et aident à mener la guerre djihadiste ; que tous les hommes âgés de 18 à 40 ans paient 5 000 francs CFA (8,70 USD) chaque année ; et que les hommes et les femmes s'habillent conformément à la loi islamique.[128]

OCTOBRE 2024 Des djihadistes ont imposé une taxe (jizya) de 25 000 francs CFA (43,50 dollars américains) aux chrétiens adultes du village de Douna-Pen, menaçant de faire fermer les églises s'ils refusaient ou étaient dans l'impossibilité de payer.[129]

JANVIER 2025 Les écoles catholiques ont été plongées dans l'incertitude après l'annonce par le gouvernement de la suppression des subventions couvrant 80 % du salaire des enseignants. Les responsables religieux ont averti que la perte de financement pour ces établissements, qui accueillent des élèves de différentes confessions, risquait de compromettre les efforts visant à promouvoir le dialogue interreligieux et la paix.[130]

NOVEMBRE 2025 La Conférence épiscopale du Mali a annulé le 54e pèlerinage marial national à Kita en raison du blocus de la capitale, Bamako, imposé par le groupe djihadiste Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin.[131]



PROFIL DE PAYS

MOZAMBIQUE

Les chrétiens du Mozambique, en particulier dans la province de Cabo Delgado, ont été confrontés à de graves persécutions — notamment des meurtres, des enlèvements et des destructions d'églises — alors que des membres de milices affiliées à l'État islamique prenaient le contrôle de la région.[132] La montée de l'extrémisme a eu des conséquences dévastatrices sur les communautés chrétiennes, dans un contexte où ces miliciens cherchent à instaurer un califat islamique et à s'emparer des ressources minières de la région. La présence de chrétiens est perçue comme un obstacle à cet objectif.[133]

Le pays connaît une détérioration constante de ses conditions de sécurité et du respect des droits fondamentaux, au point de figurer parmi les nations les plus touchées par le terrorisme au niveau mondial.[134] Malgré les interventions militaires du Rwanda et des pays voisins, les violences perdurent.[135] À l'exception de la zone entourant le projet international de gaz naturel liquéfié à Afungi, les forces de sécurité nationales et étrangères semblent incapables de protéger efficacement la population locale contre les attaques des insurgés. Le manque de financements pérennes a conduit l'armée rwandaise à menacer de retirer ses troupes, ce qui aggraverait considérablement la situation.

Des islamistes ont tué plus de 1 000 chrétiens dans la province de Cabo Delgado depuis le début de l'insurrection en octobre 2017.[136] Selon une déclaration d'avril 2025 du Bureau du Directeur du Renseignement National (DRN), l'objectif des islamistes est d'instaurer à terme la charia dans le pays.[137] La branche mozambicaine de l'État islamique « cherche à renverser violemment le gouvernement mozambicain et à chasser les influences étrangères », a indiqué le DRN. « Ce groupe exige une gouvernance fondée sur la charia et rejette l'enseignement laïc. »

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2025 Des enfants ont été enlevés lors d'attaques dans la province de Cabo Delgado, provoquant la fuite de milliers de personnes. Près de 60 000 personnes ont été déplacées en l'espace de deux semaines. Le Père Kwiriwi Fonseca, du diocèse de Pemba, a déclaré à l'AED : « Cette guerre insensée ne fait que tuer, tuer, tuer, et anéantir le peu d'espoir qu'avaient les gens — en particulier les enfants. Ces enfants doivent être ramenés, il faut les retrouver où qu'ils soient pour les rendre à leurs parents, car ils ont le droit de rêver et de connaître un avenir meilleur. »[138]

NOVEMBRE 2025 Quatre chrétiens ont été tués et l'un d'eux a été décapité lors d'une vague d'attaques djihadistes à Nampula, dans le nord du Mozambique. Entre le 10 et le 17 du mois, des localités ont été prises pour cible et des centaines de maisons incendiées, provoquant la fuite de milliers de personnes. Des informations font également état d'enlèvements perpétrés par des terroristes, visant notamment des femmes et des enfants.[139]

FÉVRIER 2026 Deux chrétiens ont été capturés et tués par des islamistes dans la province de Cabo Delgado. Dans une publication effectuée sur les réseaux sociaux, la branche mozambicaine de l'État islamique a revendiqué ces meurtres, commis alors que les deux chrétiens se rendaient à Congreso, dans le district de Macomia.[140]

AVRIL 2026 Une église historique près de Meza, dans la province de Cabo Delgado, a été réduite à l'état de carcasse après une attaque djihadiste.[141] Des militants armés étaient entrés dans l'enceinte de l'église Saint-Louis-Marie-de-Montfort, à Minhoene, le 30 avril vers 16 heures, incendiant l'église, les bureaux et la résidence des missionnaires.

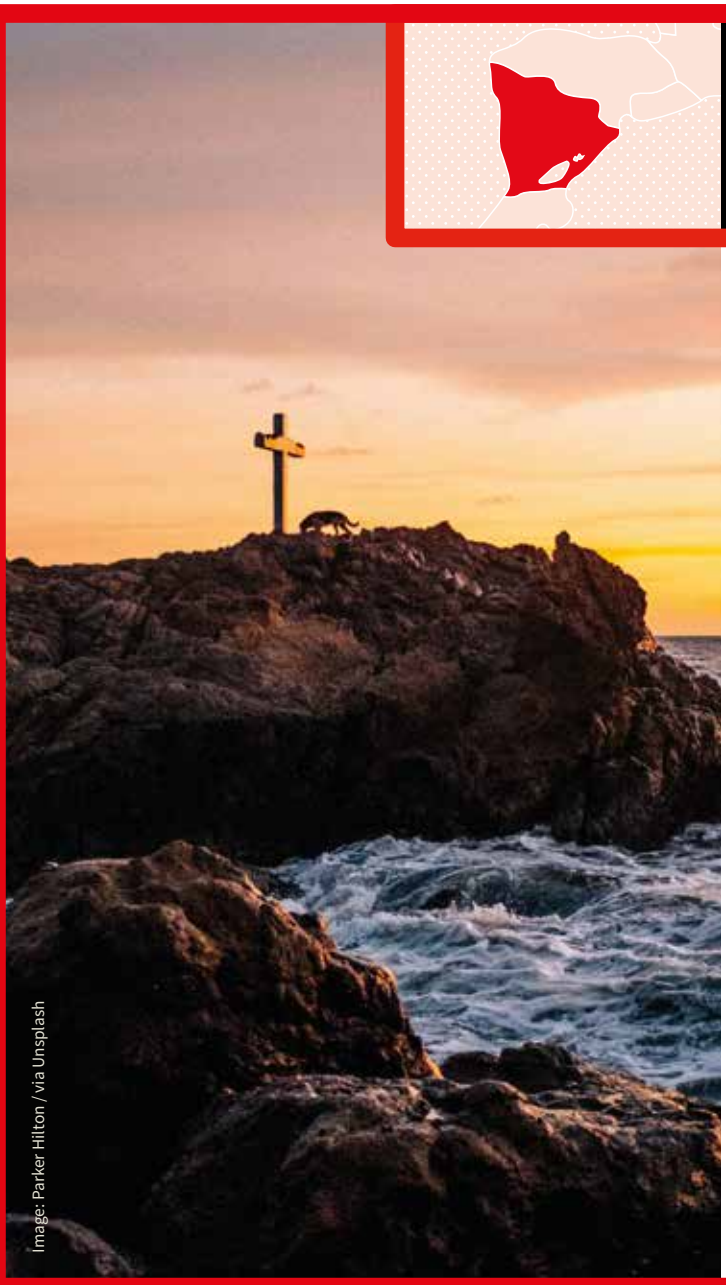


Image: Parker Hilton / via Unsplash

PROFIL DE PAYS

NICARAGUA

La persécution des chrétiens s'intensifie au Nicaragua, pays dont le bilan en matière de liberté religieuse est qualifié de « désastreux » par la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF).[142] En 2026, celle-ci a recommandé que le Nicaragua soit désigné comme « pays particulièrement préoccupant ». Selon le rapport de l'USCIRF, le régime a « maintenu sa répression totale de la liberté de religion ou de conviction en arrêtant, emprisonnant et expulsant des chefs religieux et des fidèles, en révoquant arbitrairement le statut juridique d'organisations religieuses et en renforçant ses moyens de harceler et d'intimider les croyants ».[143]

En octobre 2025, le Pape Léon XIV a reçu un exemplaire de l'ouvrage *Nicaragua, une Église persécutée*, qui révélait que plus de 1 000 agressions y avaient été perpétrées contre l'Église depuis 2018. La persécution religieuse s'est intensifiée en avril 2018, après que le clergé a soutenu des manifestations pacifiques portant sur diverses questions, notamment les violations des droits de l'homme commises par l'État. Les agressions visant l'Église ont pris la forme de confiscations, de fermetures arbitraires de bâtiments et de menaces publiques.[144] Les fidèles qui ont élevé la voix contre le gouvernement ont fait l'objet de surveillance et d'intimidations puis ont été emprisonnés, voire exilés.

Le gouvernement nicaraguayen a eu recours au retrait arbitraire de la nationalité pour cibler un large éventail d'opposants, y compris des membres de confessions chrétiennes. Depuis février 2023, 452 cas documentés de Nicaraguayens déclarés « traîtres à la patrie » par décision de justice et privés de leur nationalité ont été recensés.[145] Au moins 261 membres du clergé catholique ont été expulsés du pays, dont Mgr Carlos Enrique Herrera, président de la Conférence épiscopale du Nicaragua, en novembre 2024 (voir l'étude de cas ci-dessous). Près de 140 prêtres et plus de 90 religieuses ont été contraints à l'exil, tout comme des dizaines de séminaristes et trois diacres.[146]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2024 Le Père Denis Martínez García a été arrêté alors qu'il se rendait à Matagalpa pour célébrer la messe, puis expulsé vers le Vatican six jours plus tard.[147] Toutes les arrestations de ce mois-là ont eu lieu trois jours seulement après l'expulsion par l'État de sept prêtres vers Rome, dont six appartenaient au diocèse de Matagalpa.[148]

JANVIER 2025 Dans l'après-midi du 20 janvier, des policiers et des représentants du bureau du procureur général ont pris possession du séminaire Saint-Aloysius-Gonzaga, dans le diocèse de Matagalpa, retenant brièvement au moins 30 séminaristes avant de les expulser de force des lieux. L'État a procédé à une expropriation.[149]

JUILLET 2025 Lors d'une série de descentes, la police nationale du Nicaragua a placé en détention le pasteur protestant Rudy Palacios Vargas ainsi que sept autres chrétiens, sans avertissement préalable ni mandat. Il a été relaté qu'il auraient été inculpés de trahison et d'« atteinte à l'intégrité nationale ».[150]

MARS 2026 Le régime d'Ortega a empêché la tenue de milliers de processions publiques de la Semaine Sainte au Nicaragua. Depuis 2019, la dictature a interdit plus de 27 000 processions et déployé quelque 14 000 agents pour surveiller les églises.[151]

MARS 2026 Le gouvernement a interdit les ordinations de prêtres et de diacres dans quatre diocèses dont les évêques demeurent en exil.[152]

JUIN 2026 L'évêque émérite d'Estelí, Mgr Abelardo Mata, âgé de 80 ans, a été interpellé dans un centre médical et placé en garde à vue le 29 juin. La veille, il avait appelé, lors de la messe, à prier pour l'Église persécutée au Nicaragua. Il a été relâché quelques heures plus tard.[153]

ÉTUDE DE CAS

UN HAUT DIGNITAIRE CATHOLIQUE EXPULSÉ



L'expulsion du président de la Conférence épiscopale du Nicaragua s'est déroulée sans éclat ni cérémonie. Le 12 novembre 2024, il a été embarqué sur un vol au départ de Managua. Alors que l'avion quittait la capitale nicaraguayenne, le gouvernement pensait qu'il avait définitivement quitté sa patrie.

Mgr Carlos Enrique Herrera Gutiérrez, évêque de Jinotega, s'est ainsi rendu par avion au Guatemala, un pays qu'il connaissait bien pour y avoir étudié la théologie et la philosophie durant sa formation de prêtre franciscain. Toutefois, lorsqu'il a atterri à Guatemala City moins de deux heures plus tard, il n'était plus un simple visiteur : il était devenu un exilé, contraint de vivre au sein d'une communauté franciscaine hors de son pays natal.

Mgr Herrera a été contraint de quitter le Nicaragua après avoir dénoncé le maire local, qui organisait régulièrement des activités bruyantes aux abords de la cathédrale San Juan Bautista pendant la célébration de la messe. Selon des sources locales, les autorités organisent fréquemment des événements bruyants devant les grandes églises du pays, comme ce fut le cas pour un tournoi de boxe organisé devant la cathédrale de León.

La musique diffusée à plein volume aux abords de la cathédrale avait perturbé les messes. C'est pourquoi, lors de la messe du soir du dimanche 10 novembre, Mgr Herrera a dénoncé ces perturbations constantes et calculées des offices : « Ce que font le maire et toutes les autorités locales est un sacrilège... Nous demandons à Dieu son pardon, pour eux ainsi que pour nous-mêmes. »

Il a été banni, simplement pour avoir parlé.

Dans les jours qui ont précédé l'expulsion de Mgr Herrera, la page Facebook du diocèse de Jinotega — qui servait à diffuser en direct la messe ainsi que d'autres célébrations — a été supprimée. Au moment de son départ, les prêtres de tout le pays s'étaient vu interdire l'accès aux hôpitaux ; ils ne pouvaient donc plus administrer l'onction aux malades conformément à la tradition scripturaire (Jacques 5, 14 et suivants).

Mgr Herrera, président de la Conférence épiscopale du Nicaragua depuis 2021, est le troisième évêque catholique à avoir été expulsé. Un quatrième évêque, Mgr Silvio José Báez, évêque auxiliaire de Managua, n'a pas été expulsé, mais a été contraint de fuir le pays en 2019 après avoir reçu des menaces de mort.

En mars 2026, les autorités nicaraguayennes ont interdit toute ordination dans les quatre diocèses dont les évêques sont en exil, y compris celui de Mgr Herrera, à Jinotega.

Sources

David Agren, "Nicaragua regime expels bishops' conference president", *UCANews*, 15 novembre 2024 https://www.ucanews.com/news/nicaragua-regime-expels-bishops-conference-president/107001

"President of Nicaragua's Bishops' Conference exiled to Guatemala", *Vatican News*, 14 novembre 2024 https://www.vaticannews.va/en/church/news/2024-11/nicaragua-bishops-conference-president-exiled-guatemala.html [pages consultées le 29/07/26].



Image: Juan Zamoran / via Pexels

NIGERIA

ÉTUDE DE CAS

DU REFUGE À L'ABATTOIR : 200 VIES PERDUES EN UNE SEULE NUIT



Au cours d'une nuit meurtrière en 2025, plus de 200 chrétiens ont été massacrés et 3 000 personnes de tous âges ont dû fuir pour sauver leur vie. Ce bain de sang a eu lieu dans la nuit du 13 au 14 juin, lorsque des milices d'éleveurs peuls ont attaqué la ville de Yelewata, dans l'État de Benue, une localité chrétienne à 98 %, commettant des meurtres et incendiant des bâtiments.

Des familles de déplacés internes se trouvaient dans des bâtiments reconvertis en hébergements temporaires sur la place du marché, dans la zone de gouvernement local de Guma, près de Makurdi, lorsque des miliciens ont fait irruption en criant « Allahu Akbar » (« Dieu est grand »). Les victimes ont alors été tuées — abattues par balle, frappées à coups de machette et brûlées vives — alors qu'elles dormaient ou tentaient de fuir.

Depuis la ville de Yelewata, s'adressant à l'AED moins de 12 heures après les atrocités, le Père Ukuma Jonathan Angbianbee, curé de la paroisse, a raconté comment lui et plusieurs personnes déplacées avaient échappé de justesse à la mort en se jetant au sol dans le presbytère de l'église dès les premiers coups de feu.

Il a déclaré : « Lorsque nous avons entendu les coups de feu et aperçu les membres des milices, nous avons remis nos vies entre les mains de Dieu. Ce matin, je remercie Dieu d'être encore en vie. Ce que j'ai vu était véritablement atroce. Des gens ont été massacrés. Des cadavres étaient éparpillés partout. »

Il a ajouté que certains corps étaient si gravement brûlés qu'il était difficile de les identifier. Le prêtre a fait remarquer que Yelewata avait accueilli des milliers de personnes déplacées venues des villages voisins — la localité étant jugée relativement sûre, car située sur la route principale menant à Abuja — mais qu'elle était désormais en grande partie désertée, beaucoup de ses habitants s'étant réfugiés à Daudu et Abagena, non loin de là.

Le Père Jonathan a déclaré que l'attaque avait été soigneusement coordonnée : les membres des milices sont entrés dans la ville par plusieurs axes et ont profité des fortes pluies pour lancer leur assaut. Le clergé catholique a critiqué la réponse des forces de sécurité à cette attaque, affirmant que les policiers chargés d'empêcher les membres des milices d'accéder à l'église étaient mal équipés et n'avaient pas réussi à prévenir l'attaque sur le marché voisin.

Un prêtre a déclaré : « Le lendemain de l'attaque, il y avait une forte présence de la police et d'autres forces de sécurité, mais où étaient-elles la veille au soir, alors que nous en avions besoin ? ». Un autre a ajouté : « C'est de loin la pire atrocité dont nous ayons été témoins. Rien ne s'en rapproche, même de loin. »

En visite sur les lieux du massacre la semaine suivante, le Général Christopher Musa, chef d'état-major des armées du Nigeria, a évoqué une possible complicité interne dans ces attaques, affirmant : « Nous avons constaté que la manière dont certains incendies ont été perpétrés révèle un caractère ciblé. Cela indique la présence de complices internes compromettant les efforts de sécurité. »

Les responsables religieux ont appelé à maintes reprises à une aide internationale, affirmant qu'un plan djihadiste était en cours pour s'emparer de terres et débarrasser la région de sa présence chrétienne par un nettoyage ethnique.

Sources

John Pontifex, "Up to 200 dead in worst killing spree", *ACN (UK) News*, 16 juin 2025, https://acnuk.org/news/2025/06/16/nigeria-200-dead-worst-killing-spree

John Pontifex, "We will rise again", *ACN (UK) News*, 19 juin 2025, https://acnuk.org/news/2025/06/19/nigeria-we-will-rise-again [pages consultées le 01/06/26]



PROFIL DE PAYS

NIGERIA



« La violence visant les chrétiens et d'autres minorités religieuses continue de faire rage », ont averti des experts de l'ONU en juin 2026.[154] Entre 2024 et 2026, les chrétiens ont été victimes d'attaques massives et d'enlèvements, notamment dans le nord-est et la *Middle Belt* (ceinture centrale). Ils ont également fait état de discriminations profondément enracinées, incluant une exclusion sur les plans politique et éducatif, et ont fait observer qu'ils étaient particulièrement exposés au risque d'enlèvement.

Les attaques visant des localités à majorité chrétienne dans la région de la Ceinture Centrale (*Middle Belt*) ont contribué au déplacement interne de plus de 3,5 millions de personnes à travers le Nigeria. L'interprétation de ces événements comme un simple affrontement entre agriculteurs et éleveurs peuls est de plus en plus remise en question, alors que des témoins décrivent les membres des milices chassant les chrétiens pour s'emparer de leurs terres. Mgr Wilfred Anagbe, évêque de Makurdi, a déclaré : « Ce qui se passe… est une épuration organisée, systématique et brutale des chrétiens. » La radicalisation d'une partie de la communauté[155] des éleveurs peuls fait de la religion un facteur déterminant, comme en témoigne le cri de « Allahu Akbar » (Dieu est grand) poussé par les miliciens alors qu'ils tuaient des déplacés internes de confession chrétienne à Yelewata (voir l'étude de cas).

Dans plusieurs États du nord, les codes pénaux prévoient des lois contre le blasphème. Par ailleurs, dans les États de Kano, Zamfara, Yobe et Sokoto, la Hisbah (police religieuse) — agissant en violation de l'article 214.1 de la Constitution fédérale — veille à l'application de la charia, notamment en détruisant l'alcool, en interdisant de manger en public durant le ramadan (y compris pour les non-musulmans) et en procédant à l'arrestation des personnes qui ne se conforment pas à ces règles.

La conversion et le mariage forcés des femmes et des jeunes filles constituent un problème majeur, les islamistes représentant la principale menace. Les chrétiennes — qui représentaient environ 95 % des femmes détenues, au plus fort des enlèvements commis par les djihadistes au cours de la décennie écoulée[156] — ont été contraintes de se convertir à l'islam et de subir des relations sexuelles, étant souvent forcées d'épouser leurs agresseurs. Bien que le pic des enlèvements islamistes soit désormais passé, nombre d'entre elles restent aux mains de leurs ravisseurs : sur les 276 lycéennes de Chibok enlevées en 2014, 91 sont toujours portées disparues.[157]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

MARS 2025 Le Père Sylvester Okechukwu a été enlevé et assassiné dans le diocèse de Kafanchan. Enlevé à son domicile dans la soirée du mardi 4 mars, il a été retrouvé mort tôt le lendemain.[158]

MAI 2025 Trente-six chrétiens ont été tués, neuf blessés et deux enlevés lors d'une série d'attaques perpétrées par des membres de milices peules dans la zone de Gwer West, dans l'État de Benue, entre le 24 et le 26 du mois. Lors de la première attaque, le Père Solomon Atongo a reçu une balle alors qu'il revenait d'une cérémonie commémorative en l'honneur de deux prêtres catholiques.[159]

NOVEMBRE 2025 Des élèves âgés d'à peine six ans figuraient parmi les 253 enfants et les 12 membres du personnel enlevés à l'école catholique St. Mary le vendredi 21 novembre. Le 22 décembre, les autorités ont annoncé que tous les élèves et membres du personnel avaient été libérés.[160]

JANVIER 2026 177 fidèles ont été enlevés dans trois églises du nord de l'État de Kaduna.[161]

AVRIL 2026 Les autorités de l'État de Kano ont bravé une ordonnance de la Haute Cour en omettant de libérer sept enfants enlevés dans un orphelinat chrétien. Ces enfants, qui figuraient parmi les 27 mineurs emmenés lors de rafles en 2019 et placés sous la garde de l'État, ont subi des pressions pour se convertir à l'islam. L'un d'eux est décédé en janvier 2026 après s'être vu refuser des soins médicaux.[162]

JUIN 2026 Le Pasteur Markus Nyam figure parmi les 28 chrétiens tués lors d'une attaque contre le village de Kawel, dans la région de Bokkos (État de Plateau), le 22 juin. Selon un témoin oculaire, Jesse Peter Dukut, des membres de milices peules ont appelé les responsables ecclésiaux par leur nom : « Ils avaient pour instruction de les traquer jusque chez eux. »[163]



PROFIL DE PAYS

PAKISTAN

La détérioration de la situation des droits de l'homme pour les chrétiens et les autres minorités au Pakistan a suivi une « trajectoire préoccupante »[164] au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Les politiques gouvernementales et les évolutions législatives promettaient des améliorations, mais la réalité a été bien différente.

Toutefois, des chrétiens et d'autres personnes ont qualifié le programme d'enseignement religieux de 2023 d'« initiative progressiste »[165] pour les minorités religieuses qui, au lieu de suivre des cours obligatoires sur l'islam, sont désormais autorisées à étudier leur propre religion.

La Loi de 2025[166] sur la prévention du mariage des enfants dans le Territoire de la capitale d'Islamabad (ICT) a porté l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les deux sexes, contre 16 ans auparavant pour les filles. Ce texte visait à « éliminer à terme » le mariage des enfants dans un pays où ce problème est endémique,[167] en particulier pour les filles issues de la communauté chrétienne et d'autres minorités religieuses. Cette loi ne s'applique qu'à la capitale du Pakistan. Les provinces, dont le Pendjab[168], où réside la majorité des chrétiens pakistanais, ont également envisagé une telle législation, mais des oppositions en ont freiné l'avancement. Des craintes ont été exprimées quant au risque que cette nouvelle loi soit ignorée, comme cela a été observé dans la province du Sindh où, malgré une législation de 2013 interdisant le mariage des mineurs de moins de 18 ans[169], les tribunaux ont validé des unions impliquant des mariées âgées d'à peine 13 ans.[170] Les tribunaux invoquent régulièrement la charia pour passer outre les limites d'âge légales fixées pour le mariage.[171]

En avril 2026, des experts de l'ONU ont exprimé leur « vive préoccupation » face aux enlèvements, aux conversions forcées et aux mariages forcés de femmes et de jeunes filles issues de communautés chrétiennes et d'autres minorités religieuses.[172] En 2025, on estimait que le nombre de cas d'enlèvement pouvait atteindre 2 000 par an[173], les victimes étant exposées à des violences physiques et sexuelles.

Les inquiétudes se sont accrues face à la multiplication des affaires de blasphème, en particulier après l'élargissement de l'article 298A du Code pénal pakistanais. L'organisation de défense des droits *Center for Social Justice* a recensé 344 cas de blasphème en 2024, dont 6 % impliquaient des chrétiens, un taux disproportionnellement élevé.[174]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

SEPTEMBRE 2024 Shagufta Kiran, une chrétienne de 40 ans mère de quatre enfants, a été condamnée à mort pour blasphème au motif qu'elle aurait partagé du contenu blasphématoire sur WhatsApp.[175]

FÉVRIER 2025 Alors qu'elle était en train d'acheter du lait au marché local, Saba Shafique, une jeune chrétienne de 12 ans originaire de Lahore, a été enlevée par Muhammad Ali, âgé de 33 ans, lequel était une vieille connaissance de la famille. Il est accusé de l'avoir forcée à se convertir à l'islam et à l'épouser, avec la complicité de l'imam local, Allama Molana Syed Ajjad Hussein. Il aurait falsifié des documents officiels pour faire croire que Saba était âgée de 18 ans[176]

AOÛT 2025 Deux ans après les attaques de Jaranwala, au cours desquelles au moins 24 églises ont été profanées et plus de 80 foyers chrétiens pris pour cible, des chrétiens ont manifesté pour dénoncer l'incapacité de l'État à traduire les auteurs en justice. Des manifestations similaires ont eu lieu en juin 2025, alors qu'un tribunal pakistanais avait acquitté dix musulmans soupçonnés d'être impliqués dans l'une des attaques de Jaranwala. Selon les informations disponibles, aucune des 5 213 personnes accusées en lien avec ces violences antichrétiennes n'avait été condamnée.[177]

MARS 2026 À Sargodha, plus de 100 chrétiens ont transporté la dépouille de Marqas Masih, un ouvrier agricole de 22 ans, et bloqué une route principale pour protester contre le refus apparent de la police d'enquêter sur son décès. L'employeur de M. Masih avait affirmé à la famille que le jeune chrétien s'était suicidé, mais celle-ci a relevé des traces de torture après avoir récupéré le corps.[178]

ÉTUDE DE CAS

TORTURÉ AVEC DES CLOUS – POUR UN TÉLÉPHONE PORTABLE



« Ils ne se sont pas contentés de le frapper… ils ont enfoncé des clous dans son corps. »

Dans un effort pour retenir ses larmes, Riyasat Masih a raconté comment son frère, Kashif, avait été torturé à mort dans la ferme où il travaillait, près de Sialkot, au Pakistan.

Après avoir découvert son frère grièvement blessé au bord de la route aux premières heures du 12 mai 2025, Riyasat s'est souvenu que, peu avant de rendre son dernier souffle, celui-ci lui avait raconté que des collègues de la ferme où il travaillait lui avaient enfoncé des clous dans les membres et l'avaient roué de coups avec des barres de fer.

Kashif, âgé de 35 ans, était accusé d'avoir volé le téléphone portable de son employeur, l'ancien policier Malik Irfan. Un premier rapport de police a fait état d'éléments indiquant que Kashif avait été torturé pour lui extorquer des aveux. Riyasat a raconté que les accusateurs de son frère, désireux de retrouver le téléphone, avaient fait irruption au domicile familial à 2 h 30 du matin, dans le village de Jamkay Cheema, mais étaient repartis sans l'appareil.

Riyasat a raconté avoir ensuite reçu un signalement d'un voisin indiquant que Kashif avait été abandonné au bord de la route. Il est alors parti à sa recherche. Au lever du jour, il a retrouvé son frère « couvert de contusions, le sang jaillissant de plusieurs parties de son corps ».

Des photographies présentées comme montrant la dépouille de Kashif révèlent un corps portant des traces de brûlures, des plaies béantes et des orifices ensanglantés. Selon un rapport d'autopsie, ces lésions correspondraient à des blessures infligées par des clous et des tiges métalliques chauffées à blanc, incluant des marques de brûlure, des contusions et des fractures des côtes.

Un avocat spécialisé dans les droits de l'homme, en charge du dossier, a déclaré à l'AED : « Malheureusement, il n'est pas rare que des chrétiens subissent des persécutions au Pakistan, mais je n'ai jamais vu une violence aussi horrible et déchirante exercée à l'encontre de quelqu'un. »

Souhaitant garder l'anonymat par crainte de représailles, des avocats chrétiens travaillant sur le dossier ont affirmé que la torture subie par Kashif reflétait une attitude de mépris envers les non-musulmans. L'un d'eux a déclaré : « Ce que ces hommes ont fait subir à Kashif révèle une mentalité empreinte de mépris à l'égard des chrétiens. Ils ne traiteraient jamais un musulman aussi mal. »

Selon les témoignages recueillis au sein de la communauté, l'agression dont a été victime Kashif — qui fréquentait l'église catholique Sainte-Marie, à Sialkot, avec sa famille — était motivée par des considérations religieuses. Il a été souligné qu'à l'époque, il n'y avait pas beaucoup de chrétiens, voire aucun, à travailler pour M. Irfan.

Condamnant cette attaque, Joseph Janssen, militant pour les droits des minorités, a déclaré au média chrétien *AsiaNews* que la mort de Kashif n'était pas « un cas isolé » mais s'inscrivait dans un schéma de violence de type mafieux, de persécution religieuse et de négligence de la part de l'État.

M. Irfan a été arrêté, mais les autres accusés ont été libérés sous caution. L'affaire suit son cours.

Sources

Sources de l'AED (ACN), notamment des défenseurs des droits de l'homme au Pakistan.

"Muslims Torture Christian to Death in Pakistan, Brother Says", *Morning Star News*, 14 mai 2025 https://morningstarnews.org/2025/05/muslims-torture-christian-to-death-in-pakistan-brother-says/Shafique Khokhar, "35-year-old Christian tortured and killed, Activists: 'Not an isolated case'", *AsiaNews*, 17 mai 2025 https://www.asianews.it/news-en/35-year-old-Christian-tortured-and-killed.-Activists:-Not-an-isolated-case-63108.html#google_vignette

"'They Nailed His Legs for a Phone': A Christian Laborer's Final Cry in Pakistan", *Voice of Pakistan Minority*, 19 mai 2025 https://voiceofpakistanminorityblog.home.blog/2025/05/19/they-nailed-his-legs-for-a-phone-a-christian-laborers-final-cry-in-pakistan/ [pages consultées le 10/07/26]





Des enfants au Soudan du Sud se rassemblant pour prier, en 2024.

PROFIL DE PAYS

SOUDAN

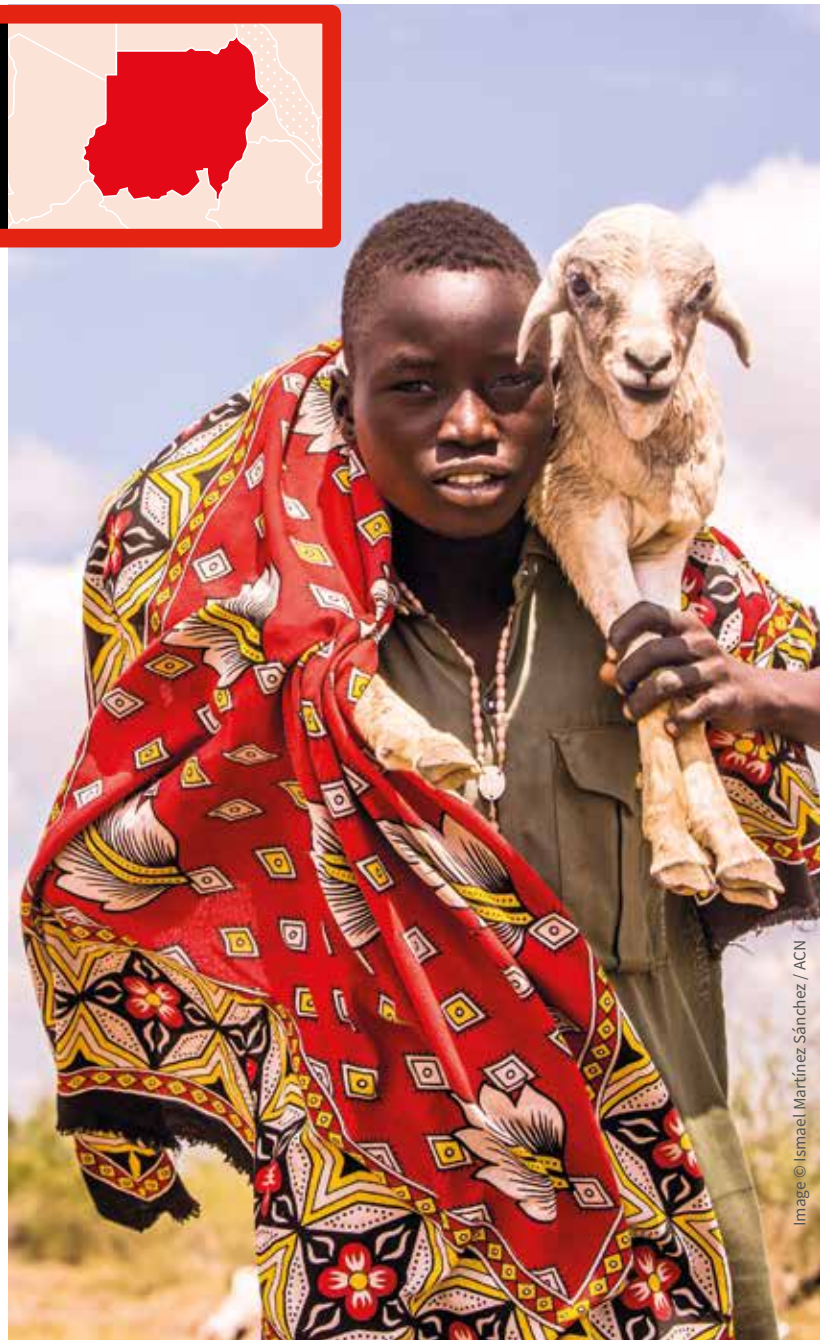


Image © Ismael Martínez Sánchez / ACN

Trois ans après le déclenchement de la guerre civile, le pays traverse la plus grave crise humanitaire au monde[179] Depuis 2023, le conflit en cours entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) a provoqué le déplacement de millions de personnes à travers le pays et fait plus de 150 000 morts[180] — voire jusqu'à 250 000.[181] Tout porte à croire que les chrétiens ont été touchés de manière « disproportionnée ».[182] La persécution croissante des chrétiens semble imputable à l'autoritarisme et à l'extrémisme islamiste.[183]

En février 2026, l'ONU a indiqué, dans le rapport de sa mission internationale indépendante d'établissement des faits, que les FSR avaient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et que leur « comportement, ainsi que l'intention qui en découle, présentent des indices laissant présumer un génocide ». Elle a averti que, faute de mesures décisives en faveur d'une responsabilisation et de la protection des civils, « le risque de nouvelles violences génocidaires demeure aigu ».[184]

Plus de 100 églises ont été endommagées ou détruites depuis le début de la guerre[185], et un certain nombre de chrétiens ont reçu l'ordre de renoncer à leur foi sous peine de mourir de faim, dans le cadre d'une campagne de répression islamiste brutale.[186] Les chrétiens vivant dans les zones contrôlées par les Forces armées soudanaises (FAS) semblent également être confrontés à des persécutions, plusieurs églises de la région de Khartoum ayant été démolies sans explication.[187] Les exemples d'églises prises pour cible sont légion : en juin 2026, les autorités ont informé l'Église presbytérienne évangélique du Soudan que son église, située dans le quartier de Mayo Angola, au sud de Khartoum, allait être démolie. Dans ce cas précis, un motif a toutefois été invoqué : les autorités ont affirmé que l'église avait été construite sur une voie publique, sur un terrain non destiné à un usage religieux.[188]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

JUIN 2025 Les FSR ont lancé des frappes aériennes coordonnées contre l'Église épiscopale soudanaise, l'*African Inland Church* et l'Église catholique romaine à El Fasher, tuant au moins cinq personnes, dont le Père Luka Jumu, touché par une balle perdue. Des dizaines d'autres personnes ont été blessées.[189]

JUILLET 2025 Des chrétiens ont assisté avec effroi à l'arrivée de bulldozers, de forces armées et de la police à l'église pentecôtiste d'El-Haj Yousif, à Khartoum, et à la démolition du bâtiment. Les personnes qui tentaient de filmer la destruction ont été arrêtées, et les fidèles de l'église n'ont pas pu sauver les biens qui se trouvaient à l'intérieur. Les autorités ont par la suite informé les responsables de l'église que cette démolition s'inscrivait dans le cadre d'une opération visant à supprimer les bâtiments « non réglementés » dans toute la ville de Khartoum.[190]

DÉCEMBRE 2025 Au moins 18 chrétiens ont été tués et 18 autres grièvement blessés par une frappe de drone des FAS au Kordofan du Sud, le jour de Noël. Les fidèles se rendaient à l'église épiscopale du Soudan, à Julud, lorsqu'ils ont été touchés.[191]

JUIN 2026 Le Père Youhanna Al-Amin, de l'église Saint-Vincent, à Kauda, a été abattu dans sa chambre. Il était resté auprès de ses paroissiens dans les Monts Nouba, malgré l'escalade de la violence. Kauda constitue le principal centre des zones contrôlées par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N). Le prêtre a été tué lors du retour de soldats qui, la veille, avaient dérobé des médicaments destinés à la population locale.[192]



PROFIL DE PAYS

SYRIE

La liberté religieuse des chrétiens et des autres minorités religieuses en Syrie a reculé depuis la chute du régime d'Assad en décembre 2024 et l'ascension d'Ahmed Al-Sharaa, ancien dirigeant de la milice islamiste « tristement célèbre »[193] Hayat Tahrir al-Sham (HTS).[194]

Le gouvernement de transition du Président Al-Sharaa a rapidement assuré aux chefs des Églises de Syrie que les chrétiens faisaient partie intégrante de la société du pays.[195] Une chrétienne[196] a été nommée ministre du gouvernement et, lorsque le nouveau Président a rencontré les représentants des minorités religieuses, il a salué l'avènement d'« une ère nouvelle, loin du confessionnalisme ».[197] Toutefois, une déclaration constitutionnelle accordant la primauté à la jurisprudence islamique[198] a conduit des observateurs à mettre en garde contre une volonté du gouvernement d'islamiser le pays.[199] Ces craintes ont commencé à se concrétiser dans un contexte d'intolérance croissante envers les pratiques non islamiques, telles que la vente d'alcool, marqué par l'application locale de règles fondamentalistes et la présence dans les rues de miliciens salafistes.[200]

Les attaques, dont le point culminant fut l'attentat-suicide meurtrier de juin 2025 perpétré lors d'un office dominical à Damas[201], ont fait craindre un retour des violences à caractère religieux à l'encontre des chrétiens. En mars de la même année, des alaouites supposés être pro-Assad avaient déjà été pris pour cible dans des villes côtières.[202] Selon certaines informations, il y aurait eu une résurgence de cellules dormantes de Daech (État islamique).[203]

Le régime d'Al-Sharaa a été critiqué pour son apparente incapacité à endiguer les attaques et à « contrôler les groupes armés sunnites qui avaient, en principe, rejoint ses forces de sécurité ».[204] La dégradation de la situation suscite des inquiétudes croissantes quant à l'avenir à long terme de la présence chrétienne. Depuis 2011, la population chrétienne a diminué de plus de 80 %[205], l'émigration étant alimentée par des facteurs tels que la pauvreté et l'insécurité. Jusqu'à 90 % de la population totale vit en dessous du seuil de pauvreté, et 7 millions de personnes sont déplacées.[206]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

DÉCEMBRE 2024 Un sapin de Noël a été incendié à Suqaylabiyah, une ville à majorité chrétienne du centre de la Syrie, ce qui a poussé les chrétiens à travers tout le pays à protester et à dénoncer une atteinte à leurs droits religieux.[207]

JUIN 2025 Un kamikaze a attaqué l'église grecque-orthodoxe Mar Elias de Dweil'a, près de Damas, le dimanche 23 juin, pendant la Divine Liturgie. Des témoins ont rapporté aux médias d'État que 25 personnes avaient trouvé la mort et 63 autres avaient été blessées à cette occasion. Le responsable, un homme armé, était entré dans l'église et avait ouvert le feu sur les fidèles avant de faire exploser une ceinture d'explosifs. Le ministère syrien de l'Intérieur a attribué l'attaque à Daech.[208]

FÉVRIER 2026 Eliah Simon Tekla, un chrétien âgé de 21 ans, a été abattu. Il aurait été pris pour cible en raison du chapelet suspendu dans sa voiture. M. Tekla venait de garer son véhicule devant son domicile de Murhradah, dans l'ouest de la Syrie, et au moment d'en sortir, il a été abattu à bout portant, comme semblent l'indiquer des images vidéo. Des sources ont attribué cette attaque à l'extrémisme islamiste.[209]

MARS 2026 Les églises ont réduit l'ampleur des célébrations de Pâques après que des dizaines d'hommes armés eurent fait irruption à Al-Suqaylabiyah, une ville à majorité chrétienne du gouvernorat de Hama. Des signalements, appuyés par des enregistrements vidéo, ont rapporté des actes de vandalisme, des vols, ainsi que le ciblage de véhicules, de commerces et de biens. Les habitants ont réclamé des dédommagements et exigé que les auteurs de ces actes soient traduits en justice. Les Églises ont condamné l'incident, affirmant que les attaques visant la communauté chrétienne ne sauraient être qualifiées de simples « incidents isolés ». Elles ont mis en garde contre les risques de tensions confessionnelles alimentées par une telle violence.[210]

PROFIL DE PAYS

TURQUIE



Dans le cadre de son voyage de novembre 2025, marquant le 1 700e anniversaire du premier concile de Nicée, le Pape Léon XIV a rencontré des responsables chrétiens locaux à l'église syriaque orthodoxe Saint-Éphrem d'Istanbul[211] — la première église à avoir été récemment construite avec l'autorisation du gouvernement depuis la fondation de la Turquie moderne en 1923. Toutefois, ces évolutions positives masquent des problèmes plus profonds, les chrétiens ayant été victimes d'agressions physiques, de menaces, d'actes de vandalisme et même de tentatives de meurtre (voir décembre 2024). Ces faits sont souvent qualifiés d'incidents isolés, et les poursuites judiciaires restent rares.[212]

Les interprétations juridiques actuelles du traité de Lausanne de 1923 accordent le statut de minorité aux chrétiens orthodoxes apostoliques arméniens, aux chrétiens orthodoxes grecs et aux juifs. Malgré cela, ils ne possèdent aucune personnalité juridique et ne peuvent ni posséder de biens en collectivité ni intenter de recours juridiques. Il en va de même pour les autres groupes chrétiens, qui ne peuvent posséder de biens que par le biais de fondations distinctes. Lors de la 58e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Ramazan Arkan, des Églises évangéliques d'Antalya, a déclaré, au sujet des difficultés rencontrées pour ouvrir de nouveaux lieux de culte : « Les Églises turques sont confrontées à de nombreuses difficultés et à une forte discrimination. »[213] La question de la propriété immobilière constitue un problème persistant pour les Églises, et plusieurs affaires ont été portées devant la Cour européenne des droits de l'homme.[214]

Les communautés chrétiennes restent confrontées à des restrictions en ce qui concerne la formation du clergé. Les communautés protestantes ne peuvent pas former de pasteurs dans le pays et dépendent largement de personnel d'origine étrangère[215]. Or, depuis 2020, plus de 200 membres de ce personnel ont été expulsés.[216] Début 2026, 20 dossiers ont été portés devant la Cour européenne des droits de l'homme.[217] Le 12 février 2026, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant ces expulsions. Le ministère turc des Affaires étrangères l'a qualifiée d'« allégation infondée ».[218] Le séminaire de Halki, rattaché à l'Église orthodoxe grecque, est fermé depuis plus d'un demi-siècle[219]. De ce fait, tout comme l'Église apostolique orthodoxe arménienne, il envoie ses candidats au sacerdoce étudier à l'étranger. Lors d'une visite à Halki en avril 2025, le ministre grec des Affaires étrangères a appelé à sa réouverture[220], et le Président américain Trump a évoqué la question avec le Président Erdoğan lors de sa visite en septembre 2025.[221] Selon les médias, le Conseil de l'enseignement supérieur de Turquie discute actuellement avec l'Église des modalités d'une future formation religieuse sur le site, dont la réouverture est prévue pour septembre 2026, après des travaux de rénovation.[222]

Image: M.Emin BiLiR / via Pexels

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

AOÛT 2024 Le cimetière orthodoxe grec Aya Lefter, situé à Kurtuluş (Istanbul), a été pris pour cible : plusieurs tombes ont été endommagées et le sol a été retourné à divers endroits du site.

DÉCEMBRE 2024 Le soir du Nouvel An, un homme armé a ouvert le feu dans les locaux de l'Association de l'église Kurtuluş, à Çekmeköy (Istanbul), en criant : « Nous ne vous laisserons pas laver le cerveau de notre jeunesse musulmane ! Vous, les infidèles, serez vaincus et précipités en enfer ! ».[223]

SEPTEMBRE 2025 Un homme a profané la croix et d'autres symboles chrétiens dans l'église chaldéenne Saint-Hirmiz, qui date du Ve siècle et se situe à Mardin, et a insulté les fidèles. Une vidéo de l'agression a été publiée sur X (Twitter).[224]

JUIN 2026 Les habitants du village chrétien chaldéen d'Aynwardo (Gülgöze), dans le district de Midyat, ont dénoncé l'expropriation de leurs terres par le gouvernement au profit de projets d'énergie renouvelable. Des activistes chrétiens craignent que cette tendance croissante ne pousse les minorités religieuses à quitter leurs villages historiques, où la population diminue rapidement.[225]

PROFIL DE PAYS

VIETNAM



Image: Thịnh Lạ / via Pexels

En 2025, la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) a de nouveau demandé que le Vietnam soit désigné comme « pays particulièrement préoccupant », bien que le département d'État ait relevé des améliorations en matière de liberté religieuse depuis l'été 2024, tout en soulignant la nécessité de progrès supplémentaires. La mise en œuvre de la liberté religieuse au Vietnam demeure très inégale et incohérente.[226] Il existe d'un côté des discours positifs et même les gestes concrets des autorités — comme l'autorisation, en 2024, de l'installation à résidence du premier nonce apostolique de l'Église catholique depuis 1975 — et d'un autre côté, des lois vagues et draconiennes, telles que le décret 95, qui permettent aux autorités de suspendre des groupes religieux pour des « violations graves » non précisées, sans fournir de motifs.

Le contrôle de l'État s'étend à de nombreux domaines. Par exemple, aucune forme d'enseignement religieux n'est autorisée dans les écoles, y compris dans les établissements privés gérés par des Églises. Les autorités continuent de restreindre les déplacements des responsables religieux jugés menaçants — notamment le prêtre rédemptoriste Đinh Hữu Thoại[227] — allant jusqu'à les empêcher de quitter le pays. Le gouvernement dispose d'un droit de veto effectif sur la nomination des responsables religieux au sein des Églises enregistrées.

Plus des trois quarts des chrétiens du pays sont catholiques, les protestants étant concentrés dans les hauts plateaux du centre et du nord. Les groupes chrétiens issus de minorités ethniques des hauts plateaux, tels que les Hmong et les Montagnards, ont continué de faire l'objet de persécutions. Ce sont les groupes non enregistrés qui subissent le plus durement la répression de l'État, leurs offices étant perturbés, voire pire. Bien qu'aucun décès suspect de chrétiens des hauts plateaux n'ait été signalé au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, de tels cas se sont produits par le passé. En août 2025, la police de Đắk Lắk a perturbé plusieurs événements organisés par des Montagnards à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violence en raison de leur religion ou convictions.[228]

INCIDENTS SÉLECTIONNÉS

DÉCEMBRE 2024 Le Pasteur Y Hung Ayun, âgé de 62 ans, a reçu deux balles dans le genou gauche à bout portant. Alors qu'il rentrait chez lui à moto dans le village de Tara Puôr, dans la province de Đắk Lắk, une autre moto s'est avancée jusqu'à sa hauteur. Son passager, masqué, a tiré sur lui avec des balles en caoutchouc avant de prendre la fuite. Le Pasteur Ayun, qui exerce son ministère au sein de l'Église évangélique du Christ des hauts plateaux (une Église montagnarde non reconnue par les autorités), a estimé que cette agression visait à faire pression sur lui pour qu'il rejoigne l'Église évangélique du Vietnam, approuvée par le gouvernement.[229]

MAI 2025 Le Pasteur chrétien Montagnard Y Thinh Niê a été condamné à neuf ans de prison pour des activités séparatistes. Il a été arrêté fin juillet 2024, sans inculpation formelle, après avoir refusé de travailler en relevant de l'Église évangélique du Vietnam (Sud), une organisation reconnue par l'État.[230]

JUIN 2025 Des religieuses ont organisé une nouvelle manifestation publique pour réclamer la restitution de leur ancienne école, située rue Quang Trung, à Hanoï. Elles en avaient été expropriées par le Parti communiste dans les années 1970.[231]

AOÛT 2025 Une messe catholique célébrée dans une maison privée a été interrompue par la police dans la province de Thái Nguyên, le 11 août au soir. L'électricité de la maison, située dans le village de Bình Khang (commune de Đại Từ), a été coupée avant l'irruption des autorités qui ont exigé l'arrêt de la célébration.[232]

OCTOBRE 2025 Le Pasteur Y Nuen Ayun, qui dirige l'Église évangélique du Christ des Montagnards (une organisation non enregistrée), a été arrêté pour avoir « fourni à maintes reprises des informations fabriquées de toutes pièces concernant les activités religieuses dans les Hauts-Plateaux du Centre [et] calomnié le gouvernement en l'accusant d'arrêter et d'opprimer des personnes ayant pris part au "christianisme protestant" ».[233]

NOTES FINALES

1 Samirah Mujumdar and Vivian Jacobs, 'Harassment of religious groups around the world in 2023', *Pew Research Center*, 15 juin 2026 https://www.pewresearch.org/religion/2026/06/15/harassment-of-religious-groups-around-the-world-in-2023/ [page consultée le 10/07/26]. L'année 2021 est citée comme point de comparaison, car il s'agit des données utilisées dans la dernière édition de *Persécutés et oubliés ?*

2 *Global Terrorism Index 2025: Measuring the Impact of Terrorism* (Institute for Economics & Peace, 2025), p. 6 https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2026/03/Global-Terrorism-Index-2026-Report.pdf [page consultée le 10/07/26].

3 Ibid.

4 "Why The Sahel Remains the Epicentre of Global Terrorism", *Cisa Newsletter* https://cisanewsletter.com/index.php/why-the-sahel-remains-the-epicentre-of-global-terrorism/ [page consultée le 10/07/26].

5 Marta Petrosillo, "Sub-Saharan Africa", *Religious Freedom in the Word Report 2025* https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/regional/2025/sub-saharan-africa [page consultée le 10/07/26].

6 Pays africains les plus touchés par le terrorisme, *Africa View Facts*, 11 mars 2025 Pays africains les plus touchés par le terrorisme | Africa View Facts [page consultée le 10/07/26].

7 John Newton, "Shell-shocked parish prepares for Christmas" *ACN (UK) News*, 02/12/25 https://acnuk.org/news/2025/12/02/shell-shocked-parish-prepares-christmas?srsltid=AfmBOorhkoOngyL6KoQHYonOa2faGSuVQIP8qcW4tseLPtEJAO6y4UAr [page consultée le 10/06/26].

8 Sultan Al-Khulaifi, "Iran's strike on the Gulf: Burning the bridges of good neighbourliness" *Al Jazeera*, 7 mars 2026 https://www.aljazeera.com/opinions/2026/3/7/irans-strikes-on-the-gulf-burning-the-bridges-of-good-neighbourliness [page consultée le 10/06/26].

9 Amy Balog and Maria Lozano, "At least 20 killed in suicide attack at Damascus church" *ACN (UK) News*, 23 mars 2025 https://acnuk.org/news/2025/06/23/syria-least-20-killed-suicide-attack-damascus-church?srsltid=AfmBOor_njfVnDBYXsnqoTn-qpEyohZ5sGiVVJ4JS3RmOEKAkNzsyueL [page consultée le 10/06/26].

10 Aaron Y. Zelin, "Christians in the New Syria: Accepted, But At-Risk" *The Washington Institute for Near East Policy*, 9 décembre 2025 https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/christians-new-syria-accepted-risk [page consultée le 10/06/26].

11 Ibid.

12 Stella Martany, "Powerful Iran-backed militias in Iraq say they will start handing in weapons to authorities", *Associated Press*, 2 juin 2026 https://apnews.com/article/iraq-iran-us-shiite-militia-asaib-ahl-alhaq-0f1747e05dc1384ab988da4d8eb74008 [page consultée le 10/06/26].

13 "One Million People Displaced across Lebanon in just Two Weeks; Children in Need of Urgent Support, warns IRC", *International Rescue Committee*, 19 mars 2026 https://www.rescue.org/uk/press-release/one-million-people-displaced-across-lebanon-just-two-weeks-children-need-urgent [page consultée le 10/06/26].

14 Kevin Clarke, "Archbishop Warda on Iran War; a refuge for Christians in Iraq now under threat", *America*, 12 mars 2026 https://www.americamagazine.org/politics-society/weekly-

15 "We've seen real progress", *ACN (International)*, 12 juillet 2026 https://acninternational.org/egypt-weve-seen-real-progress/ [page consultée le 10/06/26].

16 "Church building vandalized in Pakistan", *Christian Daily*, 7 janvier 2026 https://www.christiandaily.com/news/church-building-vandalized-in-pakistan [page consultée le 26/05/26].

17 "Indian State Plans to Demolish Hundreds of 'Unauthorized' Church Structures", *International Christian Concern*, 14 juillet 2025 https://persecution.org/2025/07/14/indian-state-plans-to-demolish-hundreds-of-unauthorized-church-structures/ [page consultée le 26/05/26].

18 Michael Gonsalves, "Indian Christians resist planned Church demolition", *UCANews*, 20 avril 2026 https://www.ucanews.com/news/indian-christians-resist-planned-church-demolition/112905 [page consultée le 26/05/26].

19 "Laos", *Religious Freedom in the World Report* (ACN, 2025) https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/country/2025/laos; Terry Friel, "Christians violently driven from homes in Laos", *UCANews*,
13 août 2025 https://www.ucanews.com/news/christians-violently-driven-from-homes-in-laos/109937 [pages consultées le 26/05/26].

20 'The Holy Father calls for renewed commitment to defend religious freedom and stand with persecuted Christians worldwide', *ACN* (International), 10 octobre 2025 https://en.acn-global.org/pope-leo-xiv-praises-acn-for-defending-the-faith/# [page consultée le 10/07/26].

21 Pape Léon XIV, "Magnifica Humanitas, « Sur la protection de la personne humaine à l'ère de l'intelligence artificielle », *le Saint Siège*, Paragraphe 54, faisant référence au Pape Jean-Paul II Lettre encyclique du Saint-Père Léon XIV Magnifica Humanitas (15 mai 2026).

22 Déclaration universelle des droits de l'Homme - anglais, Nations Unies https://www.ohchr.org/en/human-rights/universal-declaration/translations/english [page consultée le 10/07/26].

23 "Temples, églises, écoles, monastères détruits : les blessures de la guerre sur les communautés de croyants", *Fides*, 11 novembre 2025 ASIE/MYANMAR - Temples, églises, écoles, monastères détruits : les blessures de la guerre sur les communautés de croyants - Agenzia Fides; "L'église catholique de l'État de Chin est touchée par un attentat à la bombe", *Fides*,
10 février 2025 ASIE/MYANMAR - L'église catholique de l'État de Chin est touchée par un attentat à la bombe - Agenzia Fides [pages consultées le 28/05/26].

24 Voir John Pontifex et John Newton, *Persecuted and Forgotten? A Report on Christians oppressed for their Faith 2011-2013* (ACN, 2013), p. 28.

25 John Cosenza, "The Rise of Buddhist Ethnonationalism and Military Impunity in Myanmar", *International Christian Concern*, 7 février 2020 https://www.persecution.org/2020/02/07/rise-buddhist-ethnonationalism-military-impunity-myanmar/ [page consultée le 28/05/26].

26 *USCIRF 2025 Annual Report*, p. 15 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2025-03/2025%20USCIRF%20Annual%20Report.pdf [page consultée le 30/03/26].

27 "Myanmar Junta Airstrikes Kill 41 Civilians at Monastery and Market", *The Irrawaddy*, 17 mars 2025 https://www.irrawaddy.com/news/burma/myanmar-junta-airstrikes-kill-41-civilians-at-monastery-and-market.html [page consultée le 30/03/26]; "Myanmar Junta Airstrikes Leave 100 Dead This Month", *The Irrawaddy*, 28 mars 2025 https://www.irrawaddy.com/news/burma/myanmar-junta-airstrikes-leave-100-dead-this-month.html [page consultée le 28/05/26].

28 *USCIRF 2026 Annual Report*, p. 20 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR_3326_NEW.pdf? [page consultée le 01/07/26].

29 *Burma: Severe Violations of Religious Freedom Against Christians* (Burma Research Institute, 2026), p. 6 https://burmari.org/wp-content/uploads/2026/01/Burma-Severe-Violations-of-Religious-Freedom-Against-Christians-January-2026.pdf [page consultée le 01/07/26].

30 Voir le témoignage présenté à l'USCIRF par un pasteur baptiste de l'État Chin: https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Ethnic%20Chin%20Pastor%20Testimony.pdf [page consultée le 28/05/26].

31 "Military sets fire to Cathedral in Kachin State amid escalating attacks on Christians", *CSW*, 20 mars 2025.

32 Naw Htoi, "ကချင်ပြာ ခရစ္ဆစမတ်ပွဲစောစီးစွာကျင်းပတဖို့ စစ်တောင်စီအမိန့်ပေးထား", *Kachin News Group*, 5 décembre 2025 https://burmese.kachinnews.com/2025/12/05/zz1-324/ [page consultée le 02/02/26].

33 "WCC condemns violence against communities in Myanmar", *World Council of Churches*, 17 février 2026 https://www.oikoumene.org/news/wcc-condemns-violence-against-communities-in-myanmar [page consultée le 30/03/26].

34 Tola Mbakwe , "'A spiritual battle': Myanmar Christians face renewed violence and oppression under military regime", *Premier News*, 26 mars 2026 https://premierchristian.news/en/news/article/a-spiritual-battle-myanmar-christians-face-violence-and-oppression-under-military-regime [page consultée le 28/05/26] cf. *Unsafe State: State-Sanctioned Sexual Violence Against Chin Women in Burma* (Women's League of Chinland, 2007).

35 Chiffres relatifs à l'année civile précédente.

36 "Burkina Faso", *Africa Organised Crime Index* https://africa.ocindex.net/2021/country/burkina_faso [page consultée le 14/07/26].

37 Un chiffre difficile à déterminer : environ 40 pourcents se trouve dans "Country Analysis: Burkina Faso", *Acaps* https://www.acaps.org/en/countries/burkina-faso; jusqu'à 60% se trouve dans "Could JNIM Eventually Control Burkina Faso?", *ADF*, 18 novembre 2025 https://adf-magazine.com/2025/11/could-jnim-eventually-control-burkina-faso/; l'État ne contrôle que 30% se trouve dans "A Growing Divergence of Security Narratives in Burkina Faso", *Africa Center for Strategic Studies*, 26 août 2025 https://africacenter.org/spotlight/security-narratives-burkina-faso/; jusqu'à 80% se trouve dans Monika Pronczuk, "They fled from extremists. Now the government in Burkina Faso tries to hide their existence", *AP*, 7 janvier 2025 [pages consultées le 01/06/26].

38 USCIRF, *Freedom of Religion or Belief in the Sahelian Countries of Burkina Faso, Cameroon, and Chad*, October 2025, p. 2 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2025%20Issue%20Update%20Sahel_0.pdf [Sauf indication contraire, les sites ci-dessous concernant le Burkina Faso ont été consultés le 20/02/26].

39 Nathalie Raffray, "Teenagers pulled off bus and shot as violence escalates", *ACN (UK) News*, 31 octobre 2015 https://acnuk.org/news/2025/10/31/burkina-faso-teenagers-pulled-bus-and-shot-violence-escalates

40 Giovanni Carbone and Camillo Casola (eds.), "Sahel: 10 Years of Instability — Local, Regional and International Dynamics", *ISPI*,
10 octobre 2022 https://www.ispionline.it/sites/default/files/10_years_instability_sahel_report.ispi_.2022_0.pdf [page consultée le 10/07/25].

41 Sina Hartet et Maria Lozano, "ACN denounces new Islamist massacres in Burkina Faso", *Aid to the Church in Need (International)*, 30 août 2024 https://acninternational.org/acn-denounces-new-islamist-massacres-in-burkina-faso/ [page consultée le 10/07/25].

42 Nathalie Raffray, "If the enemy was thinking of snuffing out Christianity, it's wasting its time", *ACN (UK) News*, 18 décembre 2025 https://acnuk.org/news/2025/12/18/burkina-faso-if-enemy-was-thinking-snuffing-out-christianity-its-wasting-its-time

43 Nathalie Raffray, "Teenagers pulled off bus and shot as violence escalates", *ACN (UK) News*, 31 octobre 2015 https://acnuk.org/news/2025/10/31/burkina-faso-teenagers-pulled-bus-and-shot-violence-escalates

44 "Influential China church reports arrests as crackdown on Christians intensifies", *BBC News (Online)*, 8 janvier 2026 https://www.bbc.co.uk/news/articles/ckgl8jgdxypo [page consultée le 04/02/26].

45 "China", *USCIRF 2026 Annual Report*, p. 23 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR_3326_NEW.pdf [page consultée le 30/03/26].

46 Niwa Limbu, "China outlaws online preaching and prayer in sweeping religion crackdown", *Catholic Herald*, 18 septembre 2025 https://thecatholicherald.com/article/china-outlaws-online-preaching-and-prayer-in-sweeping-religion-crackdown [page consultée le 03/02/26].

47 Rafael Llanes, "Chinese Bishop Is Arrested for Celebrating Mass, Marking the Beginning of the Jubilee Year, Without the Permission of the Communist Government", *Zenit*, 19 mars 2025 https://zenit.org/2025/03/19/chinese-bishop-is-arrested-for-celebrating-mass-marking-the-beginning-of-the-jubilee-year-without-the-permission-of-the-communist-government/ [page consultée le 04/02/26].

48 Qian Lang, "Police in China's Anhui detain 2 Christians for 'cult' activities", *Radio Free Asia*, 19/03/2025 https://www.rfa.org/english/china/2025/03/19/china-anhui-church-raid-cult/ [page consultée le 03/02/26].

49 "Leaders and Members of Linfen Churches receive Prison Sentences", *CSW*, 1er juillet 2025.

50 "China arrests underground church founder, pastors", *Radio Free Asia*, 13 octobre 2025 https://www.rfa.org/english/china/2025/10/13/jin-mingri-zion-church/ [page consultée le 03/02/26].

51 "Influential China church reports arrests as crackdown on Christians intensifies", *BBC News (Online)*, 8 janvier 20206 https://www.bbc.co.uk/news/articles/ckgl8jgdxypo [page consultée le 04/02/26].
52 Edward Ross, "China arrests six Christians on charge of 'organizing minors'", *Christian Daily*, 21 mai 2026 https://www.christiandaily.com/news/china-arrests-six-christians-on-charge-of-organizing-minors [page consultée le 26/05/2026].
53 "Does North Korea Have Freedom of Religion?", Legality Clarity https://legalclarity.org/does-north-korea-have-freedom-of-religion/ [sauf indication contraire, tous les sites pour la Corée du Nord consultés le 20/04/26].
54 *Kimilsingism-Kimjongllism and the Right to Freedom of religion, thought and conscience in North Korea* (USCIRF, 2022), p. 5 https://www.uscirf.gov/publication/kimilsungism-kimjongilism-and-right-freedom-religion-thought-and-conscience-north-korea
55 "Kin Jon Un sidelines his predecessors in sweeping cult of personality push", *DailyNK*, 14 avril 2026 https://www.dailynk.com/english/kim-jong-un-cult-of-personality-north-korea-ninth-party-congress/
56 "North Korea", *USCRIF 2026 Annual Report*, mars 2026 p38 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR%20(2).pdf
57 Ibid.
58 Mun Dong Hui, "N. Korea's political prison camps: Shrinking populations amid tightening control", *Daily NK*, 30 juillet 2024 https://www.dailynk.com/english/north-korea-political-prison-camps-shrinking-populations-amid-tightening-control/ [page consultée le 06/07/26].
59 Mun Dong Hui, 'N. Korean political prison population rises as cultural crackdowns intensify', *Daily NK*, 12 septembre 2025 https://www.dailynk.com/english/n-korean-political-prison-population-rises-as-cultural-crackdowns-intensify/
60 Julian Ryall, "North Korea claims victory in 'war on religion", *DW.com*, 28 novembre 2025 https://www.dw.com/en/north-korea-claims-victory-in-war-on-religion/a-74937436
61 "North Korea", *World Watchlist*, https://www.opendoorsuk.org/persecution/world-watch-list/north-korea/
62 "Christianity in North Korea", *Crossing Borders* https://www.crossingbordersnk.org/christianity-in-north-korea
63 Julian Ryall, "North Korea claims victory in 'war on religion", *DW.com*, 28 novembre 2025 https://www.dw.com/en/north-korea-claims-victory-in-war-on-religion/a-74937436
64 "Reach the Last: Secret Christians in North Korea", *TWR*, 1er janvier 2025 https://twr.org/story/reach-the-last-secret-christians-in-north-korea
65 "Stories in North Korean Christians Highlighted in New Disappearances Report", *International Christian Concern*, 10 juin 2025 https://persecution.org/2025/06/10/stories-of-north-korean-christians-highlighted-in-new-disappearances-report/
66 "Zhang Wen Shi", *USCIRF*, https://www.uscirf.gov/religious-prisoners-conscience/forb-victims-database/zhang-wen-shi; Ruby Li, 'Chinese Church Leader Zhang Weri Si Released After 11 Years of Imprisonment in North Korea", *The Gospel Herald*, 9 février 2026 https://english.gospelherald.com/news/chinese-church-leader-zhang-wen-si-released-after-11-years-of-imprisonment-in-north-korea
67 "The Criminal saga of Disappeared girls continues unabated", *Coptic Solidarity*, 11 mars https://www.copticsolidarity.org/2025/03/11/the-criminal-saga-of-disappeared-coptic-girls-continues-unabated/ [page consultée le 11/02/26].
68 Georgette Sharkawy, "Egypt's Christian Girls: Between Disappearance and Exploitation", *Zawia3*, 11 décembre 2024 https://zawia3.com/en/christian-women-2/ [page consultée le 11/02/26].
69 *USCIRF 2026 Annual Report*, p. 60 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR_3326_NEW.pdf [page consultée le 30/03/26].
70 "Government approves Legalization of 191 Churches — Amid ongoing questions over Religious Equality", *Coptic Solidarity*, 18 avril 2026 https://www.copticsolidarity.org/2026/04/18/government-approves-legalization-of-191-churches-amid-ongoing-questions-over-religious-equality/ [page consultée le 20/04/2026].
71 Zahraa Abu Al-Enein, "اختفاء فتاة قصر.. أزيول فطاع ايلوج يه نم؟", *Almashad*, 2 novembre 2024 https://almashhad.com/article/459217420284850-entertainment/843140664517274-اختفاء-فتاة-قصر-.-أزيول-فطاع-ايلوج-يه-نم/ [page consultée le 11/02/26].
72 "The Criminal saga of Disappeared girls continues unabated", *Coptic Solidarity*, 11 mars https://www.copticsolidarity.org/2025/03/11/the-criminal-saga-of-disappeared-coptic-girls-continues-unabated/ [page consultée le 11/02/26].
73 "Christian Convert Charged with Terrorism in Egypt", *International Christian Concern*, 30 juillet 2025 https://persecution.org/2025/07/30/christian-convert-charged-with-terrorism-in-egypt/ [page consultée le 11/02/26].
74 En anglais, le nom du village s'écrit de différentes façons : Nazlet Gelf, Nazlet Jalf ou Nazlat Jalf. "Sectarian Violence breaks out in Upper Egypt following rumours of Interreligious Relationship", *CSW*, 24 octobre 2025; "Authorities impose Fine and Exile on Christian Family following outbreak of Sectarian Violence", *CSW*, 29 octobre 2025; Raymond Ibrahim , "From Rumour to Rampage: The Collective Punishment of Egypt's Coptic Christians", *Coptic Solidarity*, 26 octobre 2025 https://www.copticsolidarity.org/2025/10/26/from-rumor-to-rampage-the-collective-punishment-of-egypts-coptic-christians; Raymond Ibrahim, "Egypt's 'Reconciliation Sessions': The Terrorized Submit to the Terrorist", *Middle East Forum*, 2 novembre 2025 https://www.meforum.org/mef-online/egypts-reconciliation-sessions-the-terrorized-submit-to-the-terrorist [pages consultées le 11/02/26].
75 "Clashes between security forces and Copts in 15 May several protesters arrested", *Coptic Solidarity*, 3 février 2026 https://www.copticsolidarity.org/2026/02/03/clashes-between-security-forces-and-copts-in-15-may-several-protesters-arrested/; Mariam Farouq and Nader Shukry "Church statement on clashes between police and 15th of May City Copts", *Watani*, 4 février 2026 https://en.wataninet.com/coptic-affairs-coptic-affairs/coptic-affairs/church-statement-on-clashes-between-police-and-15th-of-may-city-copts/48116/#gsc.tab=0 [page consultée le 11/02/26].
76 *Report of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Eritrea, Mohamed Abdelsalam Babiker*, p. 11 https://reliefweb.int/report/eritrea/report-special-rapporteur-situation-human-rights-eritrea-mohamed-abdelsalam-babiker-ahrc5924-enarruzh Cf. *USCIRF 2026 Annual Report*, p. 26 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR_3326_NEW.pdf [pages consultées le 13/04/6].
77 "Eritrea, Proclamation No. 73/1995", *Refworld* https://www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/1995/en/61889 [page consultée le 18/06/25].
78 *Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Eritrea, Mohamed Abdelsalam Babiker*, op. cit., p. 12.
79 Ibid., p. 10.
80 Ibid., p. 11.
81 "Eritrea", *USCIRF 2023 Annual Report* https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2023-05/Eritrea.pdf [page consultée le 14/04/26].
82 "Eritrea: Priest imprisoned for more than two decades without charge", *International Society for Human Rights*, 1er mars 2026 "Eritrea: Priest imprisoned for more than two decades without charge", *International Society for Human Rights*, 1er mars 2026, https://ishr.org/eritrea-priest-imprisoned-for-more-than-two-decades-without-charge/ [page consultée le 13/04/26].
83 "200+ arrested, including children", *Release International*, 3 juillet 2024 https://releaseinternational.org/eritrea-200-arrested-including-children/ [page consultée le 13/04/26].
84 "Eritrea", *USCIRF 2026 Annual Report*, *op. cit*.
85 Lauren Canterberry, "Eritrean officials refuse letter calling for release of imprisoned Christian leaders", *World*, 22 août 2025 https://wng.org/sift/eritrean-officials-refuse-letter-calling-for-imprisoned-christian-leaders-release-1755885902 [page consultée le 14/04/26].
86 "Eritrea: 177 Detained Christians Mainly Released Conditionally in Late 2025", *CSW*, 30 janvier 2026.
87 Figures from United Christian Forum (UCF).
88 Kangkan Kalita and Rashmi Drolia, "Vandals target Christian decorations at Assam school, mob attacks mall in Raipur", *Times of India*, 26 décembre 2025 https://timesofindia.indiatimes.com/india/vandals-target-christmas-decorations-at-assam-school-mob-attacks-mall-in-raipur/articleshow/126180738.cms [page consultée le 29/05/26].
89 "Protests erupt after RSS-BJP man's alleged attack on children's Christmas carol group in Kerala's Palakkad", *The Hindu*, 24 décembre 2025 https://www.thehindu.com/news/national/kerala/protests-erupt-after-rss-bjp-mans-alleged-attack-on-childrens-christmas-carol-group-in-keralas-palakkad/article70432557.ece [page consultée le 06/02/26]; UCF sources.
90 Le projet de loi sur la liberté de religion du Chhattisgarh a remplacé une loi de 1968 adoptée par l'État du Madhya Pradesh, dont le nouvel État du Chhattisgarh a été séparé en 2000. La nouvelle loi introduit des règles plus strictes et des sanctions plus sévères pour les conversions religieuses « frauduleuses ».
91 People's Union for Civil Liberties, *Criminalising the Practise of Faith* https://pucl.org/wp-content/uploads/2023/05/Final-Criminalising-the-Practise-of-Faith.pdf [page consultée le 06/02/26].
92 Calculated using UCF data.
93 Syed Affan, "Refused Burials, Corpses 'Converted' To Hinduism: Odisha's Christians Face a Surge of Violence Under a BJP Govt", *Article 14*, 17 novembre 2025 https://article-14.com/post/refused-burials-corpses-converted-to-hinduism-odisha-s-christians-face-a-surge-of-violence-under-a-bjp-govt-691a9225ec46f [page consultée le 06/02/26]; UCF.
94 Obianuju Mbah, "Christian pastor beaten after communion service disrupted by extremists", *Christian Today*, 19 août 2025 https://www.christiantoday.com/news/christian-pastor-beaten-after-communion-service-disrupted-by-extremists [page consultée le 05/02/26].
95 "Accusés de conversions religieuses : des prêtres, des religieuses et un catéchiste battus dans la station missionnaire de Gangadhar", *Fides*, 8 août 2025 ASIE/INDE - Accusés de conversions religieuses : des prêtres, des religieuses et un catéchiste battus dans la station missionnaire de Gangadhar - Agenzia Fides [page consultée le 05/02/26].
96 Rita Joseph, "Humiliation of pastor by Hindu attackers 'a disgrace for India'", *The Tablet*, 27 janvier 2026 https://www.thetablet.co.uk/news/humiliation-of-pastor-by-hindu-attackers-a-disgrace-for-india/; Satyasundar Barik, "Odisha police detain nine over attack on pastor in Dhenkanal", *The Hindu*, 22 janvier 2026 https://www.thehindu.com/news/national/odisha/odisha-police-detain-nine-over-attack-on-pastor-in-dhenkanal/article70538334.ece [page consultée le 05/02/26].
97 "Twenty-six Christian families expelled from home village in Chhattisgarh, India", *Barnabus Aid*, 29 juin 2026 https://www.barnabasaid.org/gb/news/twenty-six-christian-families-expelled-from-home-village-in-chhattisgarh/ [page consultée le 02/07/26].
98 Tim Ross, "Inside an exiled prince's plan for regime change in Iran", *Politico*, 13 janvier 2026 https://www.politico.eu/article/reza-pahlavi-iran-revolution-exiled-prince-plan-regime-change/ [page consultée le 01/06/26].
99 Kay Armin Serjoie, Roxana Saberi, Fatemeh Jamalpour, "Iran Protest Death Toll Could Top 30,000, According to Local Health Officials", *Time*, 25 janvier 2026 https://time.com/7357635/more-than-30000-killed-in-iran-say-senior-officials/ [page consultée le 01/06/26].
100 "Iran", *Article18 Alliance* https://articleeighteen.com/country-profile/ [page consultée le 01/06/26].
101 Ibid.
102 "Iran", *Religious Freedom in the World Report* (ACN, 2025) https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/country/2025/iran [page consultée le 01/06/26].

103 "Iran", *World Watchlist 2026* https://www.opendoorsuk.org/persecution/world-watch-list/iran/ [page consultée le 01/06/26].
104 "Scapegoat — Rights violations against Christians in Iran 2026" *Article18 Alliance*, 19 février 2026 https://articleeighteen.com/news/23529/ [page consultée le 01/06/26].
105 Ibid.
106 "Conscience Held Captive: The State of Religious Minorities in the Islamic Republic of Iran" *Iranwire*, 24 avril 2025 https://iranwire.com/en/religious-minorities/140614-conscience-held-captive-the-state-of-religious-minorities-in-the-islamic-republic-of-iran-2/ [page consultée le 01/06/26].
107 "Naser Navard Gol-Tapeh suffers stroke in prison", *Church in Chains*, 27 mars 2025 https://www.churchinchains.ie/news-by-country/middle-east/iran/iran-naser-navard-gol-tapeh-suffers-stroke-in-prison/
108 "Catholic Convert incommunicado two weeks after rearrest" *Article18 Alliance*, 27 janvier 2026 https://articleeighteen.com/news/23156/ [page consultée le 01/06/26].
109 Tola Mbakwe, "Christian woman sentenced to nearly a decade in prison after authorities seize Bible", *Premier Christian News*, 25 mai 2026 https://premierchristian.news/en/news/article/christian-woman-sentenced-to-nearly-a-decade-in-prison-after-authorities-seize-bible; "Catholic convert incommunicado two weeks after rearrest", *Article 18*, 27 janvier 2026 https://articleeighteen.com/news/23485/ [pages consultées le 02/07/26].
110 "Qavam church, targeted by the Pasdaran, a symbol of repression", *Asia News*, 1er juillet 2026 https://www.asianews.it/news-en/Qavam-church,-targeted-by-the-Pasdaran,-a-symbol-of-repression-65761.html [page consultée le 02/07/26] ; "Please pray: Iranian church under threat of demolition", *Open Doors*, 13 juillet 2026 https://www.opendoorsuk.org/news/latest-news/iran-church-demolition/ [page consultée le 16/07/26].
111 Philip Loft, "Iraq: Introductory country profile", *House of Commons Library*, 24 novembre 2025, p12 https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-10397/CBP-10397.pdf [page consultée le 01/06/26].
112 "Iraq" *USCIRF*, March 2026, p.64-65 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR%20(2).pdf [page consultée le 01/06/26].
113 Elliott Banks, "ACN helps shape new report of Religious Freedom in Iraq", *ACN (UK) News*, 27 mars 2026 https://acnuk.org/news/2026/03/27/acn-helps-shape-new-report-religious-freedom-iraq [page consultée le 01/06/2026].
114 "Iraq", *Religious Freedom in the World Report* (ACN, 2025) https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/country/2025/iraq [page consultée le 01/06/26].
115 Ibid.
116 Kevin Clarke, "Archbishop Warda on Iran War; a refuge for Christians in Iraq now under threat", *America*, 12 mars 2026 https://www.americamagazine.org/politics-society/weekly-dispatch/2026/03/12/chaldean-archbishop-warda-erbil-drone-iraq-iran/ [page consultée le 01/06/26].
117 John Pontifex, "Christian quarter of Erbil hit in drone strike — but nobody hurt", *ACN (UK) News*, 5 mars 2026 https://acnuk.org/news/2026/03/05/christian-quarter-erbil-hit-drone-strike-nobody-hurt [page consultée le 01/06/2026].
118 UK Government, "Country policy and information note: religious minorities, Iraq, September 2024" *UK Visas and Immigration*, mise à jour le 6 mai 2026 https://www.gov.uk/government/publications/iraq-country-policy-and-information-notes/country-policy-and-information-note-religious-minorities-iraq-september-2024-accessible#assessment [page consultée le 01/06/26].
119 "UNITAD shares detailed findings of international crimes committed against Christians by ISIL (Daesh)" *United Nations*, 16 septembre 2024 https://iraq.un.org/en/278773-unitad-shares-detailed-findings-international-crimes-committed-against-christians-isil-da [page consultée le 01/06/26].
120 Private meeting with Bishop Felix in Al-Qosh, 18 février 2026.
121 "Christian woman wins legal challenge against Muslim designation in Iraq's official database", *ADF International*, 12 mai 2026 https://adfinternational.org/news/christian-woman-wins-legal-challenge-against-muslim-designation-in-iraqs-official-database [page consultée le 01/06/26].
122 *Global Terrorism Index 2025: Measuring The Impact of Terrorism* (Institute for Economics & Peace, 2025), p. 6. https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2025/03/Global-Terrorism-Index-2025.pdf [page consultée le 08/07/26].
123 "Mali", *Religious Freedom in the World Report* (ACN, 2025) https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/country/2025/mali [page consultée le 08/07/26].
124 Ibid.
125 "Mali", *World Watchlist* 2026 https://www.opendoors.org/en-US/persecution/countries/mali/ [page consultée le 08/07/26].
126 "Triple threat: Mali Christians caught between government repression, censorship and extremist attacks", 2 juin 2025, *Christian Today* https://www.christiantoday.com/news/triple-threat-mali-christians-caught-between-government-repression-censorship-and-extremist-attacks [page consultée le 08/07/26].
127 Source de l'AED (ACN).
128 "Christians killed and threatened in series of incidents in DRC, Nigeria and Mali", *Open Doors*, 17 août 2024 https://www.opendoorsuk.org/news/latest-news/africa-attacks-christians [page consultée le 08/07/26].
129 Amy Balog and Maria Lozano, "Jihadists demand crippling religious tax from Christians", *ACN (UK) News*, 31 octobre 2024 https://acnuk.org/news/2024/10/31/mali-jihadists-demand-crippling-religious-tax-christians [page consultée le 02/07/26].
130 Amy Balog, "Catholic education in danger", *ACN (UK) News*, 21 janvier 2025 https://acnuk.org/news/2025/01/21/mali-catholic-education-danger [page consultée le 02/07/26].
131 "Le pèlerinage annuel au sanctuaire marial de Kita annulé en raison de l'insécurité, mais Bamako accueille un salon consacré aux armes", *Fide*s, 12 novembre 2025 AFRIQUE/MALI - Le pèlerinage annuel au sanctuaire marial de Kita annulé en raison de l'insécurité, mais Bamako accueille un salon consacré aux armes - Agenzia Fides [page consultée le 08/07/26].
132 "Mozambique?", *World Watchlist* 2026 https://www.opendoorsuk.org/persecution/world-watch-list/mozambique/ [page consultée le 08/07/26].
133 Ibid.
134 Marta Petrosillo, "Sub-Saharan Africa", *Religious Freedom in the World Report 2025 Executive Summary* (ACN, 2025), [UK edition] p. 12.
135 Lyndsey Koh , "Over 30 Christians Beheaded in Mozambique, Churches Burned", *Mission Network News*, 17 octobre 2025 https://www.mnnonline.org/news/over-30-christians-beaheded-in-mozambique-churches-burned/ [page consultée le 08/07/26].
136 "Two Christians captured and killed by Islamists in northern Mozambique", *Barnabus Aid*, 5 mars 2026 https://www.barnabasaid.org/gb/news/two-christians-captured-and-killed-by-islamists-in-northern-mozambique/ [page consultée le 08/07/26].
137 "Report Reveals Top Global Christian Persecutors", *International Christian Concern*, 30 janvier 2026 https://persecution.org/2026/01/30/report-reveals-top-global-christian-persecutors/ [page consultée le 08/07/26].
138 Nathalie Raffray and Paulo Aido, "Children abducted as 60,000 flee wave of terror", *ACN (UK) News*, 8 août 2025 https://acnuk.org/news/2025/08/08/mozambique-children-abducted-60000-flee-wave-terror [page consultée le 08/07/26].
139 Nathalie Raffray and Paulo Aido, "Christian man beheaded, others killed and thousands flee as violence strikes communities", *ACN (UK) News*, 21 novembre 2025 https://acnuk.org/news/2025/11/21/mozambique-christian-man-beheaded-others-killed-and-thousands-flee-violence-strikes [page consultée le 08/07/26].
140 "Two Christians captured and killed by Islamists in northern Mozambique", *Barnabus Aid*, 5 mars 2026 https://www.barnabasaid.org/gb/news/two-christians-captured-and-killed-by-islamists-in-northern-mozambique/ [page consultée le 08/07/26].
141 Nathalie Raffray, "'Faith should never justify violence' say Muslims after church attack", *ACN (UK) News*, 12 mai https://acnuk.org/news/2026/05/12/faith-should-never-justify-violence-say-muslims-after-church-attack [page consultée le 08/07/26].
142 "Religious Freedom in Nicaragua 'Abysmal' According to U.S. Government Report", *International Christian Concern*, 26 mars 2025 https://persecution.org/2025/03/26/religious-freedom-in-nicaragua-abysmal-according-to-u-s-government-report/ [page consultée le 08/07/26].
143 *USCIRF 2025 Annual Report*, p. 35 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR_3326_NEW.pdf [page consultée le 08/07/26].
144 Ibid., p. 34.
145 *Nicaragua: Persecution Beyond Borders Exile and Transnational Human Rights Violations* (Group of Human Rights Experts on Nicaragua, 2025), p. 7 https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/grhe-nicaragua/2025-09-23-ghren-transnational-violations-en.pdf [page consultée le 02/07/26].
146 "Al menos 261 religiosos han sido desterrados de Nicaragua", *DW.com*, 8th September 2025 https://www.dw.com/es/al-menos-261-religiosos-han-sido-desterrados-de-nicaragua/a-73913098 [page consultée le 02/07/26].
147 "Denis Martínez García", *USCIRF* https://www.uscirf.gov/denis-martinez-garcia [page consultée le 08/07/26].
148 "Dictatorship in Nicaragua arrests two more priests and two laywomen", *EWTN News*, 12 août 2024 https://ewtn.co.uk/article-dictatorship-in-nicaragua-arrests-two-more-priests-and-two-laywomen/ [page consultée le 08/07/26].
149 "Seminary in Nicaragua's Diocese of Matagalpa seized", *Vatican News*, 23 janvier 2025 https://www.vaticannews.va/en/church/news/2025-01/nicaragua-ortega-government-attack-on-the-catholic-church.html [page consultée le 22/04/26].
150 "Pastor and Seven Other Christians Disappear After Arrest", 4 novembre 2025, *Christian Mission International* https://www.persecutionsa.org/post/nicaragua-pastor-seven-other-christians-disappear-after-arrest [page consultée le 08/07/26].
151 USCIRF, *Country Update: Nicaragua*, p. 3 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026%20Nicaragua%20Country%20Update.pdf [page consultée le 08/07/26].
152 "Ortega's dictatorship prohibits priestly ordinations in four dioceses of Nicaragua", *InfoVaticana*, 12 mars 2026 https://infovaticana.com/en/2026/03/12/ortegas-dictatorship-prohibits-priestly-ordinations-in-four-dioceses-of-nicaragua/ [page consultée le 08/07/26].
153 Walter Sánchez Silva, "Nicaraguan police arrest 80-year-old bishop being treated at a medical clinic", Catholic World Report, 30 juin 2026 https://www.catholicworldreport.com/2026/06/30/nicaraguan-police-arrest-80-year-old-bishop-being-treated-at-a-medical-clinic/ [page consultée le 02/07/26].
154 "Nigeria: UN experts warn of rights violations against women and girls from Christian and other religious minority communities", *UNHR*, 8 juin 2026, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2026/06/nigeria-un-experts-warn-rights-violations-against-women-and-girls-christian [page consultée le 22/06/26].
155 Ibid.
156 *Hear Her Cries* (ACN, 2021), p. 26.
157 "A decade After Chibok, Nigeria confronts a new surge in child abductions", *UNOHC*, 12 janvier 2026 https://www.ohchr.org/en/stories/2026/01/decade-after-chibok-nigeria-confronts-new-surge-child-abductions [page consultée le 23/02/26].
158 Filipe d'Avillez, "Priest kidnapped and murdered", *ACN (UK) News*, 5 mars 2025 https://acnuk.org/news/2025/03/05/nigeria-priest-kidnapped-and-murdered [page consultée le 23/02/26].
159 John Newton, "36 killed by extremists in weekend of terror", *ACN (UK) News*, 27 mai 2025 https://acnuk.org/news/2025/05/27/nigeria-36-killed-extremists-weekend-terror [page consultée le 23/02/26].
160 John Newton, "School children released — but kidnapping still a national crisis", *ACN (UK) News*, 23 décembre 2025 https://acnuk.org/news/2025/12/23/nigeria-school-children-released-kidnapping-still-national-crisis [page consultée le 23/02/26].
161 Makuochi Okafor, "Nigeria police confirm mass church abductions after previous denial", *BBC News* (en ligne), 19 janvier 20206 https://www.bbc.co.uk/news/articles/c4grw9vg7y4o [page consultée le 23/02/26].

162 Anugrah Kumar, “Children taken from Christian Orphanage still in Gov’t Custody after Failed Handover”, *Christian Post*, 20 avril 2026 https://www.christianpost.com/news/children-taken-from-christian-orphanage-still-in-govt-custody.html [page consultée le 31/-7/26].
163 Rachel Huston, “Pastor and 27 Christians killed in overnight attack on Nigerian village”, *Premier*, 26 juin 2026 https://premierchristian.news/en/news/article/reverend-among-those-killed-in-latest-attack-on-christian-village-in-nigeria [page consultée le 02/07/26].
164 “Pakistan”, *USCIRF 2026 Annual Report*, p. 40, https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF_2026_AR%20%282%29.pdf [pages sur le Pakistan consultees le 16 avril 2026].
165 “Groundbreaking Educational Reform: Pakistan Introduces Inclusive Religious Education Curriculum”, *The White Post*, 23 janvier 2024 https://thewhiteposts.com/groundbreaking-educational-reform-pakistan-introduces-inclusive-religious-education-curriculum/
166 Umaymah Suhail, “Child Marriage Restraint Act, 2025: End Child Marriage in Pakistan”, *The Borgen* Project https://borgenproject.org/child-marriage-restraint-act/
167 Tariq Ahmad, “Pakistan: President Grants Assent to Islamabad Child Marriage Law”, *Law Library of Congress* https://www.loc.gov/item/global-legal-monitor/2025-07-01/pakistan-president-grants-assent-to-islamabad-child-marriage-law/
168 Amjad Mahmood, “Bill seeking to raise minimum legal age for Christian marriage submitted to Punjab Assembly committee”, *Dawn*, 9 avril 2026 https://www.dawn.com/news/1990251
169 “Christian leaders seek review of Maria case ruling, oppose child marriage law”, *Pakistan Today*, 14 avril 2026 https://www.pakistantoday.com.pk/2026/04/14/christian-leaders-seek-review-of-maria-case-ruling-oppose-child-marriage-law
170 “Christian leaders seek review of Maria case ruling, oppose child marriage law”, *Pakistan Today*, 14 avril 2026 https://www.pakistantoday.com.pk/2026/04/14/christian-leaders-seek-review-of-maria-case-ruling-oppose-child-marriage-law
171 Pia Gralki and Catherine Caruso, “Pakistan Law Allows Men to Marry Girls After Their First Period”, *Global Citizen*, 11 février 2020 https://www.globalcitizen.org/en/content/pakistan-court-allows-men-to-marry-underage-girls/ [pages sur le Pakistan consultées le 22/04/26].
172 “UN experts concerned by forced conversion through marriage in Pakistan”, *United Nations Human Rights Office of the High Commissioner,* 22 avril 2026 https://www.ohchr.org/en/press-releases/2026/04/un-experts-concerned-forced-conversion-through-marriage-pakistan
173 “The Forced Islamization of Pakistan’s Religious Minorities”, *Voice of Pakistan Minority*, 12 août 2025 https://thevopm.org/the-forced-islamization-of-pakistans-religious-minorities/; Anwar Iqbal, ‘1,000 minority girls forced into marriage every year: report’, *Dawn*, 8 avril 2014 https://www.dawn.com/news/1098452
174 “Record Number of Blasphemy Cases Recorded in Pakistan”, *Morning Star News*, 1er mai 2025 https://morningstarnews.org/2025/05/record-number-of-blasphemy-cases-recorded-in-pakistan/
175 John Pontifex, “Christian woman sentenced to death over WhatsApp messages”, *ACN (Ireland)*, 27 septembre 2024 https://www.acnireland.org/journal/2024/9/30/pakistan-christian-woman-sentenced-to-death-over-whatsapp-messages
176 Juliet Chowdhry, “A Christian Family’s Fight to Bring Their Daughter Home”, *Pakistan Christian Post*, 19 février 2025 https://www.pakistanchristianpost.com/head-line-news-details/8150
177 “Christians take to streets to protest lack of justice 2 years after Jaranwala attacks”, *Christian Post*, 24 août 2025 https://www.christianpost.com/news/christians-protest-lack-of-justice-2-years-after-jaranwala-attacks.html
178 John Pontifex, “Demand for justice after Christian man found hanged”, *ACN (UK) News*, 11 mars 2026 https://acnuk.org/news/2026/03/11/demand-justice-after-christian-man-found-hanged
179 “After three years of conflict, Sudan faces a deeper health crisis”, *WHO*, 14th April 2026 https://www.who.int/news/item/14-04-2026-after-three-years-of-conflict--sudan-faces-a-deeper-health-crisis [page consultée le 22/04/26].
180 “The Washington Times: Trump can stop Sudan violence with two phone calls”, *USCIRF*, 3 décembre 2025 https://www.uscirf.gov/news-room/op-eds/washington-times-trump-can-stop-sudan-violence-two-phone-calls [page consultée le 08/07/26].
181 “How Sudan’s Christians Became Targets in Africa’s Deadliest War”, *The Restorationist*, 8 décembre 2025 https://restoremag.com/how-sudans-christians-became-targets-in-africas-deadliest-war/ [page consultée le 08/07/26].
182 Ibid.
183 “Sudan”, *Religious Freedom in the Word Report 2025* https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/country/2025/sudan [page consultée le 08/07/26].
184 Laetitia Bader, “UN Body Finds ‘Hallmarks of Genocide’ in Darfur”, *Human Rights Watch*, 24 février 2026 https://www.hrw.org/news/2026/02/24/un-body-finds-hallmarks-of-genocide-in-darfur [page consultée le 08/07/26].
185 “Christians in Sudan Watch Helplessly as their Church Building is Demolished”, *International Christian Concern*, 25 juillet 2025 https://persecution.org/2025/07/25/christians-in-sudan-watch-helplessly-as-their-church-building-is-demolished/ [page consultée le 08/07/26].
186 “Sudan”, *World Watchlist* https://www.opendoorsuk.org/persecution/world-watch-list/sudan/ [page consultée le 08/07/26].
187 “Christians in Sudan Watch Helplessly as their Church Building is Demolished”, *op cit*.
188 “Officials in Sudan Warn Church Building Will Be Demolished”, *Morning Star News*, 19 juin 2026 https://morningstarnews.org/2026/06/officials-in-sudan-warn-church-building-will-be-demolished/ [page consultée le 06/07/26].
189 “5 Dead after RSF Bombs Churches in Sudan”, *International Christian Concern*, 14 juillet https://persecution.org/2025/07/14/5-dead-after-rsf-bombs-churches-in-sudan/ [page consultée le 08/07/26].
190 “Christians in Sudan Watch Helplessly as their Church Building is Demolished”, *op cit*.
191 “Drone Strike on Christmas Day Kills Christians in Sudan”, *Morning Star News*, 2 janvier 2026 https://morningstarnews.org/2026/01/drone-strike-on-christmas-day-kills-christians-in-sudan/ [page consultée le 08/07/26].
192 Nathalie Raffrey, “Priest who refused to evacuate volatile region murdered by militants”, *ACN (UK) News*, 22 juin 2026 https://acnuk.org/news/2026/06/22/priest-who-refused-evacuate-volatile-region-murdered-militants [page consultée le 09/07/26].
193 “Ahmed al-Sharaa”, *Britannica* https://www.britannica.com/biography/Ahmed-al-Sharaa [page consultée le 08/07/26].
194 “Syria”, *USCIRF Annual Report 2026* https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2026-03/USCIRF%202026%20Annual%20Report%20Syria.pdf [sauf indication contraire, tous les sites pour la Syrie ont été consultés 20/04/26].
195 Souheil Lawand, “Hopes Rise for Christians as Church Leaders Meet New Syria Leader”, *EWTN*, 4 janvier 2025 https://ewtn.co.uk/article-hopes-rise-for-christians-as-church-leaders-meet-new-syria-leader/
196 “Syria: Al-Sharaa swears in new government including Christian woman, four months after Assad ouster”, *The New Arab*, 30 mars 2025 https://ewtn.co.uk/article-hopes-rise-for-christians-as-church-leaders-meet-new-syria-leader/
197 “Syria’s de facto ruler reassures minorities, meets Lebanese Druze leader”, *The Jerusalem Post*, 22 décembre 2024 https://www.jpost.com/middle-east/article-834451
198 John Pontifex, “Syrian Christians face anxious Holy Week”, *The Tablet*, 17 avril 2025 https://www.thetablet.co.uk/features/syrian-christians-face-anxious-holy-week/
199 John Pontifex, “Syrian Christians face anxious Holy Week”, *The Tablet*, 17 avril 2025 https://www.thetablet.co.uk/features/syrian-christians-face-anxious-holy-week/
200 John Pontifex, “Can Syria’s Christians Survive under Al-Sharaa?”, *The Catholic Herald*, 24 mai 2026 https://thecatholicherald.com/article/can-syrias-christians-survive-under-al-sharaa [page consultée le 10/07/26].
201 David Gritten, “Suicide Bombing at Damascus Church Kills 25, Syrian Authorities Say”, *BBC News (Online)*, 22 juin 2025 https://www.bbc.co.uk/news/articles/c307n9p43z9o [page consultée le 10/07/26].
202 “UN Syria Commission finds March Coastal Violence was Widespread and Systematic: outlines urgent steps to prevent future violations and restore public confidence”, *United Nations Human Rights Office of the High Commissioner,* 14 août 2025 https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/08/un-syria-commission-finds-march-coastal-violence-was-widespread-and [page consultée le 10/07/26].
203 “Sleeper Cells: How Likely is ISIS to Regroup in New Syria?”, *Al Estiklal*, juin 2025 https://www.alestiklal.net/en/article/sleeper-cells-how-likely-is-isis-to-regroup-in-new-syria [page consultée le 10/07/26].
204 Jeremy Bowen, “Syria feels lighter without the Assads’ crushing weight — but now there are new problems”, *BBC News (Online)*, 8 décembre 2025 https://www.bbc.co.uk/news/articles/cy7v53366ejo [page consultée le 10/07/26].
205 “Syria: in 14 Years, the Christian Presence has Fallen by 84%: these are the Numbers”, *Zenit*, 13 décembre 2025 https://zenit.org/2025/12/13/syria-in-14-years-the-christian-presence-has-fallen-by-84-these-are-the-numbers/ [page consultée le 10/07/26].
206 Dario Salvi, “Cardinal Zenari: My 17 years as Nuncio in Syria Amid Aar and a Thirst for Unity”, *AsiaNews*, 13 février 2026 https://www.asianews.it/news-en/Cardinal-Zenari:-My-17-years-as-nuncio-in-Syria-amid-war-and-a-thirst-for-unity-64838.html [page consultée le 14/07/26].
207 Cian Ward, “How attacks on a Christian town test Syria’s postwar cohesion”, *The New Arab*, 2 avril 2026 https://www.newarab.com/analysis/how-attacks-christian-town-test-syrias-postwar-cohesion [page consultée le 10/07/26].
208 Ghaith Alsayed and Kareen Chehayeb, “Mideast governments condemn suicide bombing of Syrian church as death toll rises to 25”, *AP News*, 23 juin 2025 https://apnews.com/article/syria-church-bombing-damascus-6b50914de4ee3b6944522bf6e3a8dd10; “Suicide attack on Damascus church: At least 20 dead; Syria says IS group involved”, *The Times of India*, 23 juin 2025 https://timesofindia.indiatimes.com/world/rest-of-world/suicide-attack-on-damascus-church-powerful-blast-heard-in-syria-witnesses-say/articleshow/122008045.cms [pages consultées le 10/07/26].
209 “Christian killed by jihadist commando. Minorities still targeted in Syria”, *AsiaNews*, 2 février 2026 https://www.asianews.it/news-en/Christian-killed-by-jihadist-commando.-Minorities-still-targeted-in-Syria-64760.html [page consultée le 17/07/26]
210 Souhail Lawand, “Syria’s churches scale back Easter celebrations after attack on Christian town”, *EWTN News*, 1er avril 2026 https://www.ewtnnews.com/world/middle-east/syria-s-churches-scale-back-easter-celebrations-after-attack-on-christian-town [page consultée le 10/07/26].
211 “Apostolic Journey of His Holiness Leo XIV in Türkiye and Lebanon (27 November to 2 December 2025) — Visit to the Sultan Ahmet Mosque and Private Meeting with the Heads of Christian Churches and Communities at the Syriac Orthodox Church of Mar Ephrem, 29.11.2025”, *Holy See Press Office*, 29 novembre 2025 https://press.vatican.va/content/salastampa/en/bollettino/pubblico/2025/11/29/251129a.html [page consultée le 31/03/26].
212 *The Persecution of Christians in Turkey* (European Centre for Law and Justice, 2025), p. 12.
213 “Christians denounce impact of mandatory church registrations in countries like Serbia and Turkey”, *Evangelical Focus*, 13 mars 2025 https://evangelicalfocus.com/world/30432/evangelicals-reflect-on-the-negative-impact-of-mandatory-church-registration-on-religious-minorities [page consultée le 26/02/26].
214 Thibault van den Bossche, “Turkey: The Systematic Plundering of Christian Properties”, *European Centre for Law and Justice*, 10 février 2025 https://eclj.org/religious-autonomy/echr/turquie-spoliation-methodique-des-biens-chretiens?lng=en; Thibault van den Bossche, “Expropriation in Turkey: an Armenian foundation deprived of its property”, *European Centre for Law and Justice*, 3 novembre 2025 https://eclj.org/religious-autonomy/echr/spoliation-en-turquie--une-fondation-armenienne-privee-de-ses-biens [pages consultées le 31/03/26].

215 "Turkey (Türkiye)", *US State Dept 2023 Report on International Religious Freedom* https://www.state.gov/reports/2023-report-on-international-religious-freedom/turkey/ [page consultée le 31/03/26].
216 "Turkey taken to task over Christians banned from the country", *Christian Today*, 10 février 2026 https://www.christiantoday.com/news/turkey-taken-to-task-over-christians-banned-from-the-country [page consultée le 10/07/26].
217 "Application no. 37814/21: David Kim Wilson and Pamela Lynn Wilson against Türkiye and 19 other applications", *European Court of Human Rights* https://hudoc.echr.coe int/#{"tabview":["document"], "itemid":["001-248520"]} [page consultée le 26/02/26].
218 "Turkish Government Denies Targeted Deportation of Christian Missionaries; Accuses European Parliament of 'Interference'", *ADF*, 17 février 2026 https://adfinternational.org/news/turkish-government-denies-targeted-deportation-of-christian-missionaries-accuses-european-parliament-of-interference [page consultée le 26/02/26].
219 "State Department Press Statement on 50th Anniversary of Halki Seminary Closure", *Archons of the Ecumenical Patriarchate*, 29 juillet 2021 https://archons.org/state-department-press-statement-on-50th-anniversary-of-halki-seminary-closure/ [page consultée le 31/03/26].
220 "Greek FM visits historic Istanbul seminary in push for reopening", *Hürriyet Daily News*, 2 mai 2025 https://www.hurriyetdailynews.com/greek-fm-visits-historic-istanbul-seminary-in-push-for-reopening-208740 [page consultée le 26/02/26].
221 "In Meeting with Trump, Erdogan Promises to 'Do Our Part' in Reopening of Halki Seminary", *Archons of the Ecumenical Patriarchate*, 26 septembre 2025 https://archons.org/erdogan-promises-halki-seminary/ [page consultée le 29/05/26].
222 "Halki Seminary to reopen in September after decades of closure, patriarch says", *Bianet*, 12th May 2026 https://bianet.org/haber/halki-seminary-to-reopen-in-september-after-decades-of-closure-patriarch-says-319556 [page consultée le 29/05/26].
223 "Gunman fires on Christian association in İstanbul", *Stockholm Center for Freedom*, 2 janvier 2025 https://stockholmcf.org/gunman-fires-on-christian-association-in-istanbul/ [page consultée le 16/02/26].
224 "Ancient Assyrian Church Desecrated in Turkey", *AINA*, 4 septembre 2025.
225 "Turkey seizing Christian and Yazidi land for energy development", *Zenit*, 4 juin 2026 https://zenit.org/2026/06/04/turkey-seizing-christian-and-yazidi-land-for-energy-development/ [page consultée le 10/07/26].
226 Michelle A. Vu, "Report: Vietnam Shows Progress in Religious Freedom; More Needed", *Christian Post*, 16 novembre 2025 https://www.christianpost.com/news/report-vietnam-shows-progress-in-religious-freedom-more-needed.html [page consultée le 18/02/26].
227 "Dinh Huu Thoai", *Project 88* https://the88project.org/profile/393/dinh-huu-thoai/ [page consultée le 09/07/26].
228 USCIRF, *Country Update: Vietnam*, December 2025 https://www.uscirf.gov/sites/default/files/2025-12/2025%20Vietnam%20Country%20Update%20%28002%29.pdf [page consultée le 10/07/26].
229 "Protestant Pastor shot with rubber bullets", *CSW*, 10 décembre 2024; "2 independent Protestant pastors shot in Vietnam's Central Highlands", *Vietnam Human Rights Defenders*, 10 décembre 2024 https://www.vietnamhumanrightsdefenders.net/2024/12/10/2-independent-protestant-pastors-shot-in-vietnams-central-highlands/
230 "USCIRF kêu gọi phóng thích tín hữu tin lành độc lập Y Thinh Niê", *Voice of America (Vietnam)*, 29 septembre 2024 https://www.voatiengviet.com/a/uscirf-keu-goi-phong-thich-tin-huu-tin-lanh-doc-lap-y-thinh-nie/7802693.html; "Đối tượng hoạt động Fulro bị tuyên phạt 9 năm tù giam", *Nhân Dân*, 23rd May 2025 https://nhandan.vn/dak-lak-doi-tuong-hoat-dong-fulro-bi-tuyen-phat-9-nam-tu-giam-post882009.html
231 Alex Hoang, "The Vietnamese govt and Church properties: An unending story", *UCANews*, 17 juin 2025 https://www.ucanews.com/news/the-vietnamese-govt-and-church-properties-an-unending-story/109340; "Catholic Nuns Stand Tall to Stop Land Grab in Vietnam from Local Business", *International Christian Concern*, 20 juin 2026 https://persecution.org/2016/06/20/catholic-nuns-stand-tall-to-stop-land-grab-in-vietnam-from-local-business/ [pages consultées le 26/02/26].
232 Trường Sơn, "Thái Nguyên: Thánh lễ tại gia bị cắt điện, ba người bị đưa về trụ sở công an", *Radio Free Asia*, 11 août 2025 https://www.rfa.org/vietnamese/trong-nuoc/2025/08/11/tu-do-ton-giao-cong-giao-thai-nguyen/ [page consultée le 10/07/26].
233 "Y Nuen Ayun", *USCIRF* https://www.uscirf.gov/religious-prisoners-conscience/forb-victims-database/y-nuen-ayun; "Vietnam: Former Political Prisoner Rearrested", *Human Rights Watch*, 20 octobre 2025 https://www.hrw.org/news/2025/10/20/vietnam-former-political-prisoner-rearrested ; "Vietnamese pastor-rights activist arrested on anti-state charges", *UCANews*, 9 octobre 2025 https://www.ucanews.com/news/vietnamese-pastor-rights-activist-arrested-on-anti-state-charges/110559 [page consultée le 10/07/26].

Persécutés et oubliés ?

Partout dans le monde, les chrétiens sont de plus en plus exposés au harcèlement, aux arrestations arbitraires et à la violence : des églises sont incendiées, des femmes chrétiennes sont enlevées et violées, et des fidèles sont tués en raison de leurs convictions. Le rapport *Persécutés et oubliés ?* met en lumière des situations où les fidèles souffrent du fait de l'autoritarisme étatique ou d'attaques perpétrées par des extrémistes.



Image © Ismael Martínez Sánchez / ACN

Aide à l'Église en Détresse

ACN CANADA

C.P. 670, Succ. H, Montréal (Québec) CANADA H3G 2M6
Tél. : 1-800-585-6333 | Courriel : info@acn-canada.org
www.acn-canada.org

L'Aide à l'Église en Détresse (AED) est une œuvre caritative catholique qui apporte un soutien spirituel et matériel aux chrétiens, en particulier à ceux persécutés pour leur foi. Nous accomplissons notre mission de réconciliation et d'amour par l'intermédiaire de partenaires ecclésiaux locaux : soutien aux prêtres, aux religieuses et aux catéchistes, construction d'églises, transport, formation des séminaristes, diffusion de littérature et de supports religieux, ainsi qu'une aide d'urgence aux chrétiens en difficulté ou fuyant la persécution. L'AED défend également les chrétiens souffrants et privés de parole. Par la prière, l'information et l'action, nous maintenons la foi vivante dans un monde troublé.